



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS

Directives sur l'assujettissement aux assurances AVS et AI (DAA)

Valables dès le 1^{er} janvier 2009

Etat : 1^{er} avril 2012

318.102.01 f

3.12

Avant-propos de la nouvelle édition, valable dès le 1^{er} janvier 2009

Les directives sur l'assujettissement à l'assurance (DAA) ont été retravaillées pour le 1^{er} janvier 2009 ce qui a entraîné la nouvelle numérotation des directives. La structure a aussi été revue.

D'un point vu matériel, un nouveau formulaire concernant le détachement a été introduit. Un exemple est disponible en annexe et le dit formulaire peut être téléchargé sur le site www.ahv-iv.info. La situation du Kosovo et de la Serbie a aussi été clarifiée. De plus, les bulletins AVS à l'intention des caisses de compensation n° 230 et 235 ont été repris dans les DAA. Finalement, certaines erreurs ont été corrigées et la jurisprudence fédérale a été actualisée (arrêts du TFA jusqu'en août 2008 selon la liste sélective de l'OFAS).

Avant-propos au supplément 1, valable dès le 1^{er} janvier 2010

Le présent supplément apporte les modifications devenues nécessaires suite à l'extension de la libre circulation des personnes à la Bulgarie et à la Roumanie ainsi qu'à l'abrogation de l'art. 4 RAVS. Par ailleurs, la détermination du revenu des ANOBAG de l'UE a été précisée et l'assujettissement des marins de haute mer a été adapté à l'Accord avec l'UE. Finalement, ce supplément corrige de petites erreurs et quelques adaptations ont été effectuées afin de permettre une meilleure compréhension.

Avant-propos au supplément 2, valable dès le 1^{er} janvier 2011

En décembre 2009, le Conseil fédéral a décidé que les accords entre la Suisse et la Serbie, qui étaient en vigueur au moment de la déclaration d'indépendance du Kosovo, ne s'appliqueraient plus pour ce dernier. Dans le domaine de la sécurité sociale, deux textes sont concernés par cette décision: la convention de 1962 relative aux assurances sociales conclue avec l'ex-Yougoslavie et l'arrangement administratif de 1963 qui lui est lié. Ces accords ne s'appliqueront plus pour le Kosovo après le 31 mars 2010 (cf. Bulletin à l'intention des caisses de compensation AVS et des organes d'exécution des PC n° 265).

Une réglementation détaillée est ajoutée au sujet des domestiques privés au service de personnes au bénéfice de privilèges et d'immunités.

En outre, il est tenu compte de l'augmentation au 1^{er} janvier 2011 des taux de cotisations aux APG et à l'AC.

Par ailleurs, la jurisprudence de notre Haute Cour a été complétée («Jurisprudence du Tribunal fédéral relative au droit des cotisations AVS, sélection de l'OFAS – n° 29»; www.assurancessociales.admin.ch [AVS / Jurisprudence cotisations]).

Finalement, ce supplément corrige quelques petites erreurs et apporte certaines modifications permettant une meilleure compréhension.

Avant-propos au supplément 3, valable dès le 1^{er} janvier 2012

Au 1^{er} janvier 2012, la révision AVS « Amélioration de la mise en œuvre » ainsi que les dispositions d'applications du règlement entrent en vigueur.

L'art. 1a, al. 2, let. c, LAVS et l'art. 2 RAVS prévoient que, désormais, seuls les indépendants et les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations (ANOBAG) ne sont pas assurés à l'AVS si la durée de leur activité lucrative n'excède pas trois mois consécutifs par année civile.

La révision supprime les privilèges accordés jusqu'alors aux ANOBAG par rapport aux salariés, à savoir :

- Le taux de cotisation prévu aux art. 6 LAVS et 16 RAVS pour les ANOBAG est notamment adapté au taux applicable aux cotisations paritaires.
- L'art. 69 LAVS impose désormais des contributions aux frais d'administration aux ANOBAG.

A l'occasion de l'adaptation des directives, la réglementation relative aux « ANOBAG-UE » a également été remaniée. Jusqu'ici, les salariés qui, selon l'art. 109 R 574/72, convenaient avec leur employeur dont le siège se situe dans l'UE/AELE de décompter eux-mêmes les cotisations avec la caisse de compensation étaient, en pratique, traités comme des ANOBAG. Autrement dit, les règles applicables aux personnes exerçant une activité indépendante leur étaient appliquées par analogie. Ces salariés ne sont toutefois pas des ANOBAG puisque, en application de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE, leurs employeurs sont soumis à cotisations en Suisse (art. 12, al. 3, LAVS). Ceci est désormais clarifié dans les directives. Aucune disposition transitoire n'est prévue dans la loi. En pratique, cela a les incidences suivantes : en application du principe de réalisation, le nouveau taux de cotisation vaut pour tous les salaires versés après l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation.

De plus, les directives concernant les membres de la famille qui accompagnent une personne à l'étranger ont été adaptées en ce sens que l'assujettissement des personnes assurées et celui des membres de la famille qui les accompagnent sont traités dans le même chapitre. Seul l'aperçu au chapitre 3.12.3 qui contient les

renvois aux articles topiques des conventions de sécurité sociale a été conservé.

Selon l'art. 4, al. 2, LAVS, le Conseil fédéral peut excepter du calcul des cotisations le revenu provenant d'une activité lucrative exercée à l'étranger. A l'art. 6^{ter}, let. a et b, RAVS, le Conseil fédéral a excepté du calcul des cotisations certains revenus qu'une personne acquiert comme exploitant ou associé d'une entreprise ou d'un établissement stable sis dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention de sécurité sociale ainsi que comme organe d'une personne morale sise dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention de sécurité sociale. Puisque les revenus réalisés à l'étranger ont une influence sur la condition sociale, ces revenus doivent être inclus dans le revenu sous forme de rente lors du calcul des cotisations de non actif. Les DAA ont été complétées en ce sens.

Une organisation internationale, à savoir le Bureau international des textiles et de l'habillement (BITH) à Genève, a cessé définitivement ses activités et a dénoncé l'Accord de siège pour décembre 2012. Les numéros marginaux correspondant ont été adaptés. En outre, il a été précisé que l'assujettissement du CICR (qui est également une organisation internationale) est réglé de manière différente de celui des autres organisations internationales.

L'accord avec l'Inde qui est entré en vigueur le 29 janvier 2011 a été intégré dans les directives.

En outre, des rubriques supplémentaires ont été ajoutées à la demande d'attestation de détachement (cf. Annexe 17) car des lacunes ont été détectées lors de l'assujettissement aux assurances sociales suisses des salariés détachés vers l'étranger. Par conséquent, le chiffre 1 de la demande d'attestation de détachement a été adapté. Trois nouvelles rubrique donneront désormais des renseignements concernant l'assurance du demandeur à la prévoyance professionnelle obligatoire (LPP), l'assurance-accidents obligatoire (LAA) et l'assurance-maladie obligatoire (LAMal). Il s'agit des mêmes adaptations qui ont déjà été effectuées pour les demandes de détachement de longue durée (accord particulier). Il est important que ces informations figurent déjà dans le cadre du premier détachement.

A ce sujet, nous rappelons que les conditions de détachement ne sont remplies que lorsque la personne est correctement assujetties à toutes les branches des assurances sociales suisses.

Les formulaires modifiés peuvent également être téléchargés sur notre site Internet www.ofas.admin.ch

Enfin, ce supplément a permis de supprimer des erreurs et incohérences. Les suppléments sont assortis de la mention 1/12.

Avant-propos au supplément 4, valable dès le 1^{er} avril 2012

Le règlement (CE) n° 883/2004 (R 883/2004) et le règlement d'application (CE) n° 987/2009 (R 987/2009) entrent en vigueur au 1^{er} avril 2012. Ils impliquent plusieurs modifications en matière d'assujettissement.

En particulier, une personne ne peut désormais plus qu'être assujettie à la législation d'un seul Etat membre ou de la Suisse. En cas d'activité salariée et indépendante simultanée, la législation de l'Etat membre ou de la Suisse dans lequel l'activité salariée est exercée est applicable.

Lorsqu'une personne exerce une activité lucrative pour un employeur dans plusieurs Etats membres et/ou en Suisse, elle est soumise à la législation de son Etat de résidence si elle y exerce une partie substantielle de ses activités. Si tel n'est pas le cas, cette personne salariée est soumise à la législation de l'Etat dans lequel l'employeur a son siège.

L'assujettissement des employés des entreprises de transport international se détermine selon les règles générales de coordination (cf. paragraphe précédent).

Les indépendants qui travaillent dans plusieurs Etats membres et/ou en Suisse sont soumis à la législation de leur Etat de résidence lorsqu'ils y exercent une partie substantielle de leur activité. Si tel n'est pas le cas, ils sont soumis à la législation de l'Etat dans lequel se trouve le centre d'intérêt de leurs activités.

La durée de détachement est prolongée de 12 à 24 mois. Pour une nouvelle prolongation, une demande selon l'art. 16, par. 1, R 883/2004 doit être déposée auprès de l'OFAS.

Un indépendant ne peut se détacher que si, dans l'Etat de réception, il exerce une activité semblable à celle exercée dans l'Etat d'envoi.

Afin de déterminer la législation applicable, il faut partir du principe que, en cas de perception de prestations en espèces qui sont octroyées en raison de l'exercice d'une activité lucrative comme par exemple la perception d'indemnités journalières de la LAA, l'activité lucrative est exercée comme auparavant.

L'application de la législation est certifiée au moyen de l'attestation A1. Les formulaires E 001 et E 101 peuvent provisoirement continuer d'être utilisés.

Pour les états de faits qui se sont produits avant le 1^{er} avril 2012, le règlement (CEE) n° 1408/71 (R 1408/71) continue d'être applicable en ce qui concerne l'assujettissement jusqu'à ce que l'état de fait se modifie mais au maximum pendant 10 ans. Les assurés peuvent toutefois demander l'application du nouveau règlement.

Les R 1408/71 et 574/72 continuent d'être applicables au sein de l'AELE. En annexe ne se trouvent plus que les tableaux qui concernent l'UE. Pour des états de faits concernant l'AELE, les anciens tableaux (état au 01.01.2012) peuvent momentanément être utilisés.

Les nouveaux règlements ne sont pas encore publiés au recueil systématique. Par conséquent, les liens hypertextes vers les nouvelles dispositions ne seront effectués qu'après la publication officielle.

Un résumé des nouveautés en relation avec l'UE se trouve dans le Bulletin à l'intention des caisses de compensation et des organes d'exécution des PC n° 301.

La convention de sécurité sociale avec le Japon est entrée en vigueur au 1^{er} mars 2012. Le présent supplément tient compte des nouvelles règles applicables avec le Japon. Un résumé concernant cette convention se trouve dans le Bulletin à l'intention des caisses de compensation et des organes d'exécution des PC n° 300.

Table des matières

Abréviations.....	15
1. Généralités.....	19
1.1 Règles déterminantes.....	19
1.2 Droit applicable.....	19
1.3 Caractère personnel de la qualité d'assuré.....	21
1.4 Nationalité	22
1.5 Domicile.....	22
1.6 Lieu de travail	26
1.7 Statut dans l'AVS.....	27
2. Principes généraux d'assujettissement	29
2.1 Généralités	29
2.2 Dispositions de la LAVS	30
2.3 Accord avec l'UE, resp. Accord de l'AELE	30
2.3.1 Principe: affiliation dans un seul Etat.....	32
2.3.1.1 Activité salariée	32
2.3.1.2 Activité indépendante	41
2.3.1.3 Exercice simultané d'une activité indépendante et d'une activité salariée dans plusieurs Etats de l'UE et en Suisse	46
2.3.1.4 Exercice simultané d'une activité indépendante et d'une activité salariée dans plusieurs Etats de l'AELE et en Suisse	46
2.3.2 Procédure pour les personnes travaillant simultanément dans plusieurs Etats	46
2.3.3 Cotisations	48
2.4 Dispositions des conventions de sécurité sociale	50
2.4.1 Principe: affiliation au lieu de travail	51
2.4.2 Exception: détachement.....	51
2.4.3 Autres exceptions.....	54
2.5 Exercice d'une activité lucrative dans un Etat de l'UE et dans un Etat contractant.....	55
2.6 Exercice d'une activité lucrative dans un Etat contractant et dans un Etat non contractant.....	56
2.7 Exercice d'une activité lucrative dans un ou plusieurs Etats de l'UE, resp. de l'AELE, et dans un Etat non contractant.....	56

2.8	Exercice d'une activité lucrative qui ne peut être répartie selon le temps consacré entre les différents Etats	57
2.9	Assujettissement erroné	57
2.9.1	Principe: modification pour le futur	57
2.9.2	Exception: Rétroactivité.....	58
3.	Droit applicable pour certaines catégories particulières.....	59
3.1	Les employés d'entreprises de transport international par rail et par route	59
3.1.1	Généralités.....	59
3.1.2	Accord avec l'UE et Accord de l'AELE	59
3.1.2.1	Accord avec l'UE.....	59
3.1.2.2	Accord de l'AELE	59
3.1.3	Conventions de sécurité sociale.....	60
3.2	Entreprises de transport aérien international	62
3.2.1	Accord avec l'UE et Accord de l'AELE	62
3.2.1.2	Accord avec l'UE.....	62
3.2.1.2	Accord de l'AELE	62
3.2.2	Dispositions des conventions de sécurité sociale relatives aux entreprises de transport aérien international.....	62
3.3	Navigation internationale	64
3.3.1	Eau douce.....	64
3.3.1.1	Accord avec l'UE et Accord de l'AELE ..	64
3.3.1.2	Conventions de sécurité sociale.....	64
3.3.2	Bateliers rhénans	64
3.3.3	Marins de haute mer	64
3.3.3.1	Accord avec l'UE et Accord de l'AELE ..	64
3.3.3.2	Conventions de sécurité sociale.....	65
3.4	Personnel au bénéfice de privilèges et d'immunités diplomatiques	67
3.4.1	Personnel des représentations étrangères en Suisse	67
3.4.1.1	Principe	67
3.4.1.2	Représentations des Etats de l'UE, resp. de l'AELE en Suisse.....	70
3.4.1.3	Représentations des Etats contractants en Suisse.....	73
3.4.1.4	Représentations des Etats non contractants.....	74
3.4.2	Personnel des représentations suisses à l'étranger	75

3.4.2.1	Principe	75
3.4.2.2	Représentations dans les Etats de l'UE, resp. de l'AELE	76
3.4.2.3	Représentations dans les Etats contractants.....	77
3.4.2.4	Représentations dans les Etats non contractants.....	79
3.5	Fonctionnaires internationaux.....	79
3.5.1	Fonctionnaires internationaux de nationalité suisse.....	80
3.5.2	Fonctionnaires internationaux de nationalité étrangère.....	82
3.5.3	Conjoint ou partenaire enregistré non actif des fonctionnaires internationaux	82
3.6	Personnel d'organisations au bénéfice d'un accord fiscal	84
3.7	Dirigeants d'une entreprise avec siège en Suisse.....	84
3.7.1	Principe	84
3.7.2	Exceptions	86
3.8	Entreprises transfrontalières	86
3.8.1	Accord avec l'UE et Accord de l'AELE	86
3.8.2	Convention de sécurité sociale.....	87
3.9	Requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et personnes à protéger sans autorisation de séjour.....	87
3.10	Réfugiés et apatrides.....	87
3.11	Personnel des organisations d'entraide et du CICR.....	88
3.12	Personnes sans activité lucrative.....	89
3.12.1	Personnes domiciliées en Suisse.....	89
3.12.2	Personnes non actives domiciliées à l'étranger..	90
3.12.3	Membres de la famille qui accompagnent à l'étranger une personne assurée à l'AVS	90
4.	Adhésion à l'assurance	92
4.1	Assurance continuée pour les personnes qui travaillent à l'étranger pour un employeur en Suisse	92
4.1.1	Conditions	92
4.1.2	Procédure	94
4.1.3	Dispositions transitoires relatives à la 10 ^e révision de l'AVS.....	95
4.1.4	Cotisations	95
4.1.5	Fin de l'assurance	96

4.2	Assurance continuée des étudiants sans activité lucrative domiciliés à l'étranger	96
4.2.1	Conditions	97
4.2.2	Procédure	97
4.2.3	Fin de l'assurance	98
4.3	Adhésion volontaire à l'AVS/AI/APG obligatoire pour les personnes qui ne sont pas assurées en Suisse en raison de l'Accord avec l'UE, de l'Accord de l'AELE ou d'une convention de sécurité sociale	99
4.3.1	Procédure	99
4.3.2	Cotisations	100
4.3.3	Fin de l'assurance	100
4.4	Adhésion volontaire des personnes sans activité lucrative accompagnant à l'étranger leur conjoint ou leur partenaire enregistré assuré	101
4.4.1	Procédure	102
4.4.2	Fin de l'assurance	102
4.5	Assurance facultative.....	103
4.6	Autre possibilité d'adhésion	103
5.	Exemptions	104
5.1	Exemption pour cumul de charges trop lourdes.....	104
5.1.1	Conditions de forme	104
5.1.2	Conditions de fond	105
5.1.3	Décision	107
5.1.4	Effets de l'exemption.....	107
5.1.5	Conséquences administratives de la disparition des motifs d'exemption.....	108
5.2	Exemption pour les indépendants et les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations ne remplissant les conditions d'assurance que pour une période relativement courte	109
5.3	Autres possibilités d'exemption.....	111
Annexe 1:	Ressortissant suisse indépendant (durée indéterminée).....	113
Annexe 2:	Ressortissant suisse salarié (durée indéterminée)..	115
Annexe 3:	Ressortissant d'un Etat de l'UE exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)	117
Annexe 4:	Ressortissant d'un Etat de l'UE exerçant une activité salariée (durée indéterminée)	119

Annexe 5:	Ressortissant d'un Etat non contractant exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)	121
Annexe 6:	Ressortissant d'un Etat non contractant exerçant une activité salariée (durée indéterminée)	122
Annexe 7:	Ressortissant d'un Etat contractant (qui n'appartient ni à l'UE ni à l'AELE) exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)	123
Annexe 8:	Ressortissant d'un Etat contractant (qui n'appartient ni à l'UE ni à l'AELE) exerçant une activité salariée (durée indéterminée)	125
Annexe 9:	Assujettissement et obligation de cotiser des ressortissants de la Suisse et de l'Union européenne	127
Annexe 10:	Formulaire E 001 de l'UE (échange d'information)..	129
Annexe 11:	Formulaires E 101 et E 102 de l'UE: attestation d'assurance	134
Annexe 12:	Formulaire E 103 de l'UE: droit d'option pour le personnel des missions diplomatiques.....	147
Annexe 13:	Conventions de sécurité sociale: formulaires	151
Annexe 14:	Etrangers qui disposent de cartes de légitimation spéciales établies par le Département fédéral des affaires étrangères et sont exemptés de l'AVS	156
Annexe 15:	Territoire de l'UE, resp. de l'AELE	159
Annexe 16:	Convention selon l'art. 109 R 574/72 et Convention selon l'art. 21 R 987/2009	161
Annexe 17:	Demande d'attestation de détachement.....	165
Annexe 18:	Attestation A1	167
Annexe 19:	Table de concordance R 1408/71 – R 883/2004.....	170

Abréviations

AC	Assurance-chômage obligatoire
Accord avec l'UE	Accord du 21 juin 1999 avec la Communauté européenne et ses Etats membres sur la libre circulation des personnes (RS 0.142.112.681)
Accord de l'AELE	Accord du 21 juin 2001 amendant la Convention du 4 janvier 1960 instituant l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE), Annexe K, Appendice 2 (RS 0.632.31)
Accord de siège	Accord conclu par le Conseil fédéral avec une organisation internationale pour régler son statut juridique
AELE	Association européenne de libre-échange
AI	Assurance-invalidité
APG	Allocation pour perte de gain en cas de service et de maternité
ATF	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral
ATFA	Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral des assurances (les chiffres se rapportent à l'année et à la page du fascicule). Dès 1970, les arrêts du TFA paraissent dans la V ^e Partie du Recueil officiel des arrêts du Tribunal fédéral (ATF)
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
AVS/AI/APG et AC	Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité, allocation pour perte de gain et assurance-chômage

AVS/AI/APG/(AC)	Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité, allocation pour perte de gain. Assurance-chômage selon le statut
Attestation A1	Certificat concernant la législation de sécurité sociale applicable au titulaire
CC	Code civil suisse du 10 décembre 1907 (RS 210)
CI	Compte individuel
DAC	Directives sur l'affiliation des assurés et des employeurs aux caisses de compensation
DAF	Directives concernant l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité facultative
DIN	Directives sur les cotisations des travailleurs indépendants et des personnes sans activité lucrative
DP	Directives sur la perception des cotisations
DSD	Directives sur le salaire déterminant
Etat contractant	Etat avec lequel la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale
Etat non contractant	Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention de sécurité sociale
EV/bila	Entrée en vigueur de l'Accord bilatéral sur la libre circulation des personnes
LAI	Loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité (RS 831.20)
LAPG	Loi fédérale du 25 septembre 1952 sur les allocations pour perte de gain en cas de service et de maternité (RS 834.1)
LAVS	Loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.10)

LPGA	Loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la partie générale du droit des assurances sociales (RS 830.1)
N°	Numéro marginal
OFAS	Office fédéral des assurances sociales
OLEH	Ordonnance du 7 décembre 2007 relative à la loi fédérale sur les privilèges, les immunités et les facilités, ainsi que sur les aides financières accordés par la Suisse en tant qu'Etat hôte (RS 192.121)
Prot. final	Protocole final
RAVS	Règlement du 31 octobre 1947 sur l'assurance-vieillesse et survivants (RS 831.101)
R 1408/71	Règlement (CEE) n° 1408/71 du Conseil du 14 juin 1971 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (RS 0.831.109.268.1)
R 574/72	Règlement (CEE) n° 574/72 du Conseil du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté (RS 0.831.109.268.11)
R 883/2004	Règlement (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale
R 987/2009	Règlement (CE) n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 fixant les modalités d'application du

règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale

R 988/2009	Règlement (CE) n° 988/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 modifiant le règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, et déterminant le contenu de ses annexes
RCC	Revue à l'intention des caisses de compensation publiée par l'Office fédéral des assurances sociales (les nombres se rapportent à l'année et à la page du volume). Le dernier numéro est paru en 1992.
RS	Recueil systématique du droit fédéral
TFA	Tribunal fédéral des assurances (jusqu'au 31 décembre 2006)
UE	Union européenne/Communauté européenne
VSI	Pratique VSI publiée (de 1993 à 2004) par l'Office fédéral des assurances sociales (les nombres se rapportent à l'année et à la page du volume).

1. Généralités

1.1 Règles déterminantes

- 1001 L'assujettissement à l'AVS/AI/APG/(AC) dépend du droit applicable:
- la LAVS;
 - l'Accord avec l'UE;
 - l'Accord de l'AELE ou
 - les conventions de sécurité sociale.
- 1002 Les dispositions applicables font, avant tout, découler l'assujettissement d'éléments personnels, comme la nationalité (voir les n^{os} 1015 et 1016), le domicile (n^{os} 1017 ss), le lieu de travail (n^{os} 1034 ss). Le type d'activité exercée et le siège de l'entreprise de l'employeur peuvent également être déterminants.
- 1003 L'assujettissement à l'AVS/AI/APG/(AC) peut être obligatoire (voir chap. 2 et 3) ou volontaire (voir chap. 4).
- 1004 Les personnes assurées peuvent, dans certains cas, être exemptées de l'AVS/AI/APG/(AC) (voir chap. 5).

1.2 Droit applicable

- 1005 L'assujettissement à l'AVS/AI/APG/(AC) peut découler de la LAVS, de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE, ou encore d'une convention de sécurité sociale.
- 1006 L'Accord avec l'UE n'est applicable qu'entre les Etats membres de l'UE et la Suisse (pour l'étendue du territoire: voir annexe 15). L'Accord de l'AELE vaut entre les Etats membres de l'AELE (pour l'étendue du territoire: voir Annexe 15). Une coordination recouvrant les deux accords manque¹. L'Accord avec l'UE se base sur les dispositions du R 883/2004 alors que les disposition du [R 1408/71](#) sont toujours applicables pour l'Accord de l'AELE. Les deux accords se limitent uniquement à la coordination des systèmes de sécurité sociale de leurs Etats membres.

¹ 16 avril 2010 8C_994/2009

- 1007 4/12 L'assujettissement se détermine en premier lieu d'après les dispositions de l'Accord avec l'UE lorsqu'une personne physique a la nationalité suisse ou de l'un des Etats de l'UE et
- habite dans un Etat de l'UE ou en Suisse
 - travaille au moins en partie sur le territoire de l'UE ou
 - travaille en Suisse pour un employeur de l'UE ou dans l'UE pour un employeur suisse.
- De façon identique, l'Accord de l'AELE est déterminant à l'intérieur de l'AELE pour ses ressortissants.
- 1008 L'assujettissement se détermine ensuite d'après les dispositions de la convention de sécurité sociale correspondante lorsqu'une personne physique:
- a la nationalité suisse ou de l'Etat contractant ou dans les cas énumérés aux n^{os} 2036, 3006, 3008, 3016 et 3104;
 - travaille au moins en partie sur le territoire de l'Etat contractant;
 - travaille en Suisse pour un employeur de l'Etat contractant ou dans un Etat contractant pour un employeur suisse;
 - a son domicile dans l'Etat contractant.
- 1009 Dans les autres cas, l'assujettissement se détermine selon la LAVS. C'est également le droit interne qui s'applique lorsque ni la convention de sécurité sociale ni l'Accord avec l'UE, resp. l'Accord de l'AELE, ne contiennent de dispositions applicables au cas d'espèce.
- 1010 Pour déterminer si une personne physique est assurée, voir les principes généraux au chapitre 2. Pour les catégories suivantes, se reporter au chapitre 3:
- employés d'entreprises de transport international par rail, route ou air;
 - marins de haute mer et bateliers rhénans;
 - personnel au bénéfice de privilèges diplomatiques et d'immunités;
 - fonctionnaires internationaux;
 - dirigeants d'une entreprise avec siège en Suisse;
 - personnel des entreprises transfrontalières;
 - requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et personnes à protéger sans autorisation de séjour;
 - réfugiés et apatrides;
 - personnes sans activité lucrative;
 - membres de la famille accompagnant un travailleur actif;

– personnel des organisations d'entraide et du CICR.

1.3 Caractère personnel de la qualité d'assuré

- 1011 La question de l'assujettissement est indépendante de celle de l'obligation de cotiser ([art. 3 LAVS](#)). Une personne peut être assurée en Suisse sans devoir payer des cotisations. C'est le cas de certaines personnes sans activité lucrative mariées ou liées par un partenariat enregistré (voir les DIN). Elle est également indépendante du droit aux prestations. Peu importe p. ex. que les cotisations payées par une personne exerçant une activité lucrative après avoir atteint l'âge ordinaire de la rente AVS ne soient plus formatrices de rente².
- 1012 La qualité d'assuré est reconnue à toute personne physique qui remplit personnellement l'une des conditions d'assujettissement prévues par le droit interne, par l'accord avec l'UE, resp. par l'Accord de l'AELE ou par une convention de sécurité sociale. Les personnes qui ont adhéré volontairement à l'assurance obligatoire ou à l'assurance facultative (voir chap. 4) ont également la qualité d'assurées.
- 1013 Pour qu'une personne mariée ou liée par un partenariat enregistré soit assurée à l'AVS/AI/APG, il ne suffit pas que son conjoint ou son partenaire enregistré soit obligatoirement assuré. Elle doit, en règle générale, remplir elle-même les conditions d'assujettissement. Le fait que l'un des parents soit affilié à l'assurance obligatoire ou à l'assurance AVS/AI facultative n'implique pas non plus automatiquement que les enfants sont assurés à l'AVS/AI/APG. Ils doivent également remplir eux-mêmes les conditions d'assujettissement (cf. n° 1012). Si les personnes précitées ne remplissent pas personnellement les conditions du droit national, de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE, ou d'une convention de sécurité sociale, elles doivent – dans la mesure du possible – s'assurer volontairement à l'assurance obligatoire ou adhérer à l'assurance AVS/AI facultative afin de pouvoir continuer à être assurées à l'AVS/AI.

² 26 mars 1980 RCC 1980 p. 465 –
 4 novembre 1982 RCC 1984 p. 172 –
 31 mai 1985 RCC 1985 p. 539 –

- 1014 1/12 Certaines conventions de sécurité sociales étendent la qualité d'assuré d'une personne exerçant une activité lucrative à l'étranger également aux membres de la famille non actif qui accompagnent l'assuré à l'étranger et qui ne poursuivent pas eux-mêmes une activité lucrative. Ils restent ainsi assurés à l'AVS/AI/APG sans qu'ils doivent remplir personnellement les conditions d'assujettissement (cf. à ce sujet les chapitres concernant le détachement et le droit applicable pour certaines catégories particulières qui traitent des conventions de sécurité sociale, ainsi que le chapitre 3.12.3 concernant les membres de la famille accompagnant un travailleur actif).

1.4 Nationalité

- 1015 Lorsque l'assujettissement dépend de la nationalité (p. ex. [art. 1a, al. 1, let. c, LAVS](#), Accord avec l'UE, Accord de l'AELE ou conventions de sécurité sociale), il faut appliquer, pour les doubles nationaux, la règle suivante: si l'assuré possède plusieurs nationalités dont la nationalité suisse, celle d'un Etat de l'UE, resp. celle d'un Etat de l'AELE ou celle d'un Etat contractant, c'est toujours la nationalité suisse, subsidiairement celle de l'Etat de l'UE, resp. celle de l'AELE ou celle de l'Etat contractant, qui est considérée comme déterminante.
- 1016 *Exemple 1:* Un double national français et marocain habite en Suisse mais travaille en France pour une durée indéterminée. C'est la nationalité française qui est déterminante.
Exemple 2: Un double national norvégien et biélorusse habite en Norvège et travaille en Suisse. C'est la nationalité norvégienne qui est déterminante.

1.5 Domicile

- 1017 La question de savoir si le domicile se trouve en Suisse doit être examinée selon les normes du droit suisse, sans égard à la nationalité de la personne concernée.
- 1018 Demeurent toutefois réservées les dispositions contraires des conventions de sécurité sociale dans lesquelles la notion du domicile est fréquemment remplacée par celle de «résidence habituelle». Une personne est réputée séjourner habituelle-

ment au lieu où elle réside un certain temps, même si la durée de ce séjour est d'emblée limitée ([art. 13, al. 2, LPGA](#)).

- 1019 Les assurances sociales n'ont pas institué une notion du domicile qui leur soit propre. La question du domicile en Suisse doit donc être examinée à la lumière des dispositions du CC, en particulier des art. 23 à 26³ (cf. [art. 13, al. 1, LPGA](#)).
- 1020 Le domicile civil d'une personne est au lieu où elle réside avec l'intention de s'y établir ([art. 23, al. 1, CC](#)). Cette définition implique d'une part la volonté de s'établir en un lieu donné (critère subjectif), d'autre part la résidence effective en ce lieu (critère objectif). Ces deux conditions doivent être remplies cumulativement.
- 1021 La question du domicile doit être élucidée pour chaque individu, quel que soit son état civil. Les époux ou les personnes liées par un partenariat enregistré qui habitent dans une même demeure sont réputés avoir un domicile commun.
- 1022 Sont déterminantes pour établir le domicile (déterminer l'intention de s'établir durablement) les circonstances reconnaissables aux yeux des tiers⁴. Les ressortissants étrangers qui sont titulaires d'une autorisation B (autorisation de séjour) ou C (autorisation d'établissement) sont présumés être domiciliés en Suisse.
- 1023 Il n'est pas nécessaire qu'une personne ait l'intention de rester au même endroit pendant une longue période. Une résidence, même de courte durée, suffit pour constituer un domicile⁵. Le terme «durable» doit être compris au sens de «non passager». L'intention de faire d'un lieu déterminé le centre de son existence, de ses rapports personnels, de ses intérêts économiques, familiaux et professionnels suffit⁶.

³	3 juin	1949	RCC 1949	p. 377	ATFA 1949	p. 28
	12 mai	1955	RCC 1955	p. 265	ATFA 1955	p. 90
⁴	5 septembre	1977	RCC 1978	p. 58	–	
	28 août	1981	RCC 1982	p. 171	–	
⁵	3 juillet	1952	RCC 1952	p. 364	–	
	28 août	1981	RCC 1982	p. 171	–	
⁶	22 décembre	1959	RCC 1960	p. 281	ATFA 1960	p. 178
	5 septembre	1977	RCC 1978	p. 58	–	
	28 août	1981	RCC 1982	p. 171	–	

- 1024 C'est ainsi que les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire ainsi que les personnes à protéger sans autorisation de séjour créent un domicile en Suisse, même s'ils ont l'intention de retourner dans leur pays dès que les circonstances qui y règnent le permettront (voir aussi le n° 3093).
- 1025 Un séjour effectué à des fins particulières, même de longue durée, ne suffit pas pour créer un domicile:
- 1026 Le fait d'être placé dans un établissement d'éducation, un
4/12 hospice, un hôpital ou une maison de détention ne crée pas un domicile ([art. 26 CC](#))⁷.
- 1027 N'ont notamment pas un domicile en Suisse les personnes
4/12 qui s'y rendent uniquement pour faire une visite, faire une cure, passer des vacances, faire des études ou acquérir une formation professionnelle, sans y exercer une activité lucrative.
- 1028 Nul ne peut avoir en même temps plusieurs domiciles ([art. 23, al. 2, CC](#)). En effet lorsqu'une personne séjourne alternativement en des endroits différents, le domicile est réputé avoir été constitué à l'endroit avec lequel l'intéressé a les attaches les plus étroites⁸. Cet endroit est en règle générale celui où réside la famille. Le fait de séjourner pour la semaine en un lieu donné ne vaut en principe pas comme domicile⁹.
- 1029 Lorsque des époux ou des personnes liées par un partenariat enregistré conservent leur domicile en Suisse, bien que l'un des conjoints ou l'un des partenaires travaille à l'étranger, le domicile est présumé se trouver en Suisse pour le mari et la femme ou les partenaires si l'appartement est habité par l'autre conjoint ou le partenaire (le cas échéant, par les enfants) et que la vie commune des époux ou des partenaires n'a pas été suspendue ([art. 137, al. 1](#), et [art. 175 CC](#)).

⁷	28 avril	1952	RCC 1952 p. 207	ATFA 1952 p. 134
⁸	22 décembre	1959	RCC 1960 p. 281	ATFA 1960 p. 181
	5 septembre	1977	RCC 1978 p. 58	–
	28 août	1981	RCC 1982 p. 171	–
⁹	17 mai	1968	RCC 1968 p. 502	–

- 1030 1/11 Toute personne conserve son domicile aussi longtemps qu'elle n'en a pas créé un nouveau ([art. 24, al. 1, CC](#)). Cela est également valable lorsque la personne a annoncé son départ à sa commune. C'est ainsi que, selon les circonstances, une absence du pays peut être relativement longue, sans qu'il soit nécessaire d'admettre pour autant un changement de domicile. Après une telle absence toutefois, l'abandon du domicile en Suisse peut être présumé. Cela vaut en particulier, si l'ensemble des circonstances permet de conclure à un transfert à l'étranger du centre de l'existence et des relations¹⁰.
- 1031 Le globe-trotter, par exemple, n'a aucune intention de séjourner durablement à l'endroit où il réside. Il ne crée ainsi pas de nouveau domicile. Le principe est en règle générale également valable pour les étudiants qui terminent une partie de leurs études à l'étranger.
- 1032 Le lieu de séjour est considéré comme domicile s'il s'agit de réfugiés ou d'apatrides au sens de la convention du 28 juillet 1951 sur le statut des réfugiés ([RS 0.142.30](#)) et de celle du 28 septembre 1954 sur le statut des apatrides ([RS 0.142.40](#)).
- 1033 Les éléments de fait tels que par exemple:
- l'acceptation sans réserve de la souveraineté fiscale,
 - l'exercice des droits politiques,
 - la conclusion d'un bail ou
 - le dépôt des papiers
- ne prouvent pas la constitution d'un domicile civil en Suisse mais constituent exclusivement des indices et doivent être appréciés en rapport avec les autres circonstances de l'affaire¹¹. En particulier, le domicile civil ne peut pas être déduit du seul fait qu'une personne est imposée en Suisse, car le séjour en Suisse peut déjà entraîner la constitution d'un domicile fiscal dans le pays, même s'il existe à côté de cela un domicile civil à l'étranger.

¹⁰ 1^{er} février 1990 RCC 1990 p. 260 –

¹¹ 28 août 1981 RCC 1982 p. 171 –

1.6 Lieu de travail

- 1034 La question de savoir si une activité lucrative est exercée en Suisse se tranche d'après les prescriptions du droit suisse¹².
- 1035 Est réputée obtenir un revenu du travail en Suisse toute personne exerçant sur sol helvétique soit une activité salariée, soit une activité indépendante (p. ex. comme titulaire d'une raison individuelle ou comme associé d'une société de personnes) dans l'industrie, le commerce, l'artisanat, l'agriculture ou dans des professions libérales¹³.
- 1036 Lorsque l'Accord avec l'UE est applicable, la perception 4/12 d'une prestation en espèces (p. ex. des indemnités journalières selon la LAA) est assimilée à l'exercice d'une activité lucrative (art. 11 par. 2 R 883/2004). Toutefois, la perception de rentes de vieillesse, d'invalidité et de survivant, de rentes en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle ainsi que de prestations en espèces versées en cas de maladie qui couvrent des soins à durée illimitée n'est pas considérée comme une prestation en espèces au sens du R 883/2004. La perception d'indemnités journalières selon la LCA ne correspond pas non plus à une prestation en espèces au sens du R 883/2004.
- 1037 Peu importe que l'activité lucrative vise des fins idéales ou 4/12 soit exercée dans l'intention de se procurer un gain, en exécution d'une obligation contractuelle ou volontairement, qu'il s'agisse d'une activité principale ou de minime importance, qu'elle soit illégale ou même contraire aux mœurs. Ce qui est déterminant, c'est le rapport entre le revenu considéré et l'activité¹⁴.

12	17 mai	1963	RCC 1963	p. 455	ATFA 1963	p. 99
	27 novembre	1980	RCC 1981	p. 490	–	
	25 avril	1986	RCC 1986	p. 483	–	
13	27 novembre	1980	RCC 1981	p. 490	–	
	15 mars	1985	RCC 1985	p. 319	–	
	31 mai	1985	RCC 1985	p. 539	–	
	25 avril	1986	RCC 1986	p. 483	–	
14	30 mars	1978	RCC 1978	p. 465	–	
	28 décembre	1981	RCC 1982	p. 352	ATF 107	V 193
	26 mai	1987	RCC 1987	p. 449	–	

1.7 Statut dans l'AVS

- 1038 La question de savoir si une activité lucrative soumise au droit suisse ou exercée en Suisse est salariée ou indépendante se tranche d'après les prescriptions du droit suisse (pour les critères de délimitation, voir les DSD).
1038. Les exploitants ou associés d'une entreprise ou d'un établissement stable sis dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention de sécurité sociale qui sont domiciliés en Suisse ainsi que les organes d'une personne morale sise dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention de sécurité sociale qui sont domiciliés en Suisse ne doivent pas, selon le droit interne, s'acquitter de cotisations sur les revenus acquis à l'étranger ([art. 6^{ter}, let. a et b, RAVS](#)). Ils sont alors considérés comme des personnes sans activité lucrative. Les revenus acquis à l'étranger doivent toutefois être pris en compte comme revenu déterminant acquis sous forme de rente pour le calcul des cotisations. Si un revenu d'une activité lucrative est en outre acquis en Suisse, une telle personne doit être considérée comme n'exerçant pas durablement une activité lucrative à plein temps et un calcul comparatif doit être effectué ([art. 28^{bis} RAVS](#), cf. à ce sujet les n^{os} 2033 ss DIN).
- 1039 Les personnes, qui en application de l'[art. 14 LIFD](#) sont imposées d'après la dépense, ne paient aucune cotisation sur les revenus acquis à l'étranger en vertu du droit interne ([art. 6^{ter}, let. c, RAVS](#)). Ces personnes sont alors considérées comme non actives. Le montant des dépenses imposé lors de la taxation fiscale doit être pris en compte, pour le calcul des cotisations, comme étant un revenu déterminant acquis sous forme de rente ([art. 29, al. 5, RAVS](#)).
- 1040 En règle générale, les personnes qui exercent une activité lucrative dans un ou plusieurs Etats contractants hors de l'UE ou de l'AELE ne sont pas assurées à l'AVS/AI/APG, y compris lorsqu'elles sont imposées d'après la dépense en Suisse (pour l'assujettissement au lieu de travail voir le n^o 2071). Les ressortissants d'Etats tiers pour lesquels le principe de l'affiliation au lieu de travail n'est pas valable (voir n^o 2084 a contrario) paient des cotisations selon le n^o 1039.

1041 4/12 En règle générale, les personnes qui exercent une activité lucrative dans un ou plusieurs Etats membres de l'UE ou de l'AELE ne sont pas assurées à l'AVS/AI/APG, y compris lorsqu'elles sont imposées d'après la dépense en Suisse (voir les n° 2016 ss).

En dérogation à ce principe, sont toutefois assurées en Suisse et doivent par conséquent s'acquitter des cotisations sur le revenu provenant de leur activité lucrative exercée dans l'UE ou dans l'AELE:

- les personnes qui exercent habituellement des activités dépendantes dans deux ou plusieurs Etats de l'UE, resp. de l'AELE, et pour plusieurs entreprises ou employeurs qui ont leur siège ou leur domicile sur le territoire de différents Etats membres (art. 13 par. 1 point a) R 883/2004 [UE], resp. [art. 14 par. 2 point b\) i\) in fine R 1408/71](#) [AELE]);
- les personnes qui exercent en même temps des activités lucratives dépendantes et indépendantes dans plusieurs Etats de l'UE, resp. de l'AELE, à condition que les activités dépendantes exercées dans plusieurs Etats de l'UE/AELE soient effectuées pour des entreprises ou des employeurs dont le siège ou le domicile est situé sur le territoire de différents Etats membres (art. 13 par. 3 R 883/2004 [UE] resp. [art. 14^{quater} R 1408/71](#) [AELE]).

1042 Les personnes qui exercent non seulement une activité lucrative dans l'UE, dans l'AELE ou dans des Etats contractants mais également dans des Etats non contractants doivent s'acquitter de cotisations en vertu du n° 1039. Si ces personnes s'acquittent déjà sur la base de leur activité lucrative de cotisations AVS/AI/APG, elles ne peuvent pas être considérées comme non actives.

2. Principes généraux d'assujettissement

2.1 Généralités

- 2001 1/12 Les règles du chapitre 2 s'appliquent à toutes les personnes physiques qui exercent une activité lucrative et qui ne font pas partie de l'une des catégories mentionnées ci-dessous:
- employés d'entreprises de transport international par rail, route ou air;
 - marins de haute mer et bateliers rhénans;
 - personnel au bénéfice de privilèges diplomatiques et d'immunités;
 - fonctionnaires internationaux;
 - dirigeants d'une entreprise avec siège en Suisse;
 - personnel des entreprises transfrontalières;
 - requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et personnes à protéger sans autorisation de séjour;
 - personnel des organisations d'entraide et du CICR.
- Pour ces catégories de personnes, voir les règles spéciales au chapitre 3.
- Les membres de la famille sans activité lucrative dont la qualité d'assuré diffère de celle de la personne physique active sont également traités au chapitre 2 avec les personnes physiques actives.
- 2002 L'assujettissement d'une personne exerçant une activité lucrative peut découler de la LAVS, de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE, ou encore d'une convention de sécurité sociale.
- 2003 4/12 Pour déterminer facilement si une personne physique est assurée à l'AVS/AI/APG/(AC) les caisses de compensation s'aideront des tableaux synoptiques qui figurent:
- pour les Suisses aux Annexes 1 et 2;
 - pour les ressortissants de l'UE aux Annexes 3 et 4;
 - pour les ressortissants d'Etats non contractants aux Annexes 5 et 6;
 - pour les ressortissants d'un Etat contractant qui n'appartient ni à l'UE ni à l'AELE aux Annexes 7 et 8.
- Il n'existe aucun tableau spécifique pour les ressortissants de l'AELE.

2.2 Dispositions de la LAVS

- 2004 Sont assurés obligatoirement en vertu de la LAVS:
- les personnes physiques qui ont leur domicile en Suisse ([art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#); pour la définition du domicile voir les n^{os} 1017 ss);
 - 2005 – les personnes qui exercent une activité lucrative en Suisse ([art. 1a, al. 1, let. b, LAVS](#); pour la définition du lieu de l'activité lucrative voir les n^{os} 1034 ss, pour les organes dirigeants voir les n^{os} 3082 ss).
 - 2006 – les ressortissants suisses qui travaillent dans un Etat non contractant au service de la Confédération ([art. 1a, al. 1, let. c, ch. 1, LAVS](#); voir le chapitre 3 pour les détails).
 - 2007 – les ressortissants suisses qui travaillent dans un Etat non contractant au service du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge ([art. 1a, al. 1, let. c, ch. 2, LAVS](#), [art. 1 RAVS](#); n^o 3096).
 - 1/10
 - 2008 – les ressortissants suisses qui travaillent dans un Etat non contractant au service d'organisations d'entraide privées soutenues de manière substantielle par la Confédération ([art. 1a, al. 1, let. c, ch. 3, LAVS](#); [art. 1a RAVS](#); n^o 3096).

2.3 Accord avec l'UE, resp. Accord de l'AELE

- 2009 Pour l'assujettissement des personnes qui travaillent sur le territoire suisse ou de l'UE qui ont la nationalité suisse ou celle de l'un des Etats de l'UE, c'est l'Accord avec l'UE qui est applicable. Il en va de même pour les réfugiés et les apatrides domiciliés en Suisse ou dans l'UE. Au 1^{er} avril 2012, les [R 1408/71](#) et [574/72](#) ne sont plus applicables dans les relations entre la Suisse et l'UE. Il s'agit désormais des nouveaux R 883/2004 et 987/2009.
2009. Les personnes qui, selon les dispositions du nouveau
- 1 R 883/2004 sont soumises à la législation d'un autre Etat
- 4/12 membre que celle applicable en vertu du Titre II du [R 1408/71](#) continuent, durant 10 ans au maximum, d'être soumises à la législation selon le [R 1408/71](#), pour autant que

l'état de fait sous-jacent ne se modifie pas (art. 87 par. 8 R 883/2004).

2010 De façon identique, l'Accord de l'AELE est déterminant à l'intérieur de l'AELE pour ses ressortissants ([R 1408/71](#) et [R 574/72](#)).

2011 L'Accord avec l'UE vaut pour les Etats suivants:

- 1/10
- Allemagne
 - Autriche
 - Belgique
 - Bulgarie
 - Chypre
 - Danemark
 - Espagne
 - Estonie
 - Finlande
 - France
 - Grande-Bretagne
 - Grèce
 - Hongrie
 - Irlande
 - Italie
 - Lettonie
 - Lituanie
 - Luxembourg
 - Malte
 - Pays-Bas
 - Pologne
 - Portugal
 - République tchèque
 - Roumanie
 - Slovaquie
 - Slovénie
 - Suède

L'Annexe 15 énumère de façon plus détaillée les territoires auxquels s'applique l'Accord avec l'UE.

2012 L'Accord de l'AELE vaut, en sus de la Suisse, pour les Etats suivants:

- Islande
- Liechtenstein
- Norvège

L'Annexe 15 énumère de façon plus détaillée les territoires auxquels s'applique l'Accord de l'AELE.

- 2013 L'assujettissement des personnes travaillant dans plusieurs
1/10 Etats dépend de si l'activité lucrative exercée est salariée ou indépendante. Le statut de cotisant (salarié ou indépendant) est déterminé sur la base du droit national de l'Etat dans lequel l'activité lucrative concernée est exercée. Pour la qualification juridique en cas d'assujettissement aux prescriptions du droit suisse voir le n° 1038.
- 2014 Lorsque, par exemple, une personne exerce simultanément
1/10 une activité lucrative en France et en Suisse, la qualification de l'activité exercée en France (salariée ou indépendante) s'effectuera en application du droit français et la détermination de l'activité exercée en Suisse s'effectuera selon la LAVS.
- 2015 abrogé
4/12

2.3.1 Principe: affiliation dans un seul Etat

- 2016 L'Accord avec l'UE, resp. l'Accord de l'AELE, prévoit l'assu-
4/12 jettissement à la législation d'un seul Etat (art. 11 par. 1 R 883/2004 [UE] resp. [art. 13 par. 1 R 1408/71](#) [AELE]). L'AELE connaît des toujours des exceptions à ce principe, voir les n^{os} 2052 et 2053.
Cette règle ne s'applique pas aux travailleurs qui ne sont pas ressortissants de l'UE, de l'AELE ou de la Suisse. Pour eux, ce sont soit les dispositions de la convention de sécurité sociale, soit la LAVS qui sont déterminantes.

2.3.1.1 Activité salariée

– activité salariée dans un seul Etat

- 2017 Les ressortissants de l'UE ou les ressortissants suisses qui
4/12 travaillent uniquement en Suisse sont assurés à l'AVS/AI/ APG et AC (art. 11 par. 3 point a) R 883/2004), à moins d'être détachés (voir n° 2024) ou de faire partie d'une catégorie spéciale (voir chap. 3). Il en est de même pour les ressor-

tissants de l'AELE qui ne travaillent qu'en Suisse ([art. 13 R 1408/71](#)).

2018 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui travaillent unique-
4/12 ment dans l'un des Etats de l'UE ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et AC (art. 11 par. 3 point a) R 883/2004), à moins qu'ils n'aient le statut de détachés (voir n° 2024) ou qu'ils fassent partie d'une catégorie spéciale (voir chap. 3.4.2). Il en est de même pour les ressortissants de l'AELE qui ne travaillent qu'en Islande, au Liechtenstein ou en Norvège ([art. 13 R 1408/71](#)).

2019 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui, selon la législation
4/12 de l'Etat membre de résidence, en cas de chômage, bénéficient de prestations (conformément à l'art. 65 R 883/2004) sont soumis à cette législation (art. 11 par. 3 point c R 883/2004). Si la personne est soumise à la législation suisse, la caisse de compensation doit établir une attestation A1 (provisoirement [formulaire E 101](#)).

– activité salariée dans deux ou plusieurs Etats de l'UE et/ou en Suisse

2020 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui exercent normale-
4/12 ment une activité salariée dans deux ou plusieurs Etats pour le même employeur, resp. pour la même entreprise, sont soumis à la législation de leur Etat de résidence si une partie substantielle de leur activité y est exercée (art. 13 par. 1 point a) R 883/2004).

2020. On peut considérer qu'une partie substantielle de l'activité est
1 exercée dans l'Etat de résidence lorsqu'une partie quantita-
4/12 tivement importante de l'ensemble des activités y est exercée. Le temps de travail et/ou la rémunération peut être un indice permettant de considérer qu'il s'agit d'une partie substantielle lorsque ces critères représentent 25 % de l'ensemble des activités (art. 14 par. 8 R 987/2009).

2021 Si les salariés ne travaillent pas ou n'exercent pas une partie
4/12 substantielle de leur activité dans leur Etat de résidence, ils sont en principe assurés au siège de l'employeur (art. 13 par. 1 point b) R 883/2004). S'ils travaillent pour plusieurs

employeurs dont le siège est situé dans des Etats différents, ils sont tout de même assurés dans leur Etat de résidence (art. 13 par. 1 point a) R 883/2004).

- 2022
4/12 Est considérée comme exerçant normalement une activité salariée dans deux ou plusieurs Etats membres la personne qui:
- en parallèle à l'exercice d'une activité salariée dans un Etat membre exerce d'autres activités dans un ou plusieurs autres Etats membres, ce sur la base de plusieurs rapports de service (art. 14 par. 5 point a) R 987/2009),
 - sur la base d'un seul contrat de travail, exerce en permanence une activité salariée dans deux ou plusieurs Etats membres (art. 14 par. 5 point b) R 987/2009). Les activités marginales sont exclues (moins de 5 % du temps ordinaire de travail).

2023
4/12 *Exemple 1:* Un Italien vit en Suisse. Il exerce une activité salariée en Suisse et en France pour le même employeur. Il exerce une partie substantielle de son activité en Suisse: il est assuré pour la totalité de son salaire à l'AVS/AI/APG et AC.

Exemple 2: Un Français vit en Belgique et travaille pour un employeur suisse en France et au Luxembourg: il est assuré pour la totalité de son salaire à l'AVS/AI/APG et AC.

– activité salariée dans deux ou plusieurs Etats de l'AELE

2023.
1
4/12 En règle générale, les ressortissants suisses ou de l'AELE qui exercent normalement une activité salariée dans deux ou plusieurs Etats sont soumis à la législation de leur Etat de résidence lorsqu'une partie de l'activité y est exercée (art. 14 par. 2 point b) i) R 1408/71).

2023.
2
4/12 Si les salariés ne travaillent pas dans leur Etat de résidence, ils sont, en principe, assurés dans l'Etat dans lequel l'employeur a son siège ([art. 14 par. 2 point b\) ii\) R 1408/71](#)). S'ils travaillent pour plusieurs employeurs dont le siège est situé dans des Etats différents, ils sont tout de même assurés dans leur Etat de résidence ([art. 14 par. 2 point b\) i\) R 1408/71](#)).

2023. Est considérée comme exerçant normalement une activité
3 salariée dans deux ou plusieurs Etats membres la personne
4/12 qui exerce régulièrement et de manière répétée une activité
dépendante dans ces Etats (p. ex. les voyageurs de com-
merce, les employés d'entreprises de voyage, le personnel
d'entreprises de placement, les musiciens, les journalistes,
etc.).

2023. *Exemple:* un Suisse réside en Suisse et travaille en Norvège
4 pour un employeur norvégien et en Islande pour un employeur
4/12 islandais: il est assuré pour la totalité de son salaire à
l'AVS/AI/APG et AC.

– détachement des salariés dans l'UE

2024 Les salariés (ressortissants suisse ou de l'UE) détachés de-
4/12 puis la Suisse dans un Etat de l'UE pour une période limitée
demeurent soumis à l'AVS/AI/APG et AC (art. 12 par. 1
R 883/2004)
– s'ils étaient assurés en Suisse immédiatement avant leur
départ (on part, en principe, d'une durée d'assurance préa-
lable d'un mois), et
– s'il est prévu qu'ils seront à nouveau occupés en Suisse
par le même employeur à la fin de la période de détache-
ment.

2025 Un détachement ne peut, en principe, pas avoir lieu lorsque
les employés ont exclusivement été engagés afin d'être déta-
chés.

Un détachement est autorisé lorsque les employés étaient
déjà assurés en Suisse avant leur affectation à l'étranger en
raison de leur domicile ou ont réalisé en Suisse une presta-
tion de travail économiquement productive. Ne sont pas con-
sidérés comme des prestations de travail effectives, la parti-
cipation à des entretiens, la réception d'instructions, la suivie
de cours de formation ainsi que la réception d'instruction ou
la participation à des entraînements¹⁵.

¹⁵

- 2026 Les détails sont disponibles dans le mémento « [La sécurité sociale des travailleurs détachés CH-UE](#) ». 4/12
- 2027 La période limitée correspond à 24 mois. 4/12
- 2028 L'employeur qui détache un salarié de Suisse vers un Etat de l'UE doit demander à sa caisse de compensation une attestation de détachement avant le commencement de l'activité temporaire du salarié dans l'Etat de l'UE. La caisse de compensation peut demander à l'employeur d'utiliser [la demande d'attestation de détachement](#) (modèle voir Annexe 17). La caisse de compensation délivre à l'employeur une attestation A1. Pour un détachement en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en Finlande, en France, en Grèce, en Hongrie, en Lettonie, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Suède ainsi que pour un détachement en Norvège ou en Islande, la caisse de compensation doit transmettre une copie de l'attestation A1 à l'institution étrangère. Durant une période transitoire, le [formulaire E 101](#) peut continuer à être utilisé. La caisse de compensation peut cependant déléguer cette tâche au salarié détaché. En cas de détachement dans les autres Etats, le salarié détaché doit présenter sur demande l'attestation de détachement à l'étranger (p. ex. à l'occasion de contrôles d'employeur). L'attestation peut également être établie pendant ou après le détachement et ainsi être rétroactive. 4/12
- 2029 L'attestation A1 n'est valable que pour 24 mois au maximum. Si les conditions de détachement ne sont plus remplies, l'attestation doit être retirée et l'autorité compétente étrangère doit en être informée. 4/12
- 2030 Sur demande, l'OFAS peut procéder, avec l'assentiment de l'autorité étrangère et dans l'intérêt du salarié, à un prolongement du détachement jusqu'à une durée maximale de 6 ans. A cet effet, une «[demande de prolongation du détachement](#)» (accord particulier, voir Annexe 11.5) doit être utilisée. 4/12
- 2031 Si l'on peut déjà prévoir au début du détachement que le délai de 24 mois ne sera pas suffisant, une requête en vue d'un détachement de plus longue durée peut être directement 4/12

déposée auprès de l'OFAS dans l'intérêt du salarié conformément à l'art. 16 R 883/2004. Dans ce cas, une «[demande de prolongation de détachement](#)» (accord particulier, voir Annexe 11.5) doit être utilisée.

- 2032 4/12 Les salariés détachés pour une période limitée d'un Etat de l'UE vers la Suisse ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et AC. L'autorité étrangère délivre l'attestation A1 aux salariés à charge pour eux de la remettre ensuite à la caisse de compensation compétente. Pour de nouvelles prolongations, l'OFAS est compétent. Si une nouvelle prolongation a été demandée et que celle-ci a été accordée, l'OFAS informe la caisse de compensation en lui envoyant une copie du courrier échangé avec l'autorité étrangère.
- La caisse de compensation est en principe liée aux indications fournies dans l'attestation A1, pour autant que celle-ci n'ait pas été retirée ou déclarée non valable. Cependant, en cas de doute fondé sur l'exactitude des faits repris dans l'attestation, la caisse peut le faire valoir auprès de l'autorité étrangère compétente.

– détachement des salariés dans l'AELE

2032. 1 Les salariés (ressortissants de la Suisse ou d'un autre Etat de l'AELE) détachés depuis la Suisse dans un Etat de l'AELE
4/12 pour une période limitée demeurent soumis à l'AVS/AI/APG et AC ([art. 14 par. 1 R 1408/71](#))
- s'ils étaient assurés en Suisse immédiatement avant leur départ, et
 - s'il est prévu qu'ils seront à nouveau occupés en Suisse par le même employeur à la fin de la période de détachement.
2032. 2 Un détachement ne peut, en principe, pas avoir lieu lorsque
4/12 les employés ont exclusivement été engagés afin d'être détachés.
- Un détachement est autorisé lorsque les employés étaient déjà assurés en Suisse avant leur affectation à l'étranger en raison de leur domicile ou ont réalisé en Suisse une prestation de travail économiquement productive. Ne sont pas considérés comme des prestations de travail effectives, la participation à des entretiens, la réception d'instructions, la suivie

de cours de formation ainsi que la réception d'instruction ou la participation à des entraînements¹⁶.

2032. La période limitée correspond à 12 mois.

3

4/12

2032. L'employeur qui détache un salarié de Suisse vers un Etat de l'AELE doit demander à sa caisse de compensation une attestation de détachement ([formulaire E 101](#), voir Annexe 11.1) avant le commencement de l'activité temporaire dans l'Etat de l'AELE. La caisse de compensation peut demander à l'employeur d'utiliser [la demande d'attestation de détachement](#) (modèle voir Annexe 17). La caisse de compensation délivre l'attestation de détachement ([formulaire E 101](#), voir Annexe 11.1) à l'employeur. Pour un détachement en Islande, elle doit également envoyer un exemplaire de l'attestation aux autorités étrangères compétentes (voir [formulaire E 101](#), Annexe 11.1 sous rubrique Instructions). Elle peut cependant déléguer cette tâche au salarié détaché. En cas de détachement en Norvège ou au Lichtenstein, le salarié détaché doit présenter sur demande l'attestation de détachement à l'étranger (p. ex. à l'occasion de contrôles d'employeur). L'attestation peut également être établie pendant ou après le détachement et ainsi être rétroactive.

2032. Le [formulaire E 101](#) n'est valable que pour 12 mois au maximum. Pour une première prolongation du détachement de 12 mois au maximum, les employeurs doivent remplir un formulaire de demande ([formulaire E 102](#), voir Annexe 11.3) et l'envoyer à l'autorité étrangère compétente. Si celle-ci approuve la prolongation, elle communique son consentement à l'employeur. La caisse de compensation peut en principe en déduire que l'autorité étrangère consent à la prolongation.

Si les conditions de détachement ne sont plus remplies, l'attestation doit être retirée et l'autorité compétente étrangère doit en être informée.

2032. Sur demande, l'OFAS peut procéder avec l'assentiment de l'autorité étrangère et dans l'intérêt du salarié à un nouveau

¹⁶

- 4/12 prolongement du détachement. A cet effet, le formulaire «[demande de prolongation du détachement](#)» (accord particulier, voir Annexe 11.5) doit être utilisé.
2032. Si l'on peut déjà prévoir au début du détachement que le
7 délai de 12 mois ne sera pas suffisant, une requête en vue
4/12 d'un détachement de plus longue durée peut être directement déposée auprès de l'OFAS dans l'intérêt du salarié conformément à l'[art. 17 R 1408/71](#). Dans ce cas, le formulaire «[demande de prolongation de détachement](#)» (accord particulier, voir Annexe 11.5) doit être utilisé.
- 2032 Les salariés détachés pour une période limitée d'un Etat de
8 l'AELE, vers la Suisse ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et
4/12 AC. L'autorité étrangère délivre l'attestation de détachement ([formulaire E 101](#)) aux salariés à charge pour eux de la remettre ensuite à la caisse de compensation compétente. De cette façon, les salariés connaissent déjà la caisse de compensation AVS auprès de laquelle leur employeur peut déposer au besoin une requête de prolongation au moyen du [formulaire E 102](#). Pour de nouvelles prolongations, l'OFAS est compétent. Si une nouvelle prolongation a été demandée, l'OFAS informe la caisse de compensation en lui envoyant une copie du courrier échangé avec l'autorité étrangère.

La caisse de compensation est en principe liée aux indications fournies dans le [formulaire E 101](#), pour autant que celui-ci n'a pas été retiré ou déclaré non valable. En cas de doute fondé sur l'exactitude des faits repris dans le formulaire, la caisse peut cependant le faire valoir auprès de l'autorité étrangère compétente.

– Détachement de personnes des services officiels de la Suisse

- 2033 Les ressortissants suisses ainsi que les ressortissants des
4/12 Etats de l'UE qui travaillent pour un employeur public de la Suisse, d'un canton ou d'une commune dans un Etat de l'UE restent assurés à l'AVS/AI/ APG et AC pour toute la durée de leur occupation (art. 11 par. 3 point b) R 883/2004). Il en va de même pour les ressortissants suisses et de l'AELE en-

voyés en Islande, au Liechtenstein ou en Norvège ([art. 13 par. 2 point d\) R 1408/71](#)).

- 2034 1/10 Les ressortissants d'Etats tiers, y compris ceux de l'AELE, détachés dans un Etat de l'UE par un employeur public suisse, resp. les ressortissants d'un Etat de l'UE détachés dans un Etat de l'AELE, restent soumis à l'AVS/AI/APG pour autant qu'ils exercent leur activité dans un des Etats suivants:
- Belgique
 - Bulgarie
 - Chypre
 - Danemark
 - Finlande
 - France
 - Hongrie
 - Irlande
 - Italie
 - Liechtenstein
 - Norvège
 - Pays-Bas
 - République tchèque
 - Slovaquie
 - Slovénie

2035 Le détachement de personnes dans le service public n'est pas limité dans le temps.

– Détachement de ressortissants des Etats tiers

2036 Pour le détachement de ressortissants d'Etats tiers de la Suisse vers l'UE, resp. vers l'AELE, et inversement, voir les n^{os} 2070 ss et l'Annexe 13.3.

– salariés travaillant pour un employeur qui n'a pas d'établissement stable en Suisse

2037 4/12 Les employeurs ayant leur siège dans un Etat de l'UE/AELE, qui n'ont pas d'établissement stable en Suisse et qui emploient des salariés assurés en Suisse en vertu de l'Accord avec l'UE resp. de l'Accord de l'AELE sont tenus de payer des cotisations en Suisse ([art. 21 par. 1 R 987/2009 \[UE\]](#), resp. [art. 12, al. 3, LAVS \[AELE\]](#); cf. aussi n^{os} 2062 ss).

2037. Toutefois, si l'employeur conclut une convention au sens de
 1 l'art. 21 par. 2 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#)
 (AELE), avec les salariés assurés en suisse, les salariés
 décomptent les cotisations auprès de la caisse de
 compensation en lieu et place de l'employeur (cf. modèle de
 convention, Annexe 16 ; cf. aussi les DAC).
2037. Dans ce cas, le salarié verse lui-même les cotisations et les
 2 contributions aux frais d'administration normalement payées
 1/12 par l'employeur. Les employeurs doivent cependant verser
 leurs cotisations d'employeur et les contributions aux frais
 d'administration au salarié en sus du salaire. Pour l'AVS, la
 part de l'employeur se monte à 4.2 %, pour l'AI à 0.7 %, pour
 l'APG à 0.25 % (au total 5.15 %) et pour l'AC à 1.1 % jus-
 qu'au montant maximum assuré et à 0.5 % sur les parts de
 salaires supérieurs à Fr. 126'000 jusqu'au montant maximal
 de Fr. 315'000. En règle générale, les caisses de compensa-
 tion se basent sur l'attestation de salaire établie par
 l'employeur sis à l'étranger pour la fixation des cotisations
 (voir les DP).
- 2038 En principe, l'employeur étranger devrait communiquer à la
 4/12 caisse de compensation qu'il a convenu avec le salarié que
 celui-ci verse les cotisations. Si le salarié s'annonce toutefois
 lui-même en vertu de la convention au sens de l'art. 21 par. 2
 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE), la caisse
 de compensation peut tout de même l'affilier (cf. aussi les
 DAC).
- 2039 Lorsqu'aucune convention au sens de l'art. 21 par. 2
 4/12 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE), n'a été
 convenue, l'employeur étranger est redevable de la cotisation
 paritaire entière à la caisse de compensation compétente.

2.3.1.2 Activité indépendante

– activité indépendante dans un seul pays

- 2040 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui travaillent comme
 4/12 indépendants dans l'un des Etats de l'UE ne sont pas assu-
 rés à l'AVS/AI/APG (art. 11 par. 3 point a) R 883/2004), à
 moins qu'ils n'aient le statut de détachés (voir n° 2044).

Tel est également le cas des ressortissants de l'AELE qui travaillent comme indépendants en Islande, en Norvège ou au Liechtenstein ([art. 13 par. 2 point b\) R 1408/71](#)).

2041 Les ressortissants suisses ou de l'UE, resp. de l'AELE, qui
4/12 travaillent uniquement en Suisse sont assurés à l'AVS/AI/APG (art. 11 par. 3 point a) R 883/2004 [UE], resp. [art. 13 par. 2 point b\) R 1408/71](#) [AELE]), à moins d'être détachés (voir n° 2044).

– activité indépendante dans deux ou plusieurs Etats de l'UE et/ou en Suisse

2042 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui exercent en même
4/12 temps une activité indépendante dans deux ou plusieurs Etats de l'UE, ou en Suisse et dans l'UE, sont assurés dans leur Etat de résidence lorsqu'une partie substantielle de leur activité (voir n° 2020) y est exercée. S'ils n'exercent pas une partie substantielle de leur activité dans leur Etat de résidence, ils sont assurés dans l'Etat dans lequel se situe le centre d'intérêt de leurs activités (art. 13 par. 2 point b) R 883/2004).

2042. Le centre d'intérêts des activités est déterminé en prenant
1 en compte l'ensemble des éléments qui composent les activi-
4/12 tés professionnelles de l'indépendant. En font partie, le siège permanent de l'activité de l'intéressé, le caractère habituel ou la durée des activités ainsi que le nombre de services prestés (art. 14 par. 9 R 987/2009).

2043 *Exemple:* Un Espagnol vit en France. Il exerce son activité indépendante en majeure partie en Suisse. Il a une activité indépendante accessoire en Italie: il est assuré à l'AVS/AI/APG pour la totalité de son revenu d'indépendant.

– activité indépendante dans deux ou plusieurs Etats de l'AELE

2043. Les ressortissants suisses ou de l'AELE qui exercent en
1 même temps une activité indépendante dans deux ou plu-
4/12 sieurs Etats de l'AELE, ou en Suisse et dans l'AELE, sont assurés dans leur Etat de résidence lorsqu'une partie de leur

activité y est exercée. S'ils n'exercent pas d'activité dans leur Etat de résidence, ils sont assurés dans le pays où ils exercent l'activité principale ([art. 14^{bis} par. 2 R 1408/71](#)).

– détachement des indépendants dans l'UE

2044 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui exercent normale-
4/12 ment leur activité indépendante en Suisse mais poursuivent une activité semblable dans un Etat de l'UE pour une période limitée demeurent soumis à l'AVS/AI/APG (art. 12 par. 2 R 883/2004). Il n'est pas important que cette activité semblable soit qualifiée d'activité salariée ou d'activité indépendante par l'Etat de l'UE dans lequel elle est (art. 14 par. 4 R 987/2009).

2045 La période limitée correspond à 24 mois.
4/12

2046 Les indépendants doivent demander à leur caisse de com-
4/12 pensation une attestation A1. Celle-ci délivre l'attestation au requérant. En cas de détachement en Allemagne, en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en Finlande, en France, en Grèce, en Hongrie, en Lettonie, aux Pays-Bas, au Portugal, au Royaume-Uni, en Roumanie, en Suède ainsi qu'en cas de détachement en Norvège ou en Islande, la caisse de compensation doit transmettre une copie de l'attestation A1 à l'institution étrangère. Durant une période transitoire, le [formulaire E 101](#) peut continuer à être utilisé. La caisse de compensation peut cependant mandater le requérant pour qu'il remette l'exemplaire de l'attestation à l'autorité étrangère. En cas de détachement dans les autres Etats, la personne détachée doit présenter l'attestation de détachement à l'occasion de contrôles des autorités étrangères; cela permet d'éviter un double assujettissement.

2047 L'attestation A1 n'est valable que pour 24 mois au maximum.
4/12

2048 Sur demande, l'OFAS peut, avec l'assentiment de l'autorité
1/10 étrangère, procéder à un prolongement du détachement.

- 2049 4/12 Si l'on peut déjà prévoir au début du détachement que le délai de 24 mois ne sera pas suffisant, une demande en vue d'un détachement de plus longue durée peut être directement déposée auprès de l'OFAS.
- 2050 4/12 Les ressortissants suisse ou de l'UE qui exercent normalement leur activité indépendante dans un Etat de l'UE et qui effectuent un travail sur le territoire suisse pour une période limitée ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et AC. L'autorité étrangère compétente délivre l'attestation A1 au requérant afin qu'il la remette ensuite à la caisse de compensation compétente.
Si une prolongation a été demandée et que celle-ci a été accordée, l'OFAS informe la caisse de compensation en lui envoyant copie du courrier échangé avec l'autorité étrangère.
2050. 1 4/12 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui exercent normalement leur activité indépendante dans l'UE mais effectuent une activité semblable en Suisse pour une période limitée sont soumis à la législation de l'Etat de l'UE dans lequel ils résident (art. 12 par. 2 R 883/2004). Cela est également le cas lorsque cette activité est qualifiée de salariée par la caisse de compensation (art. 14 par. 4 R 987/2009).

– détachement des indépendants dans l'AELE

2050. 2 4/12 Les ressortissants suisses ou de l'AELE qui exercent normalement leur activité indépendante en Suisse mais effectuent un travail en Islande, au Lichtenstein ou en Norvège pour une période limitée demeurent soumis à l'AVS/AI/APG ([art. 14^{bis} par. 1 R 1408/71](#)).
- Les détails sont disponibles dans la [décision n° 181](#) de la Commission administrative des communautés européennes (www.assurancessociales.admin.ch, rubrique International, Données de base, Décisions).
2050. 3 4/12 La période limitée correspond à 12 mois.
2050. 4 Les indépendants doivent demander à leur caisse de compensation une attestation de détachement ([formulaire E 101](#),

4/12 voir Annexe 11.1). Celle-ci délivre l'attestation au requérant. En cas de détachement en Islande, elle doit également envoyer un exemplaire de l'attestation aux autorités étrangères (Annexe 11.1 sous rubrique Instructions). Elle peut cependant mandater le requérant pour qu'il remette l'exemplaire de l'attestation à l'autorité étrangère. En cas de détachement en Norvège ou au Lichtenstein, la personne détachée doit présenter l'attestation de détachement à l'occasion de contrôles des autorités étrangères; cela permet d'éviter un double assujettissement.

2050. Le [formulaire E 101](#) n'est valable que pour 12 mois au maximum. Pour une première prolongation du détachement de 4/12 12 mois au maximum, les indépendants doivent solliciter auprès de leur caisse de compensation un formulaire de demande ([formulaire E 102](#), voir Annexe 11.3). Ils doivent remplir ce formulaire et l'envoyer à l'autorité étrangère compétente. Si celle-ci approuve la prolongation, elle communique son consentement à l'indépendant. La caisse de compensation peut en principe en déduire que l'autorité étrangère consent à la prolongation.

2050. Sur demande, l'OFAS peut, avec l'assentiment de l'autorité 6 étrangère, procéder à un nouveau prolongement du détachement (voir formulaire à l'Annexe 11.5). 4/12

2050. Si l'on peut déjà prévoir au début du détachement que le 7 délai de 12 mois ne sera pas suffisant, une requête en vue 4/12 d'un détachement de plus longue durée peut être directement déposée auprès de l'OFAS (voir formulaire à l'Annexe 11.5).

2050. Les ressortissants suisse ou de l'AELE qui exercent normalement 8 leur activité indépendante dans un Etat de l'AELE et 4/12 qui effectuent un travail sur le territoire suisse pour une période limitée ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et AC. L'autorité étrangère compétente délivre l'attestation de détachement ([formulaire E 101](#)) au requérant afin qu'il la remette ensuite à la caisse de compensation compétente. De cette manière, le requérant connaît déjà la caisse de compensation auprès de laquelle il peut faire parvenir au besoin une requête de prolongation au moyen du [formulaire E 102](#). Si une nouvelle prolongation a été demandée, l'OFAS

informe la caisse de compensation en lui envoyant copie du courrier échangé avec l'autorité étrangère.

2.3.1.3 Exercice simultané d'une activité indépendante et d'une activité salariée dans plusieurs Etats de l'UE et en Suisse

2051
4/12 Lorsqu'un ressortissant suisse ou de l'UE exerce simultanément une activité indépendante et une activité salariée dans un Etat de l'UE et en Suisse, il est soumis à la législation de l'Etat dans lequel il exerce l'activité salariée (art. 13 par. 3 R 883/2004). Si l'activité salariée est exercée dans plusieurs Etats, la législation applicable doit d'abord être déterminée pour l'activité salariée conformément aux n^{os} 2020 ss.

2.3.1.4 Exercice simultané d'une activité indépendante et d'une activité salariée dans plusieurs Etats de l'AELE et en Suisse

2052
4/12 Lorsqu'un ressortissant suisse ou de l'AELE exerce simultanément une activité indépendante en Suisse et une activité salariée dans un Etat de l'AELE, il est en règle générale assujéti dans les deux Etats (exception au principe de l'affiliation dans un seul Etat).

2053
4/12 Lorsqu'un ressortissant suisse ou de l'AELE exerce simultanément une activité salariée en Suisse et une activité indépendante en Norvège, en Islande ou au Lichtenstein, il est en principe assuré en Suisse pour son activité salariée et dans l'Etat de l'AELE pour son activité indépendante, Pour l'Islande et la Norvège, cela ne vaut toutefois que dans le cas où la personne concernée y réside. Si la résidence se situe dans un autre Etat, la personne est assurée en Suisse pour l'ensemble des revenus acquis dans les différents Etats.

2.3.2 Procédure pour les personnes travaillant simultanément dans plusieurs Etats

2054 Celui ou celle qui exerce en même temps une activité sur le territoire de deux Etats ou plus doit en informer l'organe compétent de l'Etat de résidence. En Suisse, la caisse de

compensation compétente est l'organisme avec lequel la personne salariée ou indépendante est déjà liée du fait de son activité lucrative (voir les DAC).

- 2055
4/12 Lorsque le travailleur a son domicile en Suisse, la caisse de compensation vérifie si le travailleur est assuré à l'AVS/AI/APG/(AC) conformément aux dispositions de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE. Si les conditions sont remplies, la caisse de compensation compétente établit une attestation certifiant que cette personne est soumise aux dispositions légales suisses (attestation A1 [UE], resp. [formulaire E 101](#) [AELE], voir Annexe 11.1) et transmet une copie de ladite attestation à l'institution, resp. aux institutions désigné(es) par l'autorité compétente de chaque Etat membre. Les adresses sont disponibles sur le site Internet «Pratique» de l'OFAS: www.assurancesociales.admin.ch, rubrique International, répertoires. La caisse de compensation peut mandater le travailleur afin qu'il présente le formulaire établi par la caisse à l'autorité compétente des autres Etats où il est amené à travailler.
- 2056
4/12 Afin de vérifier que le travailleur est effectivement assuré dans l'UE, resp. dans l'AELE, et qu'il n'est donc pas soumis à l'AVS/AI/APG/(AC), la caisse de compensation lui demande de lui présenter l'attestation A1 (UE), resp. le [formulaire E 101](#) (AELE) dûment rempli par l'autorité étrangère compétente.
- 2057 Si l'intéressé ne produit pas les documents, la caisse de compensation se renseigne auprès de l'autorité étrangère en envoyant sa demande sur le [formulaire E 001](#).
- 2058
4/12 Lorsque la situation d'une personne travaillant simultanément dans plusieurs Etats se modifie, la caisse de compensation doit informer les autorités compétentes des autres Etats où cette personne travaille que celle-ci n'est plus soumise aux dispositions légales suisses (retrait de l'attestation A1 [UE], resp. du [formulaire E 101](#) [AELE]).
- 2059 La caisse de compensation peut mandater le travailleur afin qu'il informe lui-même les autorités compétentes des autres Etats où il est amené à travailler que le formulaire établi par la caisse n'est plus valable.

2060 4/12 Lorsqu'une personne exerce une activité indépendante sur le territoire de plusieurs Etats sans y résider, la caisse de compensation du canton où s'exerce l'activité doit s'entendre avec les autorités compétentes des Etats concernés pour déterminer où le centre d'intérêt de ses activités (UE) se trouve, resp. où l'activité principale (AELE) s'exerce.

2.3.3 Cotisations

2061 Pour les salariés et les indépendants, qui sont assurés à l'AVS/AI/APG/(AC) en vertu de l'Accord avec l'UE, resp. en vertu de l'Accord de l'AELE, les cotisations sont perçues conformément aux règles de l'AVS.

2062 4/12 Les employeurs ayant leur siège dans un Etat de l'UE/AELE, qui n'ont pas d'établissement stable en Suisse et qui occupent des salariés assurés en Suisse sont soumis à cotisations en Suisse. Lorsqu'aucune convention au sens de l'art. 21 par. 2 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE), n'a pu être convenue, l'employeur étranger est redevable de la cotisation paritaire entière à la caisse de compensation compétente cf. aussi n^{os} 2037 ss).

2063 4/12 Les salariés assurés en Suisse et travaillant pour un employeur qui n'a pas d'établissement stable en Suisse versent eux-mêmes leurs cotisations AVS/AI/APG et AC à la caisse de compensation lorsqu'une convention au sens de l'art. 21 par. 2 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE) a été convenue entre l'employeur et le salarié (cf. modèle de convention, Annexe 16). Le salarié n'est pas pour autant un salarié dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser conformément à l'[art. 6, al. 1, LAVS](#). L'employeur doit verser ses cotisations d'employeur ainsi que les contributions aux frais d'administration en sus du salaire au salarié. Pour l'AVS, le taux de celles-ci se monte à 4.2 %, pour l'AI et l'APG à 0.95 % et pour l'AC à 1.1 % jusqu'au montant maximum assuré. Pour la fixation des cotisations, les caisses de compensation se basent, en règle générale, sur l'attestation de salaire établie par l'employeur sis à l'étranger (cf. DP et DAC).

- 2064
4/12 En principe, l'employeur étranger devrait communiquer à la caisse de compensation qu'il a convenu avec le salarié que celui-ci verse les cotisations. Si le salarié s'annonce lui-même en vertu de la convention au sens de l'art. 21 par. 2 R 987/9002 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE), la caisse de compensation peut tout de même l'affilier (cf. DAC).
- 2065 Les travailleurs assurés en Suisse de même que les employeurs en Suisse sont tenus de fournir à la caisse de compensation les informations nécessaires à la fixation des cotisations sur les revenus acquis en Suisse et dans l'UE, resp. dans les Etats de l'AELE.
- 2066 Si elle a des doutes sur les informations fournies ou qu'elle ne les obtient pas, la caisse de compensation peut s'adresser à l'autorité étrangère compétente. La demande de renseignements s'effectue sur le [formulaire E 001](#) (cf. Annexe 10.1). Inversement, la caisse de compensation donne à l'autorité étrangère les renseignements qu'elle lui a demandés.
- 2067
4/12 Pour les salariés et les indépendants, qui sont assurés dans un Etat de l'UE en vertu de l'Accord avec l'UE ou dans un Etat de l'AELE en vertu de l'Accord de l'AELE, les cotisations sont perçues conformément aux règles de l'Etat en question. Une convention au sens de l'art. 21 par. 2 R 987/2009 (UE), resp. l'[art. 109 R 574/72](#) (AELE), peut être convenue entre l'employeur en Suisse qui n'a pas d'établissement stable dans l'UE, resp. dans un autre Etat de l'AELE, et le salarié. Dans ce cas, le salarié est lui-même redevable de la cotisation. L'employeur doit dès lors verser sa part au salarié, en sus du salaire. Les caisses de compensation rendront attentifs leurs affiliés dans ce cas que s'ils ne souhaitent pas décompter directement et conformément à la réglementation en vigueur dans l'Etat concerné où travaille le salarié, ils doivent annoncer à l'autorité étrangère compétente qu'ils se sont mis d'accord avec le salarié pour que celui-ci verse lui-même les cotisations.
- 2068
4/12 La conversion du revenu en francs suisses doit être effectuée sur la base des cours de conversion selon l'[art. 107 R 574/72](#) (AELE), resp. l'art. 90 R 987/2009 (UE). Les cours de conversion actuels sont disponibles sous

www.assurancesociales.admin.ch, rubrique International, Messages.

2.4 Dispositions des conventions de sécurité sociale

2069 La Suisse a conclu des conventions de sécurité sociale avec
4/12 les Etats suivants:

- Australie
- Canada/Québec
- Chili
- Croatie
- Etats-Unis d'Amérique
- Inde
- Israël
- Japon
- Macédoine
- Philippines
- République de Saint-Marin
- Turquie

En ce qui concerne la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, la convention avec la Yougoslavie est applicable pour le moment.

2070 La Suisse a aussi conclu des conventions de sécurité sociale
4/12 avec la plupart des Etats de l'UE (avec tous sauf l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne et la Roumanie), ainsi qu'avec le Liechtenstein et la Norvège. Elles restent applicables aux cas qui ne sont pas couverts par l'Accord avec l'UE, resp. par l'Accord de l'AELE, à savoir :

- aux ressortissants d'Etats non membres de l'UE, resp. à ceux d'Etats non membres de l'AELE, qui sont détachés de Suisse vers l'UE, resp. vers l'AELE, et inversement, voir Annexe 13.3;
- aux ressortissants d'Etats non membres de l'UE, resp. à ceux d'Etats non membres de l'AELE, qui travaillent pour une entreprise de transport international par route (n° 3006), rail (n° 3006), air (n° 3008) et par bateau (n°s 3011, 3016).

2.4.1 Principe: affiliation au lieu de travail

2071 En règle générale, les conventions prévoient que les ressortissants des deux Etats contractants sont assurés dans le pays où ils exercent leur activité lucrative (exceptions, voir n^{os} 2072 ss). Cette règle ne s'applique qu'aux travailleurs qui ont la nationalité suisse ou celle de l'autre Etat contractant (exceptions, voir n^{os} 2084 ss).

Exemple 1: Un Macédonien habite en Suisse et travaille en Suisse: il est assuré à l'AVS/AI/APG/(AC).

Exemple 2: Une Turque habite en Turquie et travaille en Suisse: elle est assurée à l'AVS/AI/APG/(AC).

Exemple 3: Un Suisse habite en Suisse et travaille en Croatie et en Suisse: il est assuré à l'AVS/AI/APG/(AC) pour le revenu de l'activité exercée sur le territoire suisse et en Croatie pour le revenu acquis dans cet Etat.

Exemple 4: Un Chilien habite en Suisse et travaille à Saint-Marin: la convention de sécurité sociale CH/RSM ne lui est pas applicable, car il n'a pas la nationalité de l'un des deux Etats contractants. Etant donné qu'il a son domicile en Suisse, il est cependant assuré en vertu de l'[art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#).

2.4.2 Exception: détachement

2072 Toutes les conventions prévoient que le travailleur détaché
4/12 depuis la Suisse dans un Etat contractant pour une période limitée demeure soumis à l'AVS/AI/APG et AC:

- s'il était assuré en Suisse immédiatement avant son départ et
- s'il est prévu qu'il sera à nouveau occupé en Suisse par le même employeur à la fin de la période de détachement.

Les règles sur le détachement prévues dans les conventions de sécurité sociale ne concernent que les salariés (exception : convention avec le Japon, art. 7 al. 3 et 4). Les détails sont disponibles dans le [mémento sur le détachement \(sans UE/AELE\)](#).

2073 La nationalité du salarié détaché n'est pas déterminante. En outre, il importe peu de savoir où et de quel employeur le salarié touche son salaire.

- 2074 La période limitée correspond à:
- 4/12 – 12 mois pour Saint-Marin;
 – 24 mois pour la Turquie, la Macédoine, la Croatie, Israël et les Philippines;
 – 36 mois pour le Chili, la Serbie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine;
 – 60 mois pour les Etats-Unis, le Japon, le Canada/Québec et l’Australie;
 – 72 mois pour l’Inde.
- 2075 L’employeur qui détache un salarié de Suisse vers un Etat contractant doit demander à sa caisse de compensation une attestation de détachement. La caisse de compensation peut demander à l’employeur d’utiliser [la demande d’attestation de détachement](#) (modèle voir Annexe 17). Le salarié présente l’attestation aux autorités compétentes de l’Etat étranger afin d’éviter un double assujettissement.
- 2076 Sur demande à l’OFAS, le détachement peut, en règle générale, être prolongé jusqu’à une durée totale d’au maximum six ans (cf. Annexe 13.3).
2076. Les membres de la famille sans activité lucrative qui accompagnent des travailleurs détachés vers l’Australie, l’Autriche*,
 1
 4/12 la Bulgarie*, le Canada, le Chili, la Croatie, Chypre*, le Danemark*, la Hongrie*, l’Inde, l’Irlande*, l’Islande**, le Japon, le Liechtenstein, la Macédoine, la Norvège, les Philippines, le Portugal*, la République tchèque*, la Slovaquie*, la Slovénie* ou les USA restent également assurés à l’AVS/AI/APG (*: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d’Etats hors UE/AELE, **: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d’Etats de l’AELE).
- 2077 Les salariés détachés pour une période limitée d’un Etat contractant vers la Suisse ne sont pas assurés à l’AVS/AI/ APG et AC. Ils doivent présenter à la caisse de compensation compétente l’attestation de détachement qui leur aura été délivrée par l’organisme étranger.
- Exemple 1:* Un Américain est envoyé depuis les Etats-Unis pendant 4 ans en Suisse: il n’est pas assuré à l’AVS/AI/APG et AC s’il présente une attestation de détachement.

Exemple 2: Un Français est détaché depuis la Suisse pour travailler en Macédoine pendant 2 ans: il reste assuré à l'AVS/AI/APG et AC, car la convention de sécurité sociale CH/MK est applicable, dans ce cas, aux ressortissants d'un autre pays.

Exemple 3: Un Suisse est envoyé pour 10 ans en Croatie: il n'est pas assuré à l'AVS/AI/APG et AC (affiliation au lieu de travail).

2077. Les membres de la famille sans activité lucrative qui accompagnent des travailleurs détachés vers la Suisse depuis
1
4/12 l'Autriche*, la Bulgarie*, le Canada, le Chili, la Croatie, Chypre*, le Danemark*, la Hongrie*, l'Inde, l'Irlande*, l'Islande**, le Japon, le Liechtenstein, la Macédoine, la Norvège, les Philippines, le Portugal*, la République tchèque*, la Slovaquie*, la Slovénie* ou les USA ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG APG (*: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d'Etats hors UE/AELE, **: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d'Etats de l'AELE).
- 2078 Les personnes employées au service public suisse restent
4/12 assurées en Suisse, si elles sont détachées –
indépendamment de la durée – dans l'un des pays suivants:
– Australie
– Chili
– Croatie
– Inde
– Israël
– Japon
– Macédoine
– Philippines
– San Marino (Saint-Marin)
– Turquie
La nationalité n'est pas déterminante, à part pour la Turquie (seulement pour les ressortissants suisses et turcs).
2078. Les membres de la famille sans activité lucrative qui accompagnent des personnes qui sont détachées par un service officiel pendant une durée indéterminée en Australie, Autriche*,
1
4/12 Bulgarie*, Chili, Chypre*, Croatie, Danemark*, Hongrie*, Inde, Irlande*, Japon, Liechtenstein, Macédoine, Philippines, Portugal*, République tchèque*, Slovaquie*, Slovénie*

restent également assurés à l'AVS/AI/APG APG (*: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d'Etats hors UE/AELE).

2.4.3 Autres exceptions

- 2079 La convention avec les Etats-Unis prévoit une exception au principe de l'affiliation au lieu de travail en cas d'activité indépendante dans l'un ou les deux Etats: l'Etat de résidence est compétent. Si les deux Etats divergent dans la qualification de l'activité (salariée ou indépendante), la qualification déterminante est celle de la législation de l'Etat de résidence.
- 2080 Lorsque la personne est assurée à l'AVS/AI/APG, *le statut de cotisant AVS* est déterminé selon les règles habituelles du droit suisse (voir les DSD et les DIN).
- 2081 *Exemple:* W est administratrice aux Etats-Unis et est domiciliée dans ce pays. Elle exerce aussi une activité d'administratrice en Suisse. Selon le droit suisse, les administrateurs sont considérés comme des salariés alors qu'aux Etats-Unis il s'agit d'indépendants. W est assurée pour l'entier de ses revenus aux Etats-Unis (lieu de résidence).
- 2082 La convention avec le Canada prévoit une exception au principe de l'affiliation au lieu de travail: une personne qui exerce une activité indépendante en Suisse et au Canada est assurée dans son pays de résidence.
- 2083 4/12 La convention avec les Philippines prévoit une exception au principe de l'affiliation au lieu de l'exercice de l'activité lucrative: une personne qui exerce une activité indépendante en Suisse et aux Philippines est assurée dans son pays de résidence.
- 2084 En relation avec l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, les Etats-Unis, les Philippines, l'Irlande, le Liechtenstein, la Slovaquie et la Suède, le principe de l'affiliation au lieu de travail est indépendant de la nationalité.
Exemple: un Iranien qui travaille au Liechtenstein et habite en Suisse est assuré au Liechtenstein.

2.5 Exercice d'une activité lucrative dans un Etat de l'UE et dans un Etat contractant

2085 Pour les Suisses et pour les ressortissants de l'UE, l'assujettissement se détermine d'après l'Accord avec l'UE pour l'activité exercée dans l'UE et, d'après le droit des conventions, pour l'activité exercée dans un Etat contractant (voir aussi les Annexes 1 à 4). Les mêmes règles valent pour les ressortissants des Etats de l'AELE. Pour l'activité lucrative exercée dans l'AELE, l'assujettissement se détermine d'après l'Accord de l'AELE.

Pour les ressortissants d'autres Etats, est déterminante, pour l'activité dans l'UE, resp. dans l'AELE, la convention de sécurité sociale conclue avec l'Etat de l'UE, resp. avec l'Etat de l'AELE considéré et pour l'activité dans l'Etat contractant, la convention conclue avec l'Etat contractant.

2086 *Exemple 1:* un Suisse réside en Suisse. Il exerce une activité salariée en Autriche et une activité indépendante en Croatie. Il est assujetti en Autriche pour son activité salariée en vertu de l'Accord avec l'UE et en Croatie pour son activité indépendante conformément à la convention de sécurité sociale conclue avec cet Etat.

Exemple 2: un ressortissant norvégien réside en Suisse et exerce une activité salariée en Norvège et en Macédoine. Pour son activité en Norvège, il est assujetti en Norvège ([art. 13 par. 2 point a\) R 1408/71](#)). Il est soumis en Suisse pour l'activité qu'il exerce en Macédoine. Bien qu'il travaille en Macédoine, la convention de sécurité sociale ne s'applique pas en raison de sa nationalité. Vu qu'il a son domicile en Suisse, il est assuré en vertu de l'[art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#).

Exemple 3: un Marocain, domicilié en Suisse, travaille comme salarié en Allemagne et en Slovaquie. En vertu de la convention avec l'Allemagne comme de la convention avec la Slovaquie, le principe de l'affiliation au lieu de travail s'applique aux ressortissants d'Etats non contractants. L'intéressé n'est en conséquence pas assuré en Suisse.

2.6 Exercice d'une activité lucrative dans un Etat contractant et dans un Etat non contractant

- 2087 L'assujettissement se détermine d'après le droit des conventions pour l'activité exercée dans l'Etat contractant et d'après le droit suisse pour l'activité exercée dans l'Etat non contractant (voir aussi les tableaux synoptiques aux Annexes 1 à 8).
- 2088 *Exemple:* Un Suisse habite en Suisse mais exerce une activité salariée en Turquie et en Syrie. Il n'est assuré à l'AVS/AI/APG/(AC) que pour le revenu provenant de son activité en Syrie.

2.7 Exercice d'une activité lucrative dans un ou plusieurs Etats de l'UE, resp. de l'AELE, et dans un Etat non contractant

- 2089 Pour les ressortissants suisses et de l'UE, l'assujettissement se détermine d'après l'Accord avec l'UE pour l'activité exercée dans l'UE et d'après le droit suisse pour l'activité exercée dans un Etat non contractant (voir aussi les Annexes 1 à 8). Les mêmes règles valent pour les ressortissants des Etats de l'AELE. Pour l'activité lucrative exercée dans l'AELE, l'assujettissement se détermine selon l'Accord de l'AELE.
- 2090 *Exemple 1:* Un Suisse réside en Allemagne. Il exerce une activité indépendante en Allemagne, en Autriche et en Ukraine. Il acquiert une partie considérable de ses revenus en Allemagne. Il n'est pas assuré à l'AVS/AI/APG. Il est soumis en Allemagne pour l'activité exercée en Allemagne et en Autriche (art. 13 par .2 point a) R 883/2004). En ce qui concerne l'activité lucrative en Ukraine, elle est exercée dans un Etat tiers. Pour cette activité, il n'est pas non plus assuré à l'AVS/AI/ APG et AC parce qu'il n'a pas son domicile en Suisse.
- Exemple 2:* Un Suisse réside en Suisse. Il travaille pour un employeur italien en Italie, en Grèce et en Albanie. Il est assujetti en Italie pour son activité en Italie et en Grèce (art. 13 par. 1 point b) R 883/2004). Il est assuré à l'AVS/AI/APG et AC pour son activité en Albanie en raison de son domicile en Suisse ([art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#)).

Exemple 3: un Marocain habite en Suisse. Il travaille pour un employeur italien en Allemagne, en Grèce et en Albanie. L'Accord avec l'UE ne s'applique pas aux ressortissants d'Etats non contractants. Il est assuré en Allemagne pour l'activité qu'il y exerce conformément à la convention avec l'Allemagne. Pour l'activité exercée en Grèce et en Albanie, il est assuré en Suisse en raison de son domicile en vertu de [l'art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#). La convention avec la Grèce ne s'applique pas à un ressortissant d'Etat non contractant.

2.8 Exercice d'une activité lucrative qui ne peut être répartie selon le temps consacré entre les différents Etats

- 2091 Le salarié dont il serait arbitraire de répartir l'activité entre les différents pays selon le temps consacré est réputé exercer l'ensemble de son activité en Suisse, si:
- du point de vue économique, le centre de son activité se trouve en Suisse;
 - il effectue une partie importante de ses travaux en Suisse;
 - les travaux effectués en Suisse, dans les Etats contractants et dans les Etats non contractants sont liés si étroitement qu'un partage selon le temps qui leur est consacré serait arbitraire;
 - il est rémunéré entièrement par son employeur en Suisse¹⁷.
- Cette règle ne s'applique ni dans l'UE ni dans l'AELE.

2.9 Assujettissement erroné

2.9.1 Principe: modification pour le futur

- 2092 En cas d'assujettissement erroné d'une personne en Suisse,
4/12 la caisse de compensation annonce le cas à l'organisme étranger compétent. La caisse demande à ce dernier de délivrer à la personne concernée une attestation A1 et de l'assurer dans son pays. La caisse de compensation suggère à l'organisme étranger de renoncer à un assujettissement ré-

¹⁷ 23 septembre 1968
4 juin 1998

RCC 1969 p. 166
[VSI 1999 p. 18](#)

ATFA 1968 p. 193

troactif, c'est-à-dire de délivrer l'attestation A1 seulement avec effet pour le futur.

- 2093 4/12 En cas d'assujettissement erroné d'une personne dans un pays de l'UE alors qu'elle devait l'être en Suisse, la caisse de compensation intègre cette personne à l'AVS à partir de ce moment et lui délivre une attestation A1 (provisoirement, le [formulaire E 101](#) est aussi autorisé).

2.9.2 Exception: Rétroactivité

- 2094 Cependant, un effet rétroactif peut être accordé lorsque:
- l'assujettissement erroné a été de courte durée ou
 - lorsqu'aucune prestation (allocations familiales, prestations de l'assurance-maladie ou accidents, etc.) n'a été versée.
- Dans tous les cas, l'effet rétroactif doit être accordé avec réserve et toujours d'entente avec l'organisme étranger compétent. La caisse doit en particulier prendre en considération les effets sur toutes les branches d'assurances sociales.
- 2095 4/12 Si une personne doit être assujettie rétroactivement au droit suisse, les caisses de compensation délivrent une attestation A1 (provisoirement, le [formulaire E 101](#) est aussi autorisé) avec effet rétroactif et l'envoient à l'organisme étranger compétent.
- 2096 4/12 Si une personne doit être assujettie rétroactivement au droit d'un autre Etat, les caisses de compensation demandent à l'organisme étranger compétent de délivrer une attestation A1 avec effet rétroactif depuis la date correspondante.
- 2097 La décision sur la modification rétroactive de l'assujettissement à l'assurance doit être communiquée à toutes les branches d'assurances concernées en Suisse.

3. Droit applicable pour certaines catégories particulières

3.1 Les employés d'entreprises de transport international par rail et par route

3.1.1 Généralités

- 3001 L'assujettissement à l'AVS/AI/APG et AC d'un employé d'une entreprise de transport international par rail ou par route peut découler de la LAVS, de l'Accord avec l'UE, de l'Accord de l'AELE, ou encore d'une convention de sécurité sociale.

3.1.2 Accord avec l'UE et Accord de l'AELE

3.1.2.1 Accord avec l'UE

- 3002 L'assujettissement se détermine selon les dispositions générales de l'Accord avec l'UE (cf. n^{os} 2020 ss). Il n'y a plus de règle spéciale pour cette catégorie.
- 3003 *Exemple:* Une française domiciliée en France qui fait partie du personnel roulant d'une entreprise sise en Suisse et qui effectue des transports internationaux de passagers ou de marchandises par voies ferroviaire et routière est assurée en Suisse si elle n'exerce pas une partie substantielle de son activité dans son Etat de résidence (art. 13 par. 1 point b) R 883/2004).
- 3004 Les ressortissants suisse ou de l'UE occupés pour une part substantielle en Suisse ou sur le territoire de l'Etat de l'UE où ils résident également sont soumis à la législation de cet Etat, même si l'entreprise qui l'occupe n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire (art. 13 par. 1 point a) R 883/2004).

3.1.2.2 Accord de l'AELE

- 3005 L'assujettissement se détermine selon les dispositions de l'Accord de l'AELE lorsque la personne:

- a la nationalité suisse ou celle de l'un des Etats de l'AELE ou encore a le statut de réfugiée ou d'apatride et est domiciliée en Suisse ou dans l'AELE;
- exerce simultanément une activité salariée dans un Etat de l'AELE et en Suisse ou dans plusieurs Etats de l'AELE.

3005. Les ressortissants suisses ou de l'AELE qui font partie du
 1 personnel roulant d'une entreprise sise en Suisse qui effec-
 4/12 tue, pour le compte d'autrui ou pour son propre compte, des transports internationaux de passagers ou de marchandises par voies ferroviaire et routière sont assurés en Suisse ([art. 14 par. 2 point a\) R 1408/71](#)). Sont réservés les n^{os} 3005.2 et 3005.3.

3005. Les ressortissants suisse ou de l'AELE, occupés par une
 2 succursale ou une représentation permanente que ladite en-
 4/12 treprise possède en dehors de la Suisse sur le territoire d'un Etat de l'AELE, sont soumis à la législation de l'Etat où se trouve cette succursale ou représentation permanente ([art. 14 par. 2 point a\) i\) R 1408/71](#)). A l'inverse, une personne occupée par une succursale suisse d'une entreprise avec siège dans un Etat de l'AELE est assurée en Suisse.

3005. Les ressortissants suisse ou de l'AELE occupés de manière
 3 prépondérante en Suisse ou sur le territoire de l'Etat de
 4/12 l'AELE où ils résident également sont soumis à la législation de cet Etat, même si l'entreprise qui l'occupe n'a ni siège, ni succursale, ni représentation permanente sur ce territoire ([art. 14 par. 2 point a\) ii\) R 1408/71](#)).

3.1.3 Conventions de sécurité sociale

3006 Des dispositions particulières relatives au personnel d'entre-
 1/11 prises de transport international par rail et par route figurent dans les conventions de sécurité sociale suivantes. Dans les pays marqués d'un *, les dispositions de la convention ne s'appliquent qu'aux ressortissants d'Etats non contractants.

Allemagne*	Art. 6 al. 3	Liechtenstein**	Art. 3 al. 3 Art. 6 al. 5
Autriche*	Art. 7 al. 3	Luxembourg*	Art. 6 ch. 2 prot. final ch. 5
Belgique*	Art. 7 let. b prot. final ch. 6 + 8	Macédoine	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2
Bosnie-Herzégovine	La convention avec la Yougoslavie s'applique pour le moment Art. 5 let. b Prot. final ch. 6	Monténégro	La convention avec la Yougoslavie s'applique pour le moment Art. 5 let. b prot. final ch. 6
Bulgarie*	Art. 7 al. 2	Norvège*	Art. 8 al. 1 let. b et al. 2
Croatie	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2	Pays-Bas*	Art. 7 al. 1 let. b et al. 2
Danemark*	Art. 4 let. c Art. 8 al. 2	Portugal*	Art. 5 let. b et d
Espagne*	Art. 4 let. b prot. final ch. 5	République tchèque*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2
Finlande*	Art. 7 al. 2 + 6	Saint-Marin	comme l'Italie
France*	Art. 8 al. 1 let. b	Serbie	La convention avec la Yougoslavie s'applique pour le moment Art. 5 let. b prot. final ch. 6
Grèce*	Art. 6 let. b	Slovaquie*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2
Hongrie*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2	Slovénie*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2
Irlande*	Art. 3 al. 3 Art. 6 al. 2	Suède*	Art. 3 al. 2 Art. 7 al. 2
Israël	Art. 6 al. 2 + 7	Turquie	Art. 5 al. 2 let. b et d , prot. final ch. 4
Italie*	Art. 5 let. b prot. final ch. 4		

3006. Les même règlent valent pour les membres de la famille sans
1 activité lucrative de personnes qui travaillent pour une entre-
1/12 prise de transport international par route ou par rail en
Autriche*, Bulgarie*, Croatie, Danemark*, Hongrie*, Irlande*,
Liechtenstein, Macédoine, Portugal*, République tchèque*,
Slovaquie*, Slovénie* APG (*: ne concerne que les membres
de la famille de ressortissants d'Etats hors UE/AELE).

3.2 Entreprises de transport aérien international

3.2.1 Accord avec l'UE et Accord de l'AELE

3.2.1.2 Accord avec l'UE

3007 L'assujettissement se détermine selon les règles générales
4/12 de l'Accord avec l'UE (n^{os} 2020 ss). Il n'existe plus de règle spéciale pour cette catégorie.

3.2.1.2 Accord de l'AELE

3007. Pour les salariés qui font partie du personnel volant d'une
1 entreprise de transport aérien, les mêmes règles que celles
4/12 valables pour les employés de transport international par rail ou par route sont applicables (voir n^{os} 3005 ss).

3.2.2 Dispositions des conventions de sécurité sociale relatives aux entreprises de transport aérien international

3008 Des dispositions particulières relatives au personnel d'entre-
1/12 prises de transport aérien figurent dans les conventions de sécurité sociale suivantes. Dans les pays marqués d'un *, les dispositions de la convention ne s'appliquent qu'aux ressortissants d'Etats non contractants.

Allemagne*	Art. 3 al. 2 Art. 6 al. 4	Grande-Bretagne*	Art. 5 al. 5 et 6
Australie	Art. 9 al. 1	Hongrie*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 3
Autriche*	Art. 7 al. 4	Inde	Art. 8 al. 1 à 3
Belgique*	Art. 7 let. c prot. final ch. 8	Israël	Art. 6 al. 3 + 7
Bulgarie*	Art. 7 al. 2	Luxembourg*	Art. 6 ch. 2 prot. final ch. 5
Chili	Art. 3 let. c Art. 7 al. 2	Macédoine	Art. 3 let. c Art. 7 al. 3
Chypre*	Art. 7 al. 3	Norvège*	Art. 8 al. 1 let. c + al. 2, prot. final ch. 8
Croatie	Art. 3 let. c Art. 7 al. 3	Pays-Bas*	Art. 7 al. 1 let. c et al. 2, prot. final ch. 5
Danemark*	prot. final ch. 6	Philippines	Art. 9 al. 1
Finlande*	Art. 7 al. 3 + 6 prot. final ch. 6	Slovénie*	Art. 3 let. c Art. 7 al. 3
France*	Art. 8 al. 1 let. c prot. final ch. 4		

3008. Les mêmes règles valent pour les membres de la famille
1 sans activité lucrative de personnes qui travaillent pour une
1/12 entreprise de transport aérien en Autriche*, Bulgarie*, Chili,
Chypre*, Croatie, Danemark*, Hongrie*, Inde, Irlande*,
Liechtenstein, Macédoine, Philippines, Portugal*, Slovaquie*,
Slovénie* APG (*: ne concerne que les membres de la famille
de ressortissants d'Etats hors UE/AELE).

3.3 Navigation internationale

3.3.1 Eau douce

3.3.1.1 Accord avec l'UE et Accord de l'AELE

3009 Les n^{os} 3002 à 3005.3 sont applicables.

3.3.1.2 Conventions de sécurité sociale

3010 Le n^o 3006 concernant les entreprises de transport est aussi valable pour les personnes qui travaillent sur un bateau navigant en eau douce.

3.3.2 Bateliers rhénans

3011 Les règles de l'[Accord concernant la sécurité sociale des bateliers rhénans](#) priment les dispositions de l'Accord avec l'UE (accord particulier des Etats de bateliers rhénans, art. 16 R 883/2004), resp. de l'Accord de l'AELE ([art. 7 par. 2 point a\) R 1408/71](#)). Elles valent indépendamment de la nationalité.

On entend par bateliers rhénans un salarié ou un indépendant qui exerce son activité professionnelle en qualité de travailleur navigant à bord d'un bâtiment utilisé commercialement à la navigation rhénane.

3.3.3 Marins de haute mer

3.3.3.1 Accord avec l'UE et Accord de l'AELE

3012 Les Suisses, les ressortissants de l'UE et ceux de l'AELE qui 1/10 exercent une activité salariée ou indépendante à bord d'un navire battant pavillon suisse sont assurés en Suisse en raison de leur activité lucrative.

3013 Sont également soumis au droit suisse les Suisses et les 4/12 ressortissants de l'AELE exerçant normalement en Suisse ou à bord d'un navire battant pavillon suisse une activité salariée au service d'une entreprise dont le siège est en Suisse, et qui sont détachés par cette entreprise afin d'effectuer un travail,

pour le compte de celle-ci, sur un navire battant pavillon d'Etat de l'AELE ([art. 14^{ter} par. 1 R 1408/71](#)). Seules les personnes qui exercent normalement leur activité en Suisse ou ont leur domicile en Suisse sont tenues de cotiser pendant le détachement.

3014 Il en va de même pour les ressortissants de la Suisse ou de
4/12 l'AELE qui exercent normalement une activité indépendante en Suisse et qui effectuent, pour leur propre compte, un travail à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat de l'AELE ([art. 14^{ter} par. 2 R 1408/71](#)).

3015 Les ressortissants de la Suisse ou de l'UE qui exercent une
4/12 activité salariée à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat de l'UE et qui sont rémunérés au titre de cette activité par une entreprise ayant son siège en Suisse sont assurés en Suisse s'ils ont leur résidence en Suisse; l'entreprise ou la personne qui verse la rémunération est considérée comme l'employeur pour l'application de ladite législation (art. 11 par. 4 R 883/2004). Les mêmes règles valent pour les ressortissants d'un Etat de l'AELE à bord d'un navire battant pavillon de l'Islande, du Liechtenstein ou de la Norvège ([art. 14^{ter} par. 4 R 1408/71](#)).

3.3.2.2 Conventions de sécurité sociale

3016 Des dispositions particulières relatives aux marins de haute
4/12 mer figurent dans les conventions de sécurité sociale suivantes. Ces dispositions sont seulement applicables aux ressortissants de la Suisse et à ceux de l'Etat contractant. Exceptions: Conventions avec la Bulgarie, l'Italie, l'Allemagne et la Norvège (ces dispositions sont uniquement applicables aux ressortissants d'Etats tiers[*]) et avec l'Australie.

Allemagne*	Art. 3 al. 2 Art 7 PF ch. 8a Assujettissement selon le droit du pavillon	Italie*	Art. 5 let. c PF ch. 4 Assujettissement selon le droit du pavillon
Australie	Art. 9 al. 2	Japon	Art. 8 Assurance selon le droit du pavillon (exception par. 2: établissement stable dans un Etat contractants)
Bulgarie*	Art. 7 al. 4 Assurance selon le droit du pavillon	Macédoine	Art. 7 al. 5 Assurance selon le droit du pavillon
Chili	Art. 7 al. 4 Assurance selon le droit du pavillon	Norvège*	Art. 10 al. 2 Assujettissement selon le droit du pavillon
Croatie	Art. 7 al. 5 Assurance selon le droit du pavillon	Philippines	Art. 9 al. 4
Inde	Art.8 al. 4	République San Marin	Conformément à l' art. 5 let. c PF ch. 4 de la Convention avec l'Italie: assujettissement selon le droit du pavillon
Israël	Art. 6 al. 5 Assurance selon le droit du pavillon		

Si un assujettissement selon le droit du pavillon est prévu par la convention, les personnes concernées, en cas de pavillon suisse, sont soumises au droit suisse. Dans ces cas, elles ne sont toutefois assurées en Suisse que si leur domicile se trouve également en Suisse. Si, en revanche, une propre norme d'assurance est prévue selon le droit du pavillon, les personnes concernées sont assurées en Suisse dans tous les cas, même lorsque leur domicile se trouve à l'étranger.

3.4 Personnel au bénéfice de privilèges et d'immunités diplomatiques

3.4.1 Personnel des représentations étrangères en Suisse

3.4.1.1 Principe

- 3017 Sauf disposition contraire de l'Accord avec l'UE, resp. de l'AELE ou d'une convention de sécurité sociale, les ressortissants étrangers qui jouissent de privilèges et d'immunités conformément aux règles du droit international public sont exemptés de l'AVS/AI/APG et AC obligatoire ([art. 1a, al. 2, let. a, LAVS](#); [art. 1b RAVS](#))¹⁸. Il en est de même des réfugiés et des apatrides lorsqu'ils jouissent de privilèges et d'immunités conformément aux règles du droit international public¹⁹.
- 3018 Les ressortissants étrangers – et, le cas échéant, les membres de leur famille ou leur partenaire enregistré – au bénéfice de privilèges et d'immunités conformément aux règles du droit international public disposent de cartes de légitimation établies par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)²⁰. Les ressortissants étrangers qui sont titulaires d'une autorisation B (autorisation de séjour de longue durée) ou C (autorisation d'établissement) sont assurés à l'AVS/AI/APG/AC.
- 3019 Sont en principe détenteurs de cartes de légitimation du DFAE:
- les membres des missions diplomatiques²¹, ainsi que les membres non actifs de leur famille ou leur partenaire enregistré non actif;
 - les membres des missions permanentes d'Etats auprès d'organisations internationales en Suisse, ainsi que les membres non actifs de leur famille ou leur partenaire enregistré non actif;
 - les membres de délégations permanentes d'organisations internationales auprès d'organisations internationales en

¹⁸ 4 juin 1992 VSI 1993 p. 72 –

¹⁹ 28 janvier 1965 RCC 1965 p. 401 –

²⁰ 12 avril 1984 RCC 1985 p. 463 –

²¹ 19 décembre 1994 VSI 1995 p. 105 ATF 120 V 405

Suisse, ainsi que les membres non actifs de leur famille ou leur partenaire enregistré non actif;

- les membres des autres représentations auprès des organisations intergouvernementales, ainsi que les membres non actifs de leur famille ou leur partenaire enregistré non actif;
- les membres des postes consulaires, ainsi que les membres non actifs de leur famille ou leur partenaire enregistré non actif.

Pour la présentation des cartes de légitimation, voir Annexe 14.

3020 Sont considérées comme délégations permanentes d'organisations internationales auprès de l'ONU ou d'autres organisations internationales en Suisse:

- la délégation permanente de la Commission de la CEE;
- la délégation permanente du Secrétariat pour les pays du Commonwealth;
- la délégation permanente de la Ligue des Etats arabes;
- la délégation permanente du Bureau d'éducation ibéro-américain;
- la délégation permanente de l'Organisation arabe du travail;
- la délégation permanente de l'Organisation de la Conférence islamique;
- la délégation permanente de l'Organisation des Etats des Caraïbes orientales (OECS);
- la délégation permanente de l'Organisation internationale de la Francophonie;
- la délégation permanente de la Banque mondiale;
- la délégation permanente du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP);
- la délégation permanente du Forum des Iles du Pacifique;
- la délégation permanente du Groupe des quinze;
- la délégation permanente de l'Union africaine;
- la délégation permanente du Bureau de liaison du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne.

3021 Les caisses de compensation sont fondées à considérer que
1/12 toute personne au bénéfice d'une carte de légitimation établie par le DFAE est exemptée ex lege de l'AVS/AI/APG et AC

pendant la période couverte par ladite carte (présomption)²². Voir cependant les règles particulières concernant les domestiques privés (cf. n° 3022 ss), les membres de la famille accompagnant qui exercent une activité lucrative en Suisse (cf. n° 3023) ainsi que les exceptions des n°s 3026 ss en application de l'Accord de libre circulation avec l'UE et de l'Accord de l'AELE.

- 3022 En vertu des [Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques](#) et [consulaires](#), les domestiques privés de nationalité étrangère au service de personnes mentionnées au n° 3019 sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC. Ceci est aussi valable pour les employés de maison des fonctionnaires internationaux selon les n°s 3055 ss.
- 1/11
3022. Les domestiques privés qui ne sont ni de nationalité suisse
1 ni ressortissants d'un Etat contractant et qui ne disposent ni
1/11 d'une autorisation de séjour (permis B) ni d'une autorisation d'établissement (permis C) peuvent être exemptés d'assujettissement à l'AVS/AI/APG et AC aux conditions suivantes:
- les domestiques privés doivent être affiliés auprès d'une institution officielle de sécurité sociale de leur Etat d'origine ou de l'Etat pour lequel leur employeur travaille ou que ce dernier représente; l'affiliation à une compagnie privée d'assurance est assimilée à l'affiliation à une institution officielle lorsque, d'après la législation interne de l'Etat concerné, cette affiliation tient lieu d'assurance officielle;
 - l'affiliation auprès d'une institution officielle étrangère de sécurité sociale couvre au moins les éventualités du décès, de la vieillesse et de l'invalidité;
 - l'affiliation auprès d'une institution officielle étrangère de sécurité sociale peut être obligatoire ou volontaire. Si l'affiliation est volontaire, le protocole ou la mission suisse demande, lors de la procédure de renouvellement de la carte de légitimation, la preuve que l'affiliation n'a pas été annulée après que l'exemption des dispositions de sécurité sociale suisse a été accordée. Le protocole ou la mission suisse détermine de cas en cas la façon dont cette preuve peut être apportée.
- Ceci est aussi valable pour les employés de maison des fonctionnaires internationaux selon les n°s 3055 ss.

²²

3022. Il appartient aux domestiques privés, par l'intermédiaire de
2 leur employeur, d'apporter la preuve qu'ils remplissent les
1/11 conditions nécessaires pour bénéficier de l'exemption des
dispositions de sécurité sociale suisse. Ceci est aussi valable
pour les employés de maison des fonctionnaires internatio-
naux selon les n^{os} 3055 ss.
- 3023 Les membres de la famille ou les partenaires enregistrés ne
1/10 sont exemptés de l'AVS/AI/APG que s'ils n'exercent aucune
activité lucrative (voir n^o 3019). Ils sont soumis à l'AVS/AI/
APG/(AC), dès qu'ils entreprennent une activité profession-
nelle ou commerciale en vue d'un gain personnel. A cet
égard, peu importe qu'ils aient conservé la carte de légiti-
mation délivrée par le DFAE.
- 3024 Les caisses de compensation doivent soumettre à l'OFAS
les cas dans lesquels subsistent des doutes concernant les
cartes de légitimation, voire l'existence de privilèges et
d'immunités conformément aux règles du droit international
public.
- 3025 L'exemption de l'assurance est également valable pour toute
activité accessoire. Ces personnes doivent, en revanche,
s'acquitter des cotisations paritaires leur incombant comme
employeur lorsqu'ils emploient d'autres personnes dans le
cadre de leur activité accessoire.

3.4.1.2 Représentations des Etats de l'UE, resp. de l'AELE en Suisse

- 3026 Les ressortissants de l'UE membres de la représentation di-
4/12 plomatique ou consulaire de leur pays d'origine ne sont pas
assurés en Suisse. Ils sont, en tant que fonctionnaires, sou-
mis à la législation de l'Etat dont relève l'administration qui
les emploie (art. 11 par. 3 point b) R 883/2004).
3026. Les ressortissants de l'UE membres de la représentation di-
1 plomatique ou consulaire de leur pays d'origine ne sont pas
4/12 assurés en Suisse. Ils sont, en tant que fonctionnaires, sou-
mis à la législation de l'Etat dont relève l'administration qui
les occupe ([art. 13 par. 2 point d\) R 1408/71](#)).

- 3027 4/12 Les ressortissants de l'UE membres du personnel de service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat de l'UE en Suisse sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC (art. 11 par. 3 point a) R 883/2004). Les mêmes règles valent pour les ressortissants de l'AELE. Toutefois, s'ils sont ressortissants de l'Etat AELE d'envoi, ils ont la possibilité d'être assurés dans cet Etat ([formulaire E 103](#), voir Annexe 12).
- 3028 Les missions diplomatiques et les postes consulaires des Etats de l'UE en Suisse sont tenus de décompter, pour les ressortissants européens et suisses assujettis à l'AVS/AI/APG et AC en vertu du n° 3027, les cotisations correspondantes auprès de la caisse de compensation compétente. La même règle est valable pour les missions diplomatiques et les postes consulaires des Etats de l'AELE en Suisse en ce qui concerne les citoyens suisses et les ressortissants des Etats membres de l'AELE.
- 3029 1/12 A défaut de domicile et d'activité lucrative exercée en Suisse, les membres de la famille sans activité lucrative ne sont en général pas assurés à l'AVS/AI/APG.
- 3030 1/10 Les ressortissants des Etats suivants sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC lorsqu'ils sont employés au service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat de l'UE, resp. de l'AELE, et ne sont assurés ni dans un Etat de l'UE, resp. de l'AELE, ni dans leur Etat d'origine:
- Bulgarie*
 - Chypre*
 - Croatie
 - Danemark*
 - Irlande*
 - Liechtenstein**
 - Macédoine
 - Philippines
 - République tchèque*
 - Slovaquie*
 - Slovénie*
- Pour les ressortissants des Etats désignés par un *, ceci n'est valable qu'en relation avec les représentations des Etats de l'AELE, pour les ressortissants liechtensteinois (**)
seulement en relation avec les représentations des Etats de l'UE.

Le conjoint, le partenaire enregistré et les enfants des personnes visées à l'alinéa premier qui résident avec elles en Suisse sont assurées, pour autant qu'ils ne le soient pas déjà en vertu des dispositions de la LAVS.

3031 Les personnes qui sont engagées en Suisse au service d'une
1/10 mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un des Etats mentionnés ci-dessous sont assurées à l'AVS/AI/ APG et AC. Ces personnes peuvent demander à être assurées dans l'autre Etat dans un délai de trois mois à compter du début de leur activité. Cette disposition est valable pour les missions diplomatiques et les postes consulaires suivants:

- Chypre
- Bulgarie
- Danemark
- Hongrie
- Irlande
- Liechtenstein
- Portugal
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

3032 Les conventions avec les Etats suivants prévoient que leurs
4/12 Représentations en Suisse doivent s'acquitter des cotisations d'employeur pour le compte de leurs employés soumis à l'assurance en Suisse. Il en va de même pour les membres de la Représentation ayant à leur service personnel des employés qui sont soumis à l'AVS/AI/APG/AC:

- Bulgarie
- Chypre
- Danemark
- Hongrie
- Irlande
- Liechtenstein
- Portugal
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

Lorsque le R 883/2004 ou le R 1408/71 sont applicables, voir le n° 3028.

3.4.1.3 Représentations des Etats contractants en Suisse

- 3033 1/12 Les ressortissants d'Etats contractants qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de leur Etat d'origine en Suisse ne sont pas assurés. Ils restent soumis à la législation de leur Etat d'envoi. L'exemption vaut également pour les membres de la famille qui accompagnent la personne, pour autant qu'ils n'exercent pas eux-mêmes d'activité lucrative en Suisse.
- 3034 Les personnes qui sont engagées en Suisse au service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de l'un des Etats mentionnés ci-dessous sont assurées à l'AVS/AI/ APG et AC. Elles peuvent demander à être assurées dans l'autre Etat dans un délai de trois mois (réserve Chili et Philippines: six mois) à compter du début de leur activité. Cette règle vaut pour les missions diplomatiques et les postes consulaires suivants:
- Bulgarie
 - Chili (seulement les ressortissants chiliens)
 - Croatie
 - Liechtenstein
 - Macédoine
 - Philippines
- Tel est également le cas pour les missions diplomatiques et les postes consulaires du Canada, mais seulement pour les membres du personnel technique et administratif, qui sont domiciliés en Suisse ou qui possèdent la nationalité suisse, le délai se montant ici à six mois.
- Voir les DP en relation avec les obligations d'employeur des missions ou des postes consulaires.
- 3035 Les ressortissants de la Turquie ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et à l'AC dans le cas prévu au n° 3034. Ils peuvent toutefois demander à être assurés en Turquie dans un délai de six mois dès le début de leur activité.
- 3036 Les ressortissants des Etats suivants sont assurés à l'AVS/ AI/APG et AC lorsqu'ils sont employés en Suisse au service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat non contractant et ne sont assurés ni dans l'Etat non contractant ni dans leur Etat d'origine:
- Bulgarie

- Chypre
- Croatie
- Danemark
- Irlande
- Liechtenstein
- Macédoine
- Philippines
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

Le conjoint, le partenaire enregistré et les enfants de ces personnes qui résident avec elles en Suisse sont assurés, pour autant qu'ils ne le soient pas déjà en vertu des dispositions de la LAVS.

3037 Celui ou celle qui entend faire usage de son droit d'option au sens du n° 3034 adresse sa requête à l'autorité étrangère compétente. Celle-ci délivre une attestation certifiant l'affiliation à l'assurance de cet Etat.

3038 Les conventions passées avec les Etats suivants prévoient que leurs Représentations en Suisse doivent s'acquitter des cotisations d'employeur pour le compte de leurs employés soumis à l'assurance en Suisse. Il en va de même pour les membres de la Représentation ayant à leur service personnel des employés qui sont soumis à l'assurance obligatoire:

- Bulgarie
- Croatie
- Macédoine
- Philippines

3.4.1.4 Représentations des Etats non contractants

3039 Les ressortissants des Etats suivants sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC lorsqu'ils sont employés en Suisse au service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat non contractant et ne sont assurés ni dans l'Etat non contractant, ni dans leur Etat d'origine:

- Bulgarie
- Chypre
- Croatie
- Danemark

- Irlande
- Liechtenstein
- Macédoine
- Philippines
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

Le conjoint, le partenaire enregistré et les enfants de ces personnes qui résident avec elles en Suisse sont assurés, pour autant qu'ils ne le soient pas déjà en vertu des dispositions de la LAVS.

3.4.2 Personnel des représentations suisses à l'étranger

3.4.2.1 Principe

- 3040 Sauf disposition contraire de l'Accord avec l'UE, resp. de l'AELE ou d'une convention de sécurité sociale, les ressortissants suisses, domiciliés et travaillant à l'étranger dans une mission diplomatique, un poste consulaire, une mission permanente, une délégation permanente ou d'autres représentations auprès des organisations intergouvernementales au sens de l'[art. 2 OLEH](#) de la Suisse, sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC ([art. 1a, al. 1, let. c, ch. 1, LAVS](#)).
3040. Les membres de la famille qui accompagnent à l'étranger les personnes mentionnées au n° 3040 ne sont, en principe, pas assurés à l'AVS. Un assujettissement à l'AVS ne peut pas être déduit du fait que, selon les Conventions de Vienne, les membres de la famille qui font ménage commun sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat accréditaire²³.
3040. Les conjoints sans activité lucrative ainsi que les partenaires enregistrés sans activité lucrative ont toutefois la possibilité d'adhérer à l'assurance obligatoire (sur ce point, cf. n°s 4061 ss) ou de s'affilier à l'assurance facultative AVS/AI. Les enfants de ces assurés ne peuvent s'affilier qu'à l'assurance facultative AVS/AI, pour autant qu'ils remplissent les conditions préalables (à ce sujet, cf. les DAF).

- 3041 Il en va de même de ceux travaillant hors de Suisse pour l'une des unités de l'administration fédérale désignées à [l'Annexe de l'ordonnance sur l'organisation du gouvernement et de l'administration](#).
- 3042 Les fonctionnaires fédéraux engagés dans une organisation internationale ([Ordonnance du DFAE du 8 mars sur les prestations accordées aux employés de l'administration fédérale en vue de leur engagement par des organisations internationales](#)) ne font plus partie du personnel de la Confédération suisse.

3.4.2.2 Représentations dans les Etats de l'UE, resp. de l'AELE

- 3043 Dans l'UE, resp. dans l'AELE, les fonctionnaires et les personnes assimilées restent assurées dans l'Etat dont relève l'administration qui les occupe (UE), resp. qui les emploie (AELE), même s'ils exercent leur activité dans un autre Etat (art. 11 par. 3 point b) R 883/2004 [UE], resp. [art. 13 par. 2 point d\) R 1408/71](#) [AELE]).
- 3044 Les ressortissants suisses ainsi que les ressortissants des Etats de l'UE qui travaillent pour un employeur public de la Suisse, d'un canton ou d'une commune dans un Etat de l'UE restent assurés à l'AVS/AI/APG et AC pour toute la durée de leur occupation. Il en va de même pour les ressortissants suisses et de l'AELE envoyés en Islande ou en Norvège. Les ressortissants suisses et de l'AELE qui sont détachés au Liechtenstein par un employeur public de la Suisse restent assurés à l'AVS/AI/APG et AC pour toute la durée de leur occupation.
- 3045 Les ressortissants d'Etats tiers, y compris ceux de l'AELE, 1/10 détachés dans un Etat de l'UE par un employeur public suisse, resp. les ressortissants d'un Etat de l'UE détachés dans un Etat de l'AELE, restent soumis à l'AVS/AI/APG/AC pour autant qu'ils exercent leur activité dans un des Etats suivants:
- Belgique
 - Bulgarie
 - Chypre

- Danemark
- Finlande
- France
- Hongrie
- Irlande
- Italie
- Liechtenstein
- Pays-Bas
- Norvège
- République tchèque
- Slovaquie
- Slovénie

3046 Une règle particulière est applicable dans l'AELE : Les
4/12 Suisses et les ressortissants de l'AELE, qui appartiennent au personnel de service (personnel technique et administratif) d'une Représentation suisse dans un Etat de l'AELE ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG et AC. Les Suisses peuvent cependant demander à être assurés à l'AVS/AI/APG et AC à la fin de chaque année civile. Ce droit d'option n'a pas d'effet rétroactif ([art. 16](#) en relation avec l'[art. 13 par. 2 point a\) R 1408/71](#)).

3.4.2.3 Représentations dans les Etats contractants

- 3047 Les Suisses travaillant dans un Etat contractant comme membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de la Suisse sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC (Convention de sécurité sociale).
- 3048 Les personnes (Chili et Turquie: ressortissants suisses; autres Etats: ressortissants suisses et des Etats tiers) qui sont engagés dans les Etats susmentionnés au service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de la Suisse ne sont pas assurées à l'AVS/AI/APG et AC. Elles peuvent cependant demander à être assurées à l'AVS/AI/APG et AC dans un délai de trois mois à compter du début de leur activité (Chili, Philippines et Turquie: 6 mois). Cette règle vaut pour les missions diplomatiques et les postes consulaires de la Suisse:
- en Bulgarie
 - au Chili

- en Croatie
 - au Liechtenstein
 - en Macédoine
 - aux Philippines
 - en Turquie
- 3049 La disposition vaut également pour les employés au service personnel de membres de missions diplomatiques ou de postes consulaires (Chili et Turquie: ressortissants suisses; autres Etats: ressortissants suisses et de pays tiers) dans les Etats suivants:
- Bulgarie
 - Chili
 - Croatie
 - Liechtenstein
 - Macédoine
 - Philippines
 - Turquie
- 3050 Les Suisses détachés dans des Représentations suisses en tant que personnel administratif, technique ou comme employés personnels en Bosnie-Herzégovine, au Monténégro ou en Serbie sont assurés à l'AVS/AI/APG/AC; toutefois, les employés personnels ne le sont que s'ils n'ont pas de domicile dans l'Etat de réception.
- 3051 Celui ou celle qui entend faire usage de son droit d'option au sens du n° 3048 adresse sa requête à la Caisse fédérale de compensation. Celle-ci délivre une attestation certifiant l'affiliation à l'AVS/AI/APG et AC.
3051. Sont également assurés à l'AVS/AI/APG les membres de la famille sans activité lucrative de personnes assurées obligatoirement des services diplomatiques ou consulaires qui exercent leur activité en Australie, Autriche*, Bulgarie*, Chili, Chypre*, Croatie, Danemark*, Hongrie*, Irlande*, Liechtenstein, Macédoine, Philippines, Portugal*, République tchèque*, Slovaquie*, Slovénie* APG (*: ne concerne que les membres de la famille de ressortissants d'Etats hors UE/AELE).

3.4.2.4 Représentations dans les Etats non contractants

- 3052 Les ressortissants suisses au service de la Confédération suisse sont assurés obligatoirement à l'AVS/AI/APG et AC lorsqu'ils travaillent dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention ([art. 1a, al. 1, let. c, LAVS](#))²⁴.
- 3053 Cette règle s'applique également aux ressortissants de Serbie, du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine (AVS/AI seulement). Les ressortissants de l'UE et de l'AELE ne sont en principe pas assurés. En cas de doute, de plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de l'OFAS.
- 3054 Sont en particulier au service de la Confédération suisse et obligatoirement assurés au sens du n° 3052, les ressortissants suisses et les étrangers mentionnés au n° 3053 qui sont employés dans un Etat avec lequel la Suisse n'a pas conclu de convention:
- par les missions diplomatiques, les postes consulaires, les missions permanentes, les délégations permanentes ou les autres représentations auprès des organisations intergouvernementales de la Suisse;
 - par la Direction du développement et de la coopération (DDC).

3.5 Fonctionnaires internationaux

- 3055 Les dispositions des n°s 3055 ss sont applicables aux organisations internationales suivantes avec lesquelles la Suisse a conclu un accord de siège:
- Agence de coopération et d'information pour le commerce international (ACICI), Genève;
 - Association européenne de libre-échange (AELE), Genève;
 - Banque des règlements internationaux (BRI), Bâle;
 - Bureau international d'éducation / Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (BIE/UNESCO), Genève;
 - Centre consultatif sur la législation de l'OMC, Genève
 - Centre Sud, Genève;

²⁴ 23 décembre 1986 RCC 1987 p. 208 ATF 112 V 337
29 avril 1992 VSI 1993 p. 14 ATF 118 V 65

- Cour de conciliation et d'arbitrage au sein de l'OSCE (COUR OSCE), Genève;
- Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR), Genève;
- Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (GFATM), Genève;
- GAVI Alliance, Genève;
- Organisation des Nations Unies à Genève (ONU);
- Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), Genève;
- Organisation intergouvernementale pour les transports internationaux ferroviaires (OTIF), Berne;
- Organisation internationale de protection civile (OIPC);
- Organisation internationale du travail (OIT), Genève;
- Organisation internationale pour les migrations (OIM), Genève;
- Organisation météorologique mondiale (OMM), Genève;
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Genève;
- Organisation mondiale de la santé (OMS), Genève;
- Organisation mondiale du commerce (OMC), Genève;
- Union internationale des télécommunications (UIT), Genève;
- Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), Genève;
- Union interparlementaire (UI), Genève;
- Union postale universelle (UPU), Berne.

3.5.1 Fonctionnaires internationaux de nationalité suisse

- 3056 Les fonctionnaires internationaux de nationalité suisse ne sont plus assurés à l'AVS/AI/APG et AC dès leur affiliation au système de prévoyance de l'organisation internationale.
- 3057 Ils ne doivent aucune cotisation sur le revenu de leur travail pour l'organisation. Il en va de même pour d'éventuels revenus tirés d'une activité accessoire hors de l'organisation. Ils doivent, en revanche, s'acquitter des cotisations paritaires leur incombant comme employeur lorsqu'ils emploient d'autres personnes dans le cadre de leur activité accessoire.

- 3058 Les fonctionnaires internationaux de nationalité suisse ont la possibilité d'adhérer sur une base volontaire soit à l'AVS/AI/APG/AC, soit à l'AC.
- 3059 Les fonctionnaires internationaux de nationalité suisse qui désirent adhérer à l'AVS/AI/APG/AC ou à l'AC présentent à cet effet une demande d'adhésion à la caisse de compensation du canton de domicile (à la Caisse de compensation des banques suisse pour le personnel de la BRI). Elle doit être accompagnée d'une attestation de l'institution de prévoyance de l'organisation indiquant la date d'affiliation obligatoire du salarié ainsi que d'une attestation de salaire.
- 3060 La demande d'adhésion doit être déposée dans un délai de 3 mois à compter de l'affiliation au système de prévoyance de l'organisation. L'inobservation des délais entraîne la perte du droit d'adhérer à l'AVS/AI/APG/AC ou à l'AC.
- 3061 L'adhésion volontaire prend effet le premier jour de l'affiliation à l'institution de prévoyance de l'organisation.
- 3062 Les fonctionnaires internationaux de nationalité suisse qui sont affiliés volontairement paient des cotisations calculées sur la rémunération versée par l'organisation, selon les taux prévus pour les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de cotiser. Les dispositions de l'AVS/AI/APG/AC ou de l'AC sont applicables.
- 3063 Ils peuvent résilier en tout temps la totalité de la couverture d'assurance choisie. Les assurés à l'AVS/AI/APG/AC peuvent maintenir leur affiliation à l'AC et résilier seulement l'AVS/AI/APG.
- 3064 La demande de résiliation doit être adressée à la caisse de compensation compétente. La résiliation prend effet dès le mois qui suit le dépôt de la requête. Le fonctionnaire n'est plus assuré jusqu'à la fin de l'engagement auprès de l'organisation.
- 3065 Lorsque l'assuré ne remplit pas ses obligations malgré une première sommation, la caisse de compensation lui envoie une seconde sommation lui impartissant un délai supplé-

mentaire de 30 jours et le menaçant d'exclusion. L'assuré qui laisse expirer le délai sans l'utiliser est exclu de l'assurance.

- 3066 L'exclusion prend effet rétroactivement au premier jour qui suit le dernier trimestre de cotisations payées.
- 3067 A partir du moment où il est exclu de l'assurance, le fonctionnaire n'est plus assuré jusqu'à la fin de l'engagement auprès de l'organisation.
Dès que le fonctionnaire cesse son activité auprès d'une organisation, il est à nouveau soumis obligatoirement à l'AVS/AI/APG et à l'AC pour les salariés s'il conserve son domicile en Suisse ou continue d'y exercer une activité lucrative.

3.5.2 Fonctionnaires internationaux de nationalité étrangère

- 3068 Les fonctionnaires internationaux étrangers ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG/AC et ne peuvent pas y adhérer volontairement²⁵.
- 3069 Les fonctionnaires internationaux étrangers ne doivent aucune cotisation sur le revenu de leur travail pour l'organisation. Il en va de même pour d'éventuels revenus tirés d'une activité accessoire hors de l'organisation. Par exemple, un traducteur, qui donne des cours de langue en dehors de ses heures de travail auprès de l'organisation, ne peut pas verser des cotisations sur les gains de cette seconde activité.
- 3070 abrogé
1/10

3.5.3 Conjoint ou partenaire enregistré non actif des fonctionnaires internationaux

- 3071 abrogé
1/10

²⁵

- 3072 Les conjoints ou les partenaires enregistrés sans activité lucrative des fonctionnaires suisses et étrangers ne sont pas assurés à l'AVS/AI/ APG mais peuvent y adhérer sur une base volontaire s'ils remplissent les conditions suivantes:
- ils ne jouissent pas eux-mêmes de privilèges et d'immunités diplomatiques (titulaires de permis);
 - ils sont domiciliés en Suisse.
- 3073 Ils doivent déposer leur demande d'adhésion à la caisse de compensation du canton de domicile. Elle doit être accompagnée d'une attestation de l'institution de prévoyance de l'organisation indiquant la date d'affiliation obligatoire du fonctionnaire ainsi que d'une attestation du salaire du fonctionnaire.
- 3074 La demande d'adhésion doit être déposée dans un délai de trois mois à compter de l'affiliation du fonctionnaire au système de prévoyance de l'organisation ou dans un délai de trois mois à compter de la cessation de l'activité lucrative. L'inobservation des délais entraîne la perte du droit d'adhérer à l'AVS/AI/APG.
- 3075 L'adhésion prend effet le premier jour de l'affiliation du fonctionnaire à l'institution de prévoyance de l'organisation ou le premier jour de la cessation de l'activité du conjoint ou du partenaire enregistré du fonctionnaire.
- 3076 Les conjoints ou les partenaires enregistrés qui sont affiliés volontairement versent des cotisations calculées sur la moitié du salaire du fonctionnaire considéré comme un revenu sous forme de rente. La fortune n'est pas prise en considération. Les dispositions de l'AVS/AI/APG sont applicables.
- 3077 Les conjoints ou les partenaires enregistrés non actifs peuvent résilier en tout temps l'AVS/AI/APG.
- 3078 La demande de résiliation doit être adressée à la caisse de compensation compétente. La résiliation prend effet dès le mois qui suit le dépôt de la requête. Le conjoint ou le partenaire enregistré non actif n'est plus assuré jusqu'à la fin de l'engagement du fonctionnaire auprès de l'organisation.

- 3079 Lorsque l'assuré ne remplit pas ses obligations malgré une première sommation, la caisse de compensation lui envoie une seconde sommation lui impartissant un délai supplémentaire de 30 jours et le menaçant d'exclusion. L'assuré qui laisse expirer le délai sans l'utiliser est exclu de l'assurance.
- 3080 L'exclusion prend effet rétroactivement au premier jour qui suit le dernier trimestre de cotisations payées. A partir du moment où il est exclu, le conjoint ou le partenaire enregistré n'est plus assuré jusqu'à la fin de l'engagement du fonctionnaire auprès de l'organisation.

3.6 Personnel d'organisations au bénéfice d'un accord fiscal

- 3081 Les ressortissants suisses qui travaillent pour l'Association internationale du trafic aérien (IATA) et la Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) sont assurés à l'AVS/AI/APG et AC. En revanche, le personnel étranger est exempté de l'AVS/AI/APG et AC en vertu de droits acquis.

3.7 Dirigeants d'une entreprise avec siège en Suisse

3.7.1 Principe

- 3082 La gestion d'une entreprise avec siège en Suisse est considérée comme une activité lucrative exercée en Suisse, même si la personne concernée est domiciliée à l'étranger²⁶. Peu importe qu'elle effectue ou non un travail personnel.
- 3083 La forme juridique sous laquelle l'entreprise est exploitée – que ce soit une raison individuelle, une société de per-

²⁶

31 août	1971	RCC 1972	p. 130	–
9 octobre	1974	RCC 1975	p. 254	–
31 janvier	1975	RCC 1975	p. 377	–
27 novembre	1980	RCC 1981	p. 490	–
31 mai	1985	RCC 1985	p. 539	–
11 février	1993	VSI 1993	p. 103	ATF 119 V 65

sonnes ou une personne morale – est, en principe, sans importance²⁷.

- 3084 Dans le cas d'une personne morale, la fonction dirigeante d'une personne résulte de la situation d'organe de l'intéressé et des pouvoirs de disposition qui en découlent²⁸.
- 3085 Celui qui a son domicile à l'étranger, mais qui est, par exemple, membre du conseil d'administration, directeur ou titulaire d'une autre fonction dirigeante d'une personne morale dont le siège est en Suisse, est considéré comme exerçant une activité lucrative en Suisse. Peu importe qu'il exerce réellement ou non les pouvoirs découlant de ses fonctions²⁹. N'est pas non plus déterminant le fait que les honoraires ne soient pas versés directement à l'intéressé mais transférés à une société établie à l'étranger. Même si aucune rétribution n'est versée à l'entreprise étrangère ou à l'intéressé, celui-ci est néanmoins considéré exercer une activité en Suisse.
- 3086 La personne remplissant les conditions susmentionnées est également considérée comme exerçant une activité lucrative en Suisse, si la personne morale ne dispose d'aucun local, ni de personnel en Suisse (société dite «domiciliée»)³⁰.
- 3087 Les associés des sociétés de personnes (société simple, société en nom collectif, société en commandite, etc.) avec siège en Suisse exercent une activité lucrative en Suisse, in-

27	9 octobre	1974	RCC 1975	p. 254	–
	27 novembre	1980	RCC 1981	p. 490	–
	21 juin	1982	RCC 1983	p. 186	–
28	31 août	1971	RCC 1972	p. 130	–
	9 octobre	1974	RCC 1975	p. 254	–
	21 juin	1982	RCC 1983	p. 186	–
	1 ^{er} octobre	1991	RCC 1991	p. 517	–
29	9 octobre	1974	RCC 1975	p. 254	–
	31 janvier	1975	RCC 1975	p. 377	–
	27 novembre	1980	RCC 1981	p. 490	–
	21 juin	1982	RCC 1983	p. 186	–
30	3 novembre	1972	RCC 1973	p. 337	–
			RCC 1973	p. 21	–
	1 octobre	1991	RCC 1991	p. 517	–
	11 février	1993	VSI 1993	p. 103	ATF 119 V 65

dépendamment de leur domicile et de leur collaboration personnelle au sein de la société³¹.

3.7.2 Exceptions

- 3088 Les personnes qui dirigent une société suisse mais résident et exercent une activité indépendante aux Etats-Unis, au Canada ou aux Philippines ne sont pas assurées à l'AVS/AI/APG (voir les n^{os} 2079 ss).
- 3089 Les ressortissants suisses ou de l'UE qui dirigent une entreprise suisse tout en exerçant en outre une activité lucrative sur le territoire d'un Etat de l'UE ne sont pas forcément assurés à l'AVS. Leur assujettissement se détermine d'après les dispositions de l'Accord avec l'UE (voir n^{os} 2009 ss). Les mêmes règles s'appliquent à l'intérieur de l'AELE. Dans ce cas, l'assujettissement se détermine selon les dispositions de l'Accord de l'AELE.

3.8 Entreprises transfrontalières

3.8.1 Accord avec l'UE et Accord de l'AELE

- 3090 4/12 Les salariés et les indépendants, ressortissants suisses ou d'un Etat de l'UE, qui exercent leur activité dans une entreprise dont le siège est en Suisse mais qui est traversée par la frontière commune entre la Suisse et un pays frontalier sont assurés à l'AVS/AI/APG/(AC), et ce également pour l'activité exercée dans la partie de l'entreprise qui n'est pas située en Suisse, sauf s'ils résident dans le pays frontalier et y exercent une partie substantielle de leur activité (art. 13 par. 1 point a) et art. 13 par. 2 point a) R 883/2004). Dans ce cas, ils sont soumis à la législation du pays frontalier. La première partie de cette règle vaut aussi pour les salariés ou les indépendants ressortissants d'un Etat de l'AELE qui exercent leur activité dans une entreprise dont le siège est en Suisse mais qui est traversée par la frontière commune entre la Suisse et le Liechtenstein ([art. 14 par. 3](#) et art. [14^{bis} par. 3 R 1408/71](#)). Le lieu de résidence du salarié n'a pas d'importance.

³¹ 31 mai 1985 RCC 1985 p. 539 –
25 avril 1986 RCC 1986 p. 483 –

3.8.2 Convention de sécurité sociale

- 3091 Pour les salariés, ni Suisses ni ressortissants d'un Etat de l'UE, la règle du n° 3090 est valable lorsqu'ils travaillent dans une entreprise traversée par la frontière avec l'Allemagne, avec la France, avec l'Italie ou avec l'Autriche. Tel est également le cas pour les salariés non ressortissants d'un Etat de l'AELE qui travaillent dans une entreprise traversée par la frontière avec le Liechtenstein.
- 3092 Pour les indépendants, ni Suisses ni ressortissants d'un Etat de l'UE, la règle du n° 3090 ne vaut que pour la France.

3.9 Requérants d'asile, personnes admises à titre provisoire et personnes à protéger sans autorisation de séjour

[\(art. 14, al. 2^{bis}, LAVS\)](#)

- 3093 Les requérants d'asile, les personnes admises à titre provisoire ainsi que les personnes à protéger sans autorisation de séjour sans activité lucrative sont, dès leur prise de domicile en Suisse, assurés à l'AVS/AI/APG (voir n° 1024). Pour l'obligation de cotiser, voir les DIN. Pour le prélèvement des cotisations, voir les DP.
- 3094 Par contre, ceux qui exercent une activité lucrative sont assurés obligatoirement dans tous les cas, quelle que soit la durée de leur séjour en Suisse.

3.10 Réfugiés et apatrides

- 3095 Les réfugiés et les apatrides vivant sur le territoire de l'UE, resp. sur le territoire de l'AELE, sont traités comme les ressortissants de l'UE, resp. de l'AELE.

3.11 Personnel des organisations d'entraide et du CICR ([art. 1a, al. 1, let. c, ch. 2 et 3, LAVS](#); [art. 1](#) et [1a RAVS](#))

- 3096
1/10 Les ressortissants suisses qui travaillent hors de l'UE ou hors de l'AELE et hors des Etats contractants pour le CICR ou pour l'une des organisations d'entraide mentionnées ci-dessous sont assurés obligatoirement à l'AVS/AI/APG et AC:
- toutes les organisations membres de l'association faîtière Pain pour le prochain, Berne (la liste est disponible sous <http://www.ppp.ch/cms/>);
 - Brücke – Le Pont, Saint-Ours;
 - CARITAS, Lucerne;
 - FASTENOPFER, Lucerne;
 - toutes les organisations membres de l'association faîtière Fédération Genevoise de Coopération, Genève (la liste est disponible sous www.fgc.ch);
 - toutes les organisations membres de l'association faîtière FEDEVACO Fédération Vaudoise de Coopération, Mauraz (la liste est disponible sous www.fedevaco.ch);
 - HELVETAS, Zurich;
 - Hilfswerk der Evangelischen Kirchen der Schweiz HEKS, Zurich;
 - INTERCOOPERATION, Berne;
 - Medair, Ecublens;
 - Médecins sans frontières Suisse (MSF), Genève;
 - Schweiz. Arbeiterhilfswerk, Zurich;
 - Schweizerisches Rotes Kreuz, Berne;
 - Stiftung Kinderdorf Pestalozzi SKIP, Trogen;
 - SWISSAID, Berne;
 - SWISSCONTACT, Zurich;
 - TERRE DES HOMMES, Lausanne;
 - Terre des hommes suisse, Bâle / Genève;
 - toutes les organisations membres de l'association faîtière UNITE, Berne; à cet égard, voir liste sous www.unite-ch.org.
- 3097
1/11 Cette règle s'applique également aux ressortissants de la Serbie, du Monténégro et de Bosnie-Herzégovine (AVS/AI seulement). Les ressortissants de l'UE et de l'AELE ne sont en principe pas assurés. En cas de doute, de plus amples renseignements peuvent être obtenus auprès de l'OFAS.

3098 Lorsque les organisations d'entraide octroient à leurs travailleurs et aux membres de leurs familles de la nourriture et un logement gratuitement, les évaluations de l'[art. 11 RAVS](#) doivent être appliquées (voir à ce sujet les DSD).

3.12 Personnes sans activité lucrative

3.12.1 Personnes domiciliées en Suisse

3099 Les personnes sans activité lucrative sont assurées à l'AVS/AI/APG si elles sont domiciliées en Suisse ([art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#)). Pour la définition du domicile, voir les n^{os} 1017 ss.

3100 A l'exception des personnes qui:

- sont mariées ou liées par un partenariat enregistré à un fonctionnaire international (voir les n^{os} 3071 ss) ou
- bénéficient de privilèges et d'immunités au titre de conjoint, de partenaire enregistré ou d'enfant sans activité lucrative d'un membre du personnel d'une mission diplomatique, permanente, spéciale ou d'autres représentations auprès des organisations intergouvernementales ou encore d'un poste consulaire ([art. 1b RAVS](#); n^o 3019).

3101 Selon l'art. 16 par. 2 R 883/2004 (UE), resp. l'[art. 17bis](#)
4/12 [R 1408/71](#) (AELE), les titulaires d'une ou de plusieurs rentes dues au titre de la législation d'un ou de plusieurs Etat membres de l'UE/AELE qui résident en Suisse sans y exercer d'activité lucrative peuvent demander l'exemption de l'application de la législation suisse d'assurances sociales.

3102 En Suisse, l'autorité compétente pour traiter ces demandes
1/12 est l'OFAS. Pour des raisons d'égalité de traitement entre les ressortissants suisses et ceux de l'UE, resp. de l'AELE, et en application de l'[art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#), les demandes d'exemption de l'assujettissement à l'AVS/AI/APG sont systématiquement rejetées.

3.12.2 Personnes non actives domiciliées à l'étranger

3103 Les personnes sans activité lucrative qui sont domiciliées à
1/12 l'étranger ne sont pas assurées à l'AVS/AI/APG, à l'exception de celles qui sont mentionnées aux n^{os} 3104 ss. Si elles souhaitent continuer d'être assurées à l'AVS, elles doivent – dans la mesure du possible – déposer une demande pour continuer l'AVS (cf. chapitre 4.2 concernant les étudiants sans activité lucrative domiciliés à l'étranger), resp. une demande d'adhésion à l'assurance obligatoire (cf. chapitre 4.4 concernant l'adhésion volontaire des personnes sans activité lucrative accompagnant à l'étranger leur conjoint assuré) ou à l'assurance AVS/AI facultative (cf. chapitre 4.5 concernant l'assurance facultative).

3.12.3 Membres de la famille qui accompagnent à l'étranger une personne assurée à l'AVS

3104 En principe, les membres de la famille assurés jusque-là à
4/12 l'AVS (conjoints, partenaires enregistrés ou enfants) qui accompagnent une personne qui reste assurée en Suisse durant son activité à l'étranger (détachement, diplomate, dérogation) ne sont pas assurés à l'AVS/AI/APG. Toutefois, des dispositions particulières applicables aux membres de la famille sans activité lucrative se trouvent dans les conventions de sécurité sociale suivantes. Dans les Etats marqués d'un *, les dispositions des conventions sont seulement applicables membres de la famille qui accompagnent dans l'Etat concerné une personne détachée qui n'est ni ressortissante de l'UE ni ressortissante suisse. En Islande (**), seuls les membres de la famille non actifs de ressortissants d'Etats membres de l'AELE sont assurés à l'AVS/AI/APG.

Australie	Art. 8 let. B al. 3	Islande**	Accord de l'AELE
Autriche*	Art. 11	Japon	Art. 11 al. 2
Bulgarie*	Art. 11	Liechtenstein	Accord de l'AELE , resp. Art. 8a
Canada	Prot. final ch. 5	Macédoine	Art. 11
Chili	Art. 10	Norvège	Accord de l'AELE , resp. art. 8 al. 1 let. a
Chypre*	Art. 11	Philippines	Art. 13
Croatie	Art. 11	Portugal*	Art. 7a
Danemark*	Art. 11a	République tchèque*	Art. 11
Hongrie*	Art. 10	Slovaquie*	Art. 11
Inde	Art. 11	Slovénie*	Art. 11
Irlande*	Art. 10	USA	Art. 6 al. 2 3^e phrase

3105 Les détails relatifs aux dispositions des conventions de sécurité sociale qui règlent l'assujettissement conjoint des membres de la famille se trouvent directement dans les chapitres concernant le détachement ainsi que dans le chapitre concernant le droit applicable à certaines catégories particulières.

3106—
3111 abrogés
1/12

4. Adhésion à l'assurance

4001 Les personnes qui ne sont pas assurées obligatoirement à l'AVS/AI/APG/(AC) peuvent, dans certains cas, y adhérer volontairement.

4.1 Assurance continuée pour les personnes qui travaillent à l'étranger pour un employeur en Suisse ([art. 1a, al. 3, let. a, LAVS](#); [art. 5 à 5c RAVS](#))

4002 Les personnes, de nationalité suisse ou étrangère, travaillant hors du territoire suisse pour le compte d'un employeur en Suisse peuvent, à certaines conditions, rester assurées à l'AVS/AI/APG et AC obligatoire.

4.1.1 Conditions

– travailler pour le compte d'un employeur en Suisse

4003 Par «employeur en Suisse», il faut comprendre tous les employeurs au sens de l'[art. 12 LAVS](#).

4004 Travaillent à l'étranger pour le compte d'un employeur en Suisse les personnes qui se trouvent dans un rapport de dépendance et de subordination, au sens de l'AVS, avec cet employeur (voir DSD)³² et sont rémunérées par cet employeur pour cette activité.

4005 Si la personne est rémunérée pour la même activité aussi bien depuis la Suisse que depuis l'étranger, on admet qu'il y a un employeur en Suisse seulement si celui-ci s'engage à verser les cotisations sur l'intégralité de la rémunération (y compris les gains alloués par l'employeur à l'étranger). Cela vaut même si l'employeur suisse et celui à l'étranger sont juridiquement et économiquement indépendants l'un de l'autre (p. ex. filiale).
Exemple: Un travailleur reçoit 4000 francs de la maison-mère en Suisse et 2000 francs de la filiale à l'étranger. Il peut continuer l'assurance si l'entreprise en Suisse accepte de payer les cotisations sur 6000 francs.

– cinq années consécutives d’assujettissement

- 4006 Pour pouvoir continuer l’assurance, le salarié d’un employeur en Suisse doit avoir été soumis à l’assurance AVS/AI obligatoire ou facultative pendant cinq années consécutives au moins avant:
- le début de l’activité à l’étranger ou
 - avant le terme de la période de détachement admise par une convention de sécurité sociale.
- 4007 La condition d’assurance préalable est remplie lorsque la personne a été assurée (en vertu de l’[art. 1a, al. 1, 3 et 4, LAVS](#), de l’[art. 2 LAVS](#), en vertu de l’Accord avec l’UE, de l’Accord de l’AELE, d’une convention de sécurité sociale ou en vertu d’un accord de siège) pendant cinq années entières consécutives à l’AVS/AI. Une année est considérée comme entière lorsque la personne a été assurée pendant au moins 11 mois et un jour.
- 4008 Il n’est pas requis que la personne ait été tenue de cotiser pendant ces années-là. Si elle n’était pas astreinte à payer des cotisations pendant cette période en raison de son âge ([art. 3, al. 2, let. a et d, LAVS](#)) ou de son état civil ([art. 3, al. 3, let. a et b, LAVS](#)), les années de domicile en Suisse comptent comme années d’assurance.
- 4009 Les personnes assurées à l’AVS/AI facultative et qui sont en
4/12 gagés à l’étranger par un employeur en Suisse peuvent également adhérer volontairement à l’AVS/AI/APG et AC obligatoire. Dans ce cas, les années d’assujettissement à l’assurance facultative sont prises en considération.
- 4010 abrogé
4/12

– accord de l’employeur

- 4011 L’employeur doit s’engager à décompter les cotisations sur la totalité du gain retiré par le salarié de cette activité (y compris les rétributions versées pour cette même activité par un employeur à l’étranger).

4012 Si l'employeur ne donne pas son accord, la demande d'adhésion n'est pas valable. En cas de litige entre le salarié et l'employeur sur ce point, l'affaire doit être tranchée par le juge civil.

4.1.2 Procédure

4013 L'AVS/AI/APG et AC obligatoire ne peut être continuée que sur requête écrite. La demande doit être signée par le salarié et l'employeur.

4014 La demande doit être adressée à la caisse de compensation de l'employeur dans un délai de 6 mois à compter du jour où le salarié remplit les conditions pour continuer l'AVS/AI/APG et AC.

4015 Passé ce délai, il n'est plus possible de continuer l'assurance.

4016 La demande doit notamment mentionner:

- les données personnelles du salarié;
- le montant du salaire (y compris les rétributions versées pour cette même activité par un employeur à l'étranger);
- la date du début de l'activité ou de la fin du détachement.

4017 Elle doit être accompagnée, dans la mesure du possible, des pièces attestant de l'assujettissement préalable, soit:

- certificats de salaire pour les personnes soumises comme salariées;
- décisions de cotisations pour les personnes ayant été assurées comme indépendantes, comme non actives ou comme salariées dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations;
- attestation de domicile ou permis de séjour pour les personnes qui n'étaient pas tenues de cotiser;
- attestation des périodes d'assurance accomplies dans un Etat de l'UE, resp. dans un Etat de l'AELE.

4018 Sur la base des pièces fournies par le requérant et de ses propres pièces ou de celles d'autres caisses, la caisse compétente examine si les conditions pour continuer l'assurance sont remplies.

- 4019 1/10 Si la demande est rejetée (demande tardive, durée d'assujettissement préalable inférieure à cinq ans), la caisse notifie le refus à l'employeur dans une décision sujette à opposition. Elle envoie une copie de la décision au salarié.
- 4020 1/10 Le tribunal cantonal des assurances où l'employeur a son siège ou son domicile est compétente en cas de recours contre la décision sur opposition de la caisse de compensation ([art. 200 RAVS](#)).
- 4021 Si la demande est admise, la caisse informe l'employeur qu'il peut décompter. Elle envoie une copie au salarié.

4.1.3 Dispositions transitoires relatives à la 10^e révision de l'AVS

- 4022 Les ressortissants suisses et les étrangers qui leur sont assimilés qui, au 31 décembre 1996, travaillaient déjà à l'étranger pour le compte d'un employeur en Suisse et étaient assurés obligatoirement en vertu de l'ancien art. 1, al. 1, let. c, LAVS continuent d'être assurés jusqu'à la cessation des rapports de service.
Ils ne continuent de payer des cotisations qu'aux régimes auxquels ils étaient précédemment affiliés (p. ex. AVS/AI pour les Français). S'ils reçoivent une partie de leur salaire d'un employeur à l'étranger, l'employeur en Suisse doit dorénavant acquitter des cotisations sur la totalité des gains acquis en Suisse et à l'étranger.
- 4023 Si les intéressés (à l'exception des ressortissants suisses au service de la Confédération) ne veulent toutefois pas attendre la cessation des rapports de service pour ne plus être assurés, ils doivent l'indiquer à la caisse de compensation de leur employeur. La sortie de l'AVS/AI/APG et AC obligatoire prend effet le 1^{er} jour du mois qui suit leur déclaration.

4.1.4 Cotisations

- 4024 Les cotisations sont dues à compter du jour où l'assuré remplit les conditions des n^{os} 4003 ss.

- 4025 Les dispositions relatives à la perception des cotisations dans l'AVS/AI (DP) sont applicables.
- 4026 Les employeurs en Suisse doivent s'acquitter des cotisations dues sur la totalité du salaire déterminant (y compris sur les gains alloués par un employeur étranger pour la même activité).
- 4027 Pour ce qui est des frais de voyage et de représentation, voir les DSD.

4.1.5 Fin de l'assurance

– Résiliation

- 4028 L'assuré et l'employeur peuvent résilier l'assurance d'un commun accord pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de 30 jours.
- 4029 L'employeur reste tenu d'acquitter les cotisations jusqu'au jour où la résiliation prend effet.

– Changement d'employeur

- 4030 L'assurance continuée cesse en principe dès que l'assuré ne se trouve plus dans la relation de travail qui lui avait permis de continuer l'AVS/AI/APG et AC.
- 4031 Si le nouvel employeur est en Suisse, il est toutefois possible de continuer l'assurance sur demande. Pour la nouvelle demande, les n^{os} 4003 ss sont applicables. Le délai fixé au n^o 4014 doit notamment être respecté.

4.2 Assurance continuée des étudiants sans activité lucrative domiciliés à l'étranger

[\(art. 1a, al. 3, let. b, LAVS; art. 5g à 5i RAVS\)](#)

- 4032 Les étudiants sans activité lucrative peuvent, à certaines conditions, continuer l'assurance lorsqu'ils étudient à l'étranger.

4.2.1 Conditions

– être domicilié à l'étranger

4033 Les étudiants doivent avoir leur domicile à l'étranger, c'est-à-dire y avoir le centre de leur existence, de leurs rapports personnels, de leurs intérêts économiques, familiaux et professionnels au sens du n° 1023. Peu d'étudiants rempliront cette condition mais l'on peut présumer que ce sera le cas, par exemple, des étudiants mariés ou liés par un partenariat enregistré qui partent avec leur famille.

4034 Les étudiants qui conservent leur domicile en Suisse pendant 1/10 leurs études à l'étranger sont assurés obligatoirement ([art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#)).

– avoir moins de 30 ans

4035 Passé le 31 décembre de l'année où ils ont eu 30 ans les étudiants ne peuvent plus continuer l'assurance.

– ne pas exercer d'activité lucrative

4036 L'assurance n'est ouverte qu'aux étudiants qui n'exercent aucune activité lucrative. Pour ceux qui travaillent, ce sont les règles générales qui s'appliquent (cf. chapitre 2).

– cinq ans d'assurance préalable

4037 Pour pouvoir continuer l'assurance, les étudiants doivent avoir été soumis à l'assurance obligatoire ou facultative pendant cinq années consécutives au moins immédiatement avant le début de leurs études à l'étranger.

4038 Les n^{os} 4006 à 4009 s'appliquent par analogie.

4.2.2 Procédure

4039 L'AVS/AI/APG obligatoire ne peut être continuée que sur requête écrite accompagnée de l'attestation d'immatriculation dans un établissement d'instruction.

- 4040 La demande doit être adressée à la Caisse suisse de compensation dans un délai de 6 mois à compter du début de la formation.
- 4041 Passé ce délai, il n'est plus possible de continuer l'assurance.

4.2.3 Fin de l'assurance

– Résiliation

- 4042 Les étudiants peuvent résilier l'assurance pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de 30 jours.
- 4043 Les étudiants restent tenu d'acquitter les cotisations jusqu'au jour où la résiliation prend effet.

– Exclusion

- 4044 Les assurés sont exclus avec effet rétroactif de l'assurance s'ils n'ont pas acquitté entièrement leur cotisation annuelle jusqu'au 31 décembre de l'année civile suivante. Il en va de même s'ils ne remettent pas à la caisse de compensation jusqu'au 31 décembre de l'année suivante les justificatifs qui leur ont été demandés. Avant l'expiration du délai d'une année, la caisse de compensation adresse aux assurés, sous pli recommandé, une sommation les menaçant d'exclusion.

– Autres circonstances

- 4045 L'assurance cesse le 31 décembre de l'année où les étudiants ont 30 ans.

4.3 Adhésion volontaire à l'AVS/AI/APG obligatoire pour les personnes qui ne sont pas assurées en Suisse en raison de l'Accord avec l'UE, de l'Accord de l'AELE ou d'une convention de sécurité sociale
[\(art. 1a, al. 4, let. a, LAVS; art. 5d à 5f RAVS\)](#)

- 4046 1/12 Les personnes qui ont leur domicile civil en Suisse et sont obligatoirement assujetties à une assurance de sécurité sociale étrangère en application de l'Accord avec l'UE, resp. de l'Accord de l'AELE, ou d'une convention de sécurité sociale peuvent adhérer volontairement à l'AVS/AI/APG/(AC) obligatoire. Toutefois, les personnes qui, en raison de l'existence d'un accord particulier selon les conventions de sécurité sociale, l'Accord avec l'UE ou l'Accord de l'AELE, sont obligatoirement assujetties auprès d'une assurance de sécurité sociale étrangère, ne peuvent toutefois pas adhérer volontairement à l'AVS/AI/APG/(AC). Les personnes domiciliées en Suisse et qui exercent une activité lucrative dans un Etat non contractant sont obligatoirement assurées ([art. 1a, al. 1, let. a, LAVS](#)), raison pour laquelle elles ne doivent pas adhérer à l'assurance.
- 4047 La nationalité n'est pas déterminante. Aucun rapport préalable d'assurance n'est exigé.

4.3.1 Procédure

- 4048 L'adhésion peut être réclamée en tout temps. La demande d'adhésion n'a d'effet rétroactif que si elle est déposée dans un délai de 6 mois à compter du premier jour où l'Accord avec l'UE, resp. l'Accord de l'AELE, ou la convention internationale de sécurité sociale, déploie ses effets.
- 4049 Passé ce délai, l'adhésion prend effet à partir du premier jour du mois qui suit celui du dépôt de la demande.
- 4050 La demande d'adhésion doit être adressée à la caisse de compensation du canton de domicile. Elle doit notamment contenir les indications suivantes:
- les données personnelles;
 - le montant des revenus acquis à l'étranger et en Suisse;
 - la date d'assujettissement à l'assurance étrangère.

4051 La demande d'adhésion doit être accompagnée des justifica-
4/12 tifs suivants:

- une attestation d'assujettissement à l'institution étrangère d'assurance-vieillesse et survivants. Pour les salariés, une attestation de l'employeur suffit. L'assujettissement d'une activité lucrative indépendante exercée dans un seul Etat de l'UE découle directement de l'Accord avec l'UE. Etant donné que l'attestation A1 et le [formulaire E 101](#) n'ont pas été prévus pour un tel cas, il faut renoncer à une attestation;
- une attestation de domicile ou une copie du permis de résidence.

4052 La caisse examine si les conditions d'adhésion sont remplies.
1/10 Si la demande est rejetée, la caisse notifie à l'intéressé une décision de refus sujette à opposition. Si elle est admise, la caisse affine cette personne comme un salarié d'un employeur non tenu de payer des cotisations ([art. 6 LAVS](#)) ou, le cas échéant, comme une personne exerçant une activité lucrative indépendante ([art. 8 LAVS](#)) et fixe les cotisations dans une décision sujette à recours.

4.3.2 Cotisations

4053 Les cotisations sont dues à compter du jour où la demande
1/10 d'adhésion prend effet (voir les n^{os} 4048 et 4049).

4054 Les assurés doivent verser des cotisations sur la totalité de leurs gains acquis en Suisse et à l'étranger.

4055 Les dispositions relatives à la perception des cotisations dans l'AVS/AI (DIN et DP) sont applicables.

4.3.3 Fin de l'assurance

– résiliation

4056 Les assurés peuvent résilier l'assurance pour la fin d'un mois civil, moyennant un préavis de 30 jours.

4057 Les assurés restent tenu d'acquitter les cotisations jusqu'au jour où la résiliation prend effet.

– exclusion

- 4058 Lorsque les assurés ne remplissent pas leurs obligations malgré une première sommation, la caisse de compensation leur envoie une seconde sommation leur impartissant un délai supplémentaire de 30 jours et les menaçant d'exclusion. Les assurés qui laissent expirer le délai sans l'utiliser sont exclus de l'assurance.
- 4059 L'exclusion s'effectue au moyen d'une décision.
- 4060 L'exclusion prend effet au premier jour de la période de paiement pour laquelle les assurés n'ont pas rempli leurs obligations.

4.4 Adhésion volontaire des personnes sans activité lucrative accompagnant à l'étranger leur conjoint ou leur partenaire enregistré assuré

[\(art. 1a, al. 4, let. c, LAVS; art. 5j et 5k RAVS\)](#)

- 4061 Les personnes mariées ou liées par un partenariat enregistré, 1/10 domiciliées à l'étranger, peuvent adhérer à l'assurance, si:
- elles n'exercent aucune activité lucrative;
 - leur conjoint ou leur partenaire enregistré est actif et assuré en vertu des [art. 1a, al. 1, let. c, ou al. 3, let. a, LAVS](#) ou en vertu d'une convention internationale;
 - elles ne sont pas des conjoints de frontaliers.
- Les membres de la famille qui accompagnent à l'étranger une personne assurée à l'AVS/AI/APG et qui sont également assurés en vertu d'une convention de sécurité sociale (voir n^{os} 3104 ss) ne doivent pas adhérer à l'assurance.
- 4062 Sont considérés comme assurés en vertu d'une convention internationale:
- les travailleurs détachés dans un Etat de l'UE au sens de l'Accord avec l'UE, ceux détachés dans un Etat de l'AELE en vertu de l'Accord de l'AELE ainsi que les travailleurs détachés en vertu d'une convention de sécurité sociale de la Suisse vers un Etat contractant;
 - le personnel des missions diplomatiques, des services officiels, des entreprises de transport international par rail, route et air, les marins de haute mer assurés à l'AVS en

vertu d'une disposition particulière de l'Accord avec l'UE ou de l'Accord de l'AELE ou d'une convention;

- toute personne assurée en vertu de la clause échappatoire figurant dans une convention, dans l'Accord avec l'UE ou dans l'Accord de l'AELE.

Les frontaliers qui travaillent en Suisse ne sont pas considérés comme tels.

- 4063 Elles n'ont pas besoin d'avoir été assurées au préalable en Suisse pour pouvoir adhérer.
- 4064 Celui ou celle qui épouse ou enregistre un partenariat avec une personne assurée obligatoirement à l'AVS/AI/APG/(AC) peut faire acte d'adhésion, si les conditions fixées aux n^{os} 4061 ss sont remplies.

4.4.1 Procédure

- 4065 L'adhésion doit être demandée par écrit à la caisse de compensation du conjoint ou du partenaire enregistré actif.
- 4066 Si la déclaration d'adhésion est déposée dans un délai de six mois à compter du jour où les conditions sont remplies, l'assurance est continuée sans interruption.
- 4067 Si la déclaration est déposée plus tard, l'assurance commence le premier jour du mois qui suit celui du dépôt de la déclaration.
- 4068 Il faut inscrire au compte individuel la durée de cotisation (mois et année) ainsi qu'un revenu de zéro complété par le code D (voir Directives techniques pour l'échange informatisé des données avec la Centrale (DT), 2^e partie, chap. 2.2 « Enregistrements de données », champ 26). Au titre d'explication pour le code D, il faut indiquer sur l'extrait de CI «conjoint non actif à l'étranger». A ce sujet, voir les D CA/CI.

4.4.2 Fin de l'assurance

- 4069 Les n^{os} 4042 à 4044 s'appliquent par analogie pour la résiliation et l'exclusion de l'assurance.

4.5 Assurance facultative ([art. 2 LAVS](#))

- 4070 Les ressortissants suisses et ceux d'un Etat de l'UE ou de l'AELE qui ne sont pas assurés en vertu de l'[art. 1a LAVS](#) peuvent adhérer à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité facultative aux conditions suivantes:
- 4071 – ils résident dans un Etat qui n'est pas membre de l'Union européenne ou de l'AELE et,
– ils ont été assurés pendant cinq années consécutives au moins immédiatement avant la sortie de l'assurance obligatoire. Les périodes d'assurance préalable accomplies dans un Etat de l'UE ou de l'AELE ne sont pas prises en compte pour l'accomplissement de la période d'assurance préalable de cinq ans.
- 4072 L'adhésion doit être déposée dans un délai d'un an à compter de la sortie de l'assurance obligatoire auprès de la Caisse suisse de compensation à Genève. Pour le détail, voir les DAF.

4.6 Autre possibilité d'adhésion

- 4073 Pour l'adhésion volontaire des ressortissants suisses exemptés en vertu d'un accord de siège voir les n^{os} 3056 ss.

5. Exemptions

5001 Les personnes qui sont assurées obligatoirement peuvent, dans certains cas, en être dispensées.

5.1 Exemption pour cumul de charges trop lourdes ([art. 1a, al. 2, let. b, LAVS](#))

5002 Lorsqu'une convention de sécurité sociale, le R 883/2004 ou 4/12 le [R 1408/71](#) est applicable, il ne peut pas y avoir d'exemption pour cumul de charges trop lourdes.

5.1.1 Conditions de forme

5003 La caisse n'examinera les conditions matérielles que si les conditions formelles sont remplies par l'assuré.

5004 L'exemption de l'assurance ne peut avoir lieu que sur requête de l'assuré. L'employeur n'est pas habilité à demander en son nom et pour son compte l'exemption de l'un de ses salariés³³.

5005 Les demandes d'exemption de l'AVS/AI/APG suisse doivent 1/10 être adressées par écrit à la caisse de compensation compétente, accompagnées des pièces justificatives nécessaires. Elles doivent notamment contenir les indications suivantes:

- les données personnelles du requérant;
- le motif d'exemption;
- la désignation de l'assurance officielle étrangère;
- le montant du revenu total de l'activité lucrative et des cotisations courantes à l'assurance étrangère;
- la date de l'affiliation à l'assurance étrangère, la date de la constitution du domicile ou du début de l'exercice de l'activité lucrative en Suisse.

Ces pièces justificatives doivent être traduites dans la langue officielle du canton où la demande est déposée, faute de quoi cette dernière sera rejetée ([art. 33a PA](#)).

5006 L'assuré doit prouver son affiliation à une institution officielle étrangère d'assurance-vieillesse et survivants. Une attesta-

³³ 28 novembre 1967

RCC 1968 p. 200

ATFA 1967 p. 217

tion de l'employeur qui procède au décompte avec l'assurance étrangère suffit. Le fardeau de la preuve repose donc sur l'assuré.

5.1.2 Conditions de fond

- 5007 Les personnes, quelle que soit leur nationalité, qui sont affiliées à une institution officielle étrangère d'assurance-vieillesse et survivants peuvent, sur présentation d'une requête, se faire exempter de l'AVS/AI/APG obligatoire, si l'assujettissement à celle-ci constituait pour elles un cumul de charges trop lourdes.
- 5008 Les exigences posées au n° 5007 sont cumulatives; ce sont
1/10 – l'affiliation obligatoire à une institution officielle étrangère d'assurance-vieillesse et survivants
et
– la charge trop lourde constituée par le paiement simultané de cotisations à l'assurance suisse et à celle de l'Etat étranger.
- 5009 L'institution officielle étrangère d'assurance-vieillesse et survivants doit être une assurance régie par le droit public.
- 5010 On vise par là les assurances d'Etats étrangers. Parmi elles figurent également les assurances qui n'englobent pas l'ensemble des habitants d'un Etat mais seulement certaines catégories de la population, comme les salariés, par exemple, ou seulement certains groupes professionnels, comme les mineurs, les marins ou les travailleurs de la branche des transports.
- 5011 Le rattachement de l'intéressé à l'institution officielle étrangère doit être obligatoire. Le paiement volontaire de cotisations à une telle institution ne constitue pas une double charge trop lourde.
- 5012 Le rattachement à une compagnie privée d'assurance est assimilé à l'affiliation à une institution officielle étrangère d'assurance-vieillesse et survivants lorsque, d'après la légi-

slation interne de l'Etat étranger, ce rattachement tient lieu d'assurance obligatoire³⁴.

- 5013 1/10 En cas de doute, l'OFAS décide si une assurance-vieillesse et survivants étrangère peut être reconnue comme institution au sens du n° 5003.
- 5014 La protection accordée par l'institution d'assurance doit couvrir en tout cas les conséquences économiques de la vieillesse et du décès. Cette condition n'est pas remplie lorsque l'assurance ne couvre que l'un de ces deux risques ou couvre un autre genre de risques comme, par exemple, la maladie ou les accidents.
- 5015 Chaque requête d'exemption doit être examinée sous l'angle de la double charge trop lourde.
- 5016 On ne peut admettre l'existence d'une double charge trop lourde que dans les cas où une personne est tenue d'acquitter des cotisations sur le même revenu tant à l'assurance suisse qu'à l'assurance officielle étrangère³⁵.
- 5017 La double charge est considérée comme trop lourde lorsque le paiement simultanément de cotisations aux deux assurances crée de sérieuses difficultés financières à l'assuré³⁶. De telles difficultés sont présumées lorsque la charge totale représentée par les cotisations à la charge du salarié aux assurances sociales correspond à 15% ou plus du revenu. En ce qui concerne les assurances sociales suisses, il faut également prendre en considération, dans ces 15%, les cotisations dues à l'AI, l'APG et l'AC par les salariés. Les contributions aux autres assurances sociales ne sont pas prises en compte.
- 5018 Si la charge totale représentée par les cotisations aux assurances sociales n'atteint pas le 15% du revenu, on présume qu'il n'y a pas double charge trop lourde. La preuve du contraire établie par l'assuré en considération de l'ensemble de

³⁴	10 juin	1949	RCC 1949 p. 292	ATFA 1949 p. 31
³⁵	31 mai	1985	RCC 1985 p. 539	—
³⁶	27 mai	1964	RCC 1965 p. 33	—
	20 juillet	1982	RCC 1983 p. 312	—

sa situation économique, y compris les charges familiales, demeure réservée.

5.1.3 Décision

- 5019 La caisse de compensation doit statuer sur la demande en notifiant une décision sujette à opposition. Le refus ou l'admission de la demande doit être motivé. Si la demande est admise, il faut indiquer la date à partir de laquelle l'exemption prend effet.
- 5020 Si l'employeur du requérant est tenu de payer des cotisations au sens de l'[art. 12 LAVS](#), une copie de la décision doit lui être remise. Une copie doit également être envoyée à la Centrale de compensation, Registres centraux, 1211 Genève 2.

5.1.4 Effets de l'exemption

- 5021 L'exemption ne vaut que pour les cotisations à l'AVS/AI/APG. Les cotisations à l'AC doivent être acquittées³⁷.
- 5022 L'exemption vaut en principe pour l'avenir et prend effet le premier jour du mois suivant le dépôt de la requête³⁸. Ainsi, tant qu'une décision confirmant l'exemption n'a pas été rendue, les cotisations sont dues.
- 5023 L'exemption a toutefois un effet rétroactif au-delà de la date de ce dépôt lorsqu'un assuré:
- est assujéti pour la première fois et qu'il n'a versé aucune cotisation jusqu'au moment du dépôt de la requête d'exemption;
 - ou justifie d'une affiliation rétroactive à une assurance obligatoire étrangère;
 - ou requiert son exemption dans les trois mois qui suivent son adhésion à la caisse de pension d'une organisation internationale³⁹.

³⁷	25 février	1991	RCC 1991	p. 214	ATF 117	V	1
	29 décembre	1994	VSI 1995	p. 194	ATF 120	V	401
³⁸	4 mai	1972	RCC 1972	p. 624	ATF 98	V	183
³⁹	4 mai	1972	RCC 1972	p. 624	ATF 98	V	183
	4 avril	1985	RCC 1985	p. 399	ATF 111	V	65

- 5024 L'exemption de l'assurance s'applique à la personne elle-même et est également valable pour toute activité accessoire⁴⁰.

5.1.5 Conséquences administratives de la disparition des motifs d'exemption

- 5025 Si la caisse de compensation constate que les motifs d'exemption ont disparu, elle prononce d'office ou sur demande de l'intéressé la réintégration dans l'assurance obligatoire. Une copie de la décision doit être remise à l'employeur, s'il est tenu de payer des cotisations au sens de l'[art. 12 LAVS](#), et à la Centrale de compensation, Registre centraux, 1211 Genève 2.
En cas de réintégration rétroactive, les cotisations arriérées non encore prescrites doivent être réclamées.
- 5026 La Centrale de compensation note dans le registre central des assurés les exemptions et les réintégrations communiquées par les caisses de compensation conformément aux n^{os} 5019 et 5025 et en informe les caisses de compensation lors de rassemblement de comptes (y compris les rassemblements des copies ou des extraits de CI) ou si des questions sont posées au registre central des assurés.
- 5027 Sur la base des inscriptions au CI communiquées par les caisses de compensation à la centrale, cette dernière recherche périodiquement les revenus qui concernent des personnes exemptées et qui ont fait l'objet d'une communication. Elle en informe aussitôt les caisses de compensation concernées. Les caisses de compensation examinent alors si, dans chacun de ces cas, les motifs d'exemption sont encore remplis et, le cas échéant, restituent les cotisations.
- 5028 Si la caisse constate que les motifs d'exemption ne sont plus remplis, bien que la personne concernée se trouve encore dans la même relation de travail qui lui avait autrefois permis d'obtenir l'exemption, elle prononce une décision de réintégration conformément au n^o 5025.

- 5029 Si la caisse constate que la personne concernée ne se trouve plus dans la relation de travail qui lui avait autrefois permis d'obtenir l'exemption, une décision au sens du n° 5025 n'est pas nécessaire, pour autant que la caisse à qui s'adresse la Centrale de compensation ne soit pas la même que celle qui avait autrefois prononcé la décision d'exemption. La caisse en question envoie néanmoins à la centrale et à la caisse qui avait autrefois accordé l'exemption une communication, dont le contenu est le suivant:
- le n° AVS à 13 chiffres;
 - le nom et le prénom;
 - la date exacte à laquelle l'exemption a pris fin.
- 5030 La centrale enregistre la fin de l'exemption comme une ré-intégration au sens du n° 5025.
- 5031 Il faut prêter une attention particulière aux communications qui concernent des revenus accessoires (n° 5024). La caisse à qui la Centrale de compensation s'est adressée doit, dans de tels cas, se mettre en contact avec la caisse qui a prononcé la décision d'exemption et déterminer si l'exemption est toujours valable. Dans l'affirmative, elle doit rembourser d'office les cotisations. Si les motifs d'exemption ont disparu, la caisse qui avait prononcé la décision d'exemption agit conformément au n° 5025.

5.2 Exemption pour les indépendants et les salariés dont l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations ne remplissant les conditions d'assurance que pour une période relativement courte
 ([art. 1a, al. 2, let. c, LAVS](#); [art. 2 RAVS](#))

- 5032 Les indépendants et les salariés dont l'employeur n'est pas
 1/12 tenu de payer des cotisations qui ne remplissent les conditions d'assujettissement à l'AVS/AI/APG/(AC) que pour une période relativement courte ne sont pas obligatoirement assurés à l'AVS/AI/APG/(AC).
- 5033 Si les dispositions de l'Accord avec l'UE, resp de l'Accord de
 1/12 l'AELE, ou d'une convention de sécurité sociale prévoient, dans un cas d'espèce, un assujettissement à l'AVS, l'exemption pour les indépendants et les salariés dont

l'employeur n'est pas tenu de payer des cotisations ne remplissant les conditions d'assurance que pour une période relativement courte n'est pas applicable.

- 5034 Remplit les conditions de l'activité lucrative en Suisse pour une période relativement courte celui qui est domicilié à l'étranger et exerce une activité lucrative en Suisse:
- 5035 – comme salarié d'un employeur non tenu de payer des cotisations au sens de l'[art. 12 LAVS](#) pendant une durée de trois mois consécutifs au maximum par année civile ([art. 2 RAVS](#))⁴¹;
- 5036 – comme travailleur indépendant pendant une durée de trois mois consécutifs au maximum par année civile ([art. 2 RAVS](#)).
- 5037 Les conditions d'assurance doivent être remplies pour une période relativement courte mais sur la durée d'une année civile au moins.
- 5038 Un ressortissant étranger au bénéfice d'une autorisation de bref séjour de 90 jours par année civile dont il peut faire usage durant toute l'année ne remplit pas les conditions de l'[art. 1a, al. 2, let. c, LAVS](#)⁴².
- 5039 Comme toute disposition d'exception, le n° 5034 doit être interprété restrictivement⁴³.
- 5040 Ceux qui veulent se prévaloir de l'exception du n° 5034 doivent rendre vraisemblable que leur séjour ne dépassera pas la «période relativement courte» tolérée pour l'activité qu'ils exercent⁴⁴. Cette preuve n'a toutefois pas à être rapportée lorsque l'activité est par nature exercée pendant une période relativement courte, comme, par exemple, celle d'un orchestre de chambre en tournée. En cas de doute, les caisses

⁴¹	4 juin	1998	VSI 1999 p. 22	–
⁴²	11 avril	1990	RCC 1990 p. 354	–
⁴³	13 novembre	1951	RCC 1952 p. 38	ATFA 1951 p. 224
	29 juillet	1985	RCC 1985 p. 593	–
	29 juillet	1985	RCC 1985 p. 596	ATF 111 V 73
⁴⁴	29 juillet	1985	RCC 1985 p. 596	ATF 111 V 73

de compensation peuvent partir de l'idée que l'activité sera exercée pendant plus de trois mois en Suisse.

5.3 Autres possibilités d'exemption

- 5041 Pour l'exemption des ressortissants étrangers au bénéfice de privilèges et d'immunités conformément au droit international public voir les n^{os} 3017 ss.
- 5042 Pour l'exemption en vertu d'un accord de siège voir les n^{os} 3055 ss.

Dans les tableaux synoptiques, nous avons exposé les règles applicables en vertu de l'Accord avec l'UE. Pour les ressortissants de l'AELE, il n'existe pas de tableaux particuliers. En cas de doute, l'OFAS fournit tout renseignement nécessaire.

Pour l'utilisation des tableaux, il faut partir du principe que l'intégralité du revenu doit être soumise à cotisations AVS. Cela n'est plus spécialement mentionné. Il n'y a aucune précision quant au revenu que lorsqu'une partie du revenu doit être soumise à cotisations AVS.

Il faut tout d'abord déduire des tableaux si un assujettissement en Suisse est donné. Les autres constellations qui donnent lieu à un assujettissement dans un Etat de l'UE sont mentionnées dans les notes de bas de page. Ceci est également le cas lorsque la majorité des cas n'est pas soumise au droit Suisse.

Si un revenu n'est assuré en Suisse que lorsque certaines conditions sont remplies (p. ex. lorsqu'une partie substantielle des activités est exercée en Suisse), il n'est pas fait mention séparément de ce qu'implique le non accomplissement de ces conditions. Dans ces cas, le revenu n'est pas assuré en Suisse mais est soumis à la législation d'un Etat de l'UE.

Annexe 1: Ressortissant suisse indépendant (durée indéterminée)
4/12

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS ²
Etat contractant non UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse ²
Suisse et Etat/s UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse	assuré à l'AVS si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat/s UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse
Suisse, Etat/s UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse, sinon seulement le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Etat/s UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant ¹	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. a RAVS](#)).

² Pas assuré à l'AVS, si le domicile est aux Etats-Unis, aux Philippines ou au Canada/Québec.

Annexe 2: Ressortissant suisse salarié (durée indéterminée)

4/12

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS
Etat contractant non UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans des différents Etats UE/CH	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat/s UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur sièges dans différents Etats UE/CH	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat/s UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse, Etat/s UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité exercée en Suisse et dans l'UE si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence
Etat UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité dans l'UE si l'activité est exercée pour plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH, sinon seulement pour le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant ¹	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. b RAVS](#)).

Annexe 3: Ressortissant d'un Etat de l'UE exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)

4/12

Les «Etats contractants non UE» sont des «Etats non contractants» pour les ressortissants de l'UE, à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS ³
Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse ³
Suisse et Etat/s UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse	assuré à l'AVS si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat/s UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse, Etat/s UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse, sinon seulement le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant ¹	assuré à l'AVS si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si le centre d'intérêt des activités se trouve en Suisse, excepté revenu de l'activité dans l'Etat non contractant
Etat/s UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant ¹	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. a RAVS](#)).

² Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis et aux Philippines.

³ Pas assuré à l'AVS si le domicile est aux Etats-Unis, aux Philippines ou au Canada/Québec.

Annexe 4: Ressortissant d'un Etat de l'UE exerçant une activité salariée (durée indéterminée)

4/12

Les «Etats contractants non UE» sont des «Etats non contractants» pour les ressortissants de l'UE, à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS
Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans des différents Etats UE/CH	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat/s UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH	assuré à l'AVS si l'employeur a son siège en Suisse et que l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si l'employeur a son siège en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat/s UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH ^{1 et 2}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si l'employeur a son siège en Suisse

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse, Etat/s UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans l'UE si une partie substantielle de l'activité est exercée en Suisse ou si l'employeur a son siège en Suisse ou s'il y a plusieurs employeurs qui ont leur siège dans différents Etats UE/CH ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse si l'activité n'est pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence et si l'employeur a son siège en Suisse
Etat UE, Etat/s contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS si l'activité est exercée pour plusieurs employeur qui ont leur siège dans plusieurs Etats UE/CH, sinon seulement le revenu de l'activité dans l'Etat contractant et non contractant ¹	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. b RAVS](#)).

² Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis, au Liechtenstein et aux Philippines.

Annexe 5: Ressortissant d'un Etat non contractant exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)

4/12

Pour les ressortissants d'Etats non contractant, les «Etats UE» et les «Etats contractant non UE» sont des «Etats non contractant», à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS ⁴
Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse ⁴
Suisse et Etat UE	assuré à l'AVS ³	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ^{2 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{1 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{1,2 et 3}	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances. le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. a RAVS](#)).

² Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis, au Liechtenstein et aux Philippines.

³ Sauf pour le revenu de l'activité en Allemagne, au Danemark, en Irlande, en Slovaquie et en Suède.

⁴ Pas assuré si le domicile est aux Etats-Unis ou au Canada/Québec.

Annexe 6: Ressortissant d'un Etat non contractant exerçant une activité salariée (durée indéterminée)

4/12

Pour les ressortissants d'Etats non contractant, les «Etats UE» et les «Etats contractant non UE» sont des «Etats non contractant», à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS
Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
Etat UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat UE	assuré à l'AVS ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ³	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS ^{1 et 2}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{2 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{1, 2 et 3}	pas assuré à l'AVS

¹ Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis, au Liechtenstein et aux Philippines

² Sauf pour le revenu de l'activité en Allemagne, au Danemark, en Irlande, en Slovaquie et en Suède

³ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. b RAVS](#))

Annexe 7: Ressortissant d'un Etat contractant (qui n'appartient ni à l'UE ni à l'AELE) exerçant une activité indépendante (durée indéterminée)

4/12

Pour les ressortissants d'un Etat contractant qui travaillent dans un autre Etat contractant, les «Etats UE» et les «Etats contractant non UE» sont des «Etats non contractant», à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS ⁴
Etat contractant non UE	pas assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	pas assuré à l'AVS
Etat UE	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse ⁴
Suisse et Etat UE	assuré à l'AVS ³	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ¹	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans un Etat UE ^{2 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{1 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité dans Etat UE et Etat non contractant ^{1, 2 et 3}	pas assuré à l'AVS

¹ Selon les circonstances. le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. a RAVS](#)).

² Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis, au Liechtenstein et aux Philippines.

³ Sauf pour le revenu de l'activité en Allemagne, au Danemark, en Irlande, en Slovaquie et en Suède.

⁴ Pas assuré si le domicile est aux Etats-Unis, aux Philippines ou au Canada/Québec.

Annexe 8: Ressortissant d'un Etat contractant (qui n'appartient ni à l'UE ni à l'AELE) exerçant une activité salariée (durée indéterminée)

4/12

Pour les ressortissants d'un Etat contractant qui travaillent dans un autre Etat contractant, les «Etats UE» et les «Etats contractant non UE» sont des «Etats non contractant», à moins que la convention de sécurité sociale ne s'applique à des ressortissants d'Etats tiers (voir n° 2084). Lorsqu'il s'agit d'un «Etat non contractant», il faut tenir compte de l'[art. 6^{ter} RAVS](#).

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
Suisse	assuré à l'AVS	assuré à l'AVS
Etat contractant non UE	pas assuré à l'AVS	pas assuré à l'AVS
Etat non contractant	assuré à l'AVS ³	pas assuré à l'AVS
Etat UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
plusieurs Etats UE	assuré à l'AVS ²	pas assuré à l'AVS
Suisse et Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat UE	assuré à l'AVS ²	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse et Etat non contractant	assuré à l'AVS ³	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat contractant non UE	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse et dans Etat UE ^{1 et 2}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse
Suisse, Etat UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS ^{2 et 3}	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité en Suisse

Lieu de travail	Domicile	
	en Suisse	à l'étranger
UE, Etat contractant non UE, Etat non contractant	assuré à l'AVS pour le revenu de l'activité dans un Etat UE et Etat non contractant ^{1, 2} et 3	pas assuré à l'AVS

- ¹ Sauf pour le revenu de l'activité en Australie, au Canada/Québec, aux Etats-Unis, au Liechtenstein et aux Philippines.
- ² Sauf pour le revenu de l'activité en Allemagne, au Danemark, en Irlande, en Slovaquie et en Suède.
- ³ Selon les circonstances, le revenu de l'activité dans l'Etat non contractant n'est pas soumis à cotisations ([art. 6^{ter} let. b RAVS](#)).

Annexe 9: Assujettissement et obligation de cotiser des ressortissants de la Suisse et de l'Union européenne
4/12

Statut / Pays de travail				Pays où est assuré l'intéressé s'il a son domicile	
Salarié	Indépendant	Salarié et indépendant		en CH	dans UE
CH				CH	CH
UE				UE	UE
CH/UE Employeur CH				CH	CH (UE en cas d'activité substantielle dans l'Etat de résidence)
CH/UE Employeur UE				CH en cas d'activité substantielle en Suisse (sinon UE)	UE
CH/UE Plusieurs employeurs UE/CH				CH	UE
UE/UE Employeur CH				CH	CH (UE en cas d'activité substantielle dans l'Etat de résidence)
UE/UE Employeur UE				UE	UE
UE/UE Plusieurs employeurs UE/CH				CH	UE
	CH			CH	CH
	UE			UE	UE

Statut / Pays de travail				Pays où est assuré l'intéressé s'il a son domicile	
Salarié	Indépendant	Salarié et indépendant		en CH	dans UE
	CH/UE			CH en cas d'activité substantielle en Suisse (sinon UE)	UE si centre d'intérêts des activités en CH et activité pas exercée pour une partie substantielle dans l'Etat de résidence (sinon UE)
	UE/UE			UE	UE
		CH	CH	CH	CH
		UE	UE	UE	UE
		CH	UE	CH	CH
		UE	CH	UE	UE

Annexe 10: Formulaire E 001 de l'UE (échange d'information)

10.1 Formulaire E 001

COMMISSION ADMINISTRATIVE
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

E 001 ⁽¹⁾

- Demande de renseignements
 Communication de renseignements
 Demande de formulaires
 Rappel

- concernant
- un travailleur salarié
 un travailleur non salarié
 un travailleur frontalier
 un titulaire de pension ou de rente
 un demandeur de pension ou de rente
 un chômeur
 un ayant droit

Règlement 1408/71 : article 84

L'institution expéditrice remplit la partie A et envoie deux exemplaires à l'institution destinataire. Celle-ci remplit la partie B et retourne un exemplaire à l'institution expéditrice.

Le formulaire est utilisé en tant que complément à d'autres formulaires ou pour tout échange de renseignements qui ne sont pas prévus formellement dans le cadre des formulaires couramment utilisés, auxquels il ne se substitue en aucun cas.

**Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées.
Il se compose de quatre pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée.**

Partie A

1.	Institution destinataire
1.1	Dénomination :
1.2	N° d'identification de l'institution :
1.3	Adresse :

2.	Renseignements concernant l'assuré ⁽²⁾
2.1	Nom(s) de famille ⁽³⁾ :
2.2	Prénom(s) ⁽⁴⁾ :
2.3	Nom(s) antérieur(s) :
2.4	Sexe ⁽⁵⁾ :
3.	Nationalité ⁽⁶⁾ :
4.	Naissance
4.1	Date ⁽⁷⁾ :
4.2	Localité ⁽⁸⁾ :
4.3	Province ou département ⁽⁹⁾ :
4.4	Pays ⁽¹⁰⁾ :
5.	N° d'identification personnel ⁽¹¹⁾
5.1	auprès de l'institution expéditrice :
5.2	auprès de l'institution destinataire :
6.	Adresse :

7.	Renseignements concernant le dossier
7.1	Type de prestation :
7.2	Référence du dossier de l'institution expéditrice :
7.3	Référence du dossier de l'institution destinataire :

8. Ayant droit ⁽¹²⁾

8.1 Nom(s) de famille ⁽³⁾ :

8.2 Prénom(s) ⁽⁴⁾ :

8.3 Nom(s) antérieur(s) :

8.4 Lieu de naissance ⁽⁸⁾ : Date de naissance:

8.5 Sexe : Nationalité ⁽⁶⁾ :

8.6 N° d'identification personnel ⁽¹¹⁾
auprès de l'institution expéditrice :
auprès de l'institution destinataire :

8.7 Adresse :

9. Demande Rappel de la demande en date du :

Veuillez nous envoyer pour la personne désignée au cadre 2 8

9.1 le(s) formulaire(s) suivant(s) :

9.2 le(s) document(s) suivant(s) :

9.3 le(s) renseignement(s) suivant(s) :

9.4 Motif de la demande :

10. Changement de situation : les changements suivants sont intervenus

.....

.....

.....

.....

11. Divers

.....

.....

.....

.....

12. Institution qui remplit la partie A

12.1 Dénomination :

12.2 N° d'identification de l'institution :

12.3 Adresse :

12.4 Cachet 12.5 Date

..... 12.6 Signature

.....

Partie B

13.

Comme suite à votre demande du, nous vous transmettons ci-joint :

13.1 le(s) formulaire(s) suivant(s) :

13.2 le(s) document(s) suivant(s) :

.....

13.3 le(s) renseignement(s) suivant(s) :

.....

14.

Comme suite à votre demande du, nous vous communiquons qu'il est impossible de vous transmettre :

14.1 le(s) formulaire(s) suivant(s) :

14.2 le(s) document(s) suivant(s) :

14.3 le(s) renseignement(s) suivant(s) :

14.4 Motifs :

.....

.....

15. Divers

.....

.....

.....

.....

.....

16.

Comme suite à votre transmission du, nous accusons réception des informations contenues dans le cadre 10

17. Institution qui remplit la partie B

17.1 Dénomination :

17.2 N° d'identification de l'institution :

17.3 Adresse :

.....

17.4 Cachet	17.5 Date

	17.6 Signature

NOTES

- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique; CZ = République tchèque; DK = Danemark; DE = Allemagne; EE = Estonie; GR = Grèce; ES = Espagne; FR = France; IE = Irlande; IT = Italie; CY = Chypre; LV = Lettonie; LT = Lituanie; LU = Luxembourg; HU = Hongrie; MT = Malte; NL = Pays-Bas; AT = Autriche; PL = Pologne; PT = Portugal; SI = Slovénie; SK = Slovaquie; FI = Finlande; SE = Suède; UK = Royaume-Uni; IS = Islande; LI = Liechtenstein; NO = Norvège; CH = Suisse.
 - (2) Les rubriques 2.1 à 2.4 concernant l'identification sont à remplir en tant que de besoin.
 - (3) Indiquer tous les noms dans l'ordre de l'état civil.
 - (4) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
 - (5) Indiquer "M" pour masculin ou "F" pour féminin.
 - (6) Le cas échéant, indiquer la date de naturalisation. Pour les besoins des institutions espagnoles, indiquer, s'il s'agit d'un ressortissant espagnol, le numéro figurant sur la carte d'identité nationale (D.N.I.) ou, s'il s'agit d'un ressortissant étranger, sur la N.I.E., dans les deux cas, si ce numéro existe, même si la carte est périmée. À défaut, indiquer «néant».
 - (7) Le jour et le mois sont chacun exprimés par deux chiffres, l'année par quatre chiffres (par exemple le 1er août 1921 = 01.08.1921).
 - (8) Pour les villes françaises comprenant plusieurs arrondissements, indiquer le numéro d'arrondissement (par exemple : Paris 14). Pour les localités portugaises, indiquer aussi la paroisse et la commune.
 - (9) Renseignement obligatoire pour les assurés de nationalité espagnole, française ou italienne; cette rubrique comporte selon les pays l'indication d'appartenance territoriale du lieu de naissance (par exemple, en ce qui concerne la France, pour une commune de naissance, Lille, il faut indiquer le département de naissance, Nord, associé au code départemental si l'assuré le connaît, soit, en l'occurrence, «59». L'information portée sera donc : «Nord 59»). Pour les personnes nées en Espagne, indiquer seulement la province.
 - (10) Sigle du pays de naissance de l'assuré codifié selon la note (1).
 - (11) Pour les besoins des institutions italiennes, indiquer le numéro de code fiscal. Pour les besoins des institutions maltaises, indiquer, s'il s'agit d'un ressortissant maltais, le numéro de carte d'identité et, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant maltais, le numéro de sécurité sociale maltais. Pour les besoins des institutions slovaques, indiquer le numéro de naissance slovaque, le cas échéant.
 - (12) À remplir, s'il y a lieu.
-

Ce formulaire peut être utilisé comme complément à d'autres formulaires ou pour échanger des informations, en particulier pour demander ou communiquer des renseignements, requérir un formulaire ou remettre un rapport.

10.2 Utilisation

La caisse de compensation compétente remplit le [formulaire E 001](#) dans les cas suivants:

- pour demander le montant du revenu acquis dans l'autre Etat, si un travailleur, ressortissant suisse ou de l'UE doit être assujéti en Suisse pour l'ensemble de son activité et s'il n'a pas fourni les indications qui lui étaient réclamées ([art. 14 par. 2 point b\) i\) R 1408/71](#));
- pour communiquer le montant du revenu acquis en Suisse si l'Etat compétent pour l'affiliation lui en fait la demande.

Annexe 11: Formulaires E 101 et E 102 de l'UE: attestation d'assurance

11.1 Modèle de formulaire E 101

4/12

COMMISSION ADMINISTRATIVE
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

E 101

(1)

ATTESTATION CONCERNANT LA LÉGISLATION APPLICABLE

Règlement 1408/71 : article 13.2 d; article 14.1 a; article 14.2 a; article 14.2 b; article 14 bis 1 a), 2 et 4; article 14 ter 1, 2 et 4;
article 14 quater a; article 14 sexies; article 17
Règlement 574/72 : article 11.1; article 11 bis 1; article 12 bis 2 a, 5 c et 7 a; article 12 ter

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées.
Il se compose de quatre pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée.

1.	<input type="checkbox"/> Travailleur salarié	<input type="checkbox"/> Travailleur non salarié
1.1	Nom(s) de famille ⁽²⁾ :	
1.2	Prénom(s) ⁽³⁾ :	
1.3	Nom(s) antérieur(s) :	
1.4	Date de naissance :	Nationalité :
1.5	Adresse habituelle	
	Rue :	N° : Boîte :
	Localité :	Code postal : Pays :
1.5	N° d'identification personnel ⁽⁴⁾ :	

2.	<input type="checkbox"/> Employeur	<input type="checkbox"/> Activité non salariée
2.1	Nom ou raison sociale :	
2.2	N° d'identification ⁽⁵⁾ :	
2.3	L'employeur est une agence de recrutement oui <input type="checkbox"/> non <input type="checkbox"/>	
2.4	Adresse habituelle	
	Téléphone :	Télécopieur : E-mail :
	Rue :	N° : Boîte :
	Localité :	Code postal : Pays :

3. L'assuré désigné ci-dessus

- 3.1. a été employé par l'employeur mentionné ci-dessus depuis le
- exerce une activité non salariée depuis le
- à / au / en
- 3.2. est détaché ou exercera une activité non salariée pendant une période allant probablement du au
- 3.3. dans l'/les entreprise(s) ci-après sur le navire ci-après

3.4.	Nom(s) ou raison(s) sociale(s) de l'entreprise ou du navire	
3.5.	Adresse(s)	
	Rue :	N° : Boîte :
	Localité :	Code postal : Pays :
	Rue :	N° : Boîte :
	Localité :	Code postal : Pays :
3.6.	N° d'identification ⁽⁵⁾ :	

4. Qui verse le salaire et les cotisations de sécurité sociale du travailleur détaché ?

4.1 L'employeur désigné au point 2

4.2 L'entreprise désignée au point 3.4

4.3 Autre dans ce cas, indiquer le nom

..... et

Adresse

Rue : N° : Boîte :

Localité : Code postal : Pays :

5. L'assuré reste soumis à la législation du pays (1)

5.1. conformément aux dispositions de l'article

13.2.d

14.1.a

14.2.a

14.2.b

14 bis 1 a

14 bis 2

14 bis 4

14 ter 1

14 ter 2

14 ter 4

14 quater a

14 sexies

17

du règlement n° 1408/71

5.2. du au

5.3. pour la durée de l'activité (voir lettre de l'autorité compétente ou de l'organisme désigné dans le pays d'emploi qui autorise l'assuré à rester soumis à la législation de l'État d'origine, du détachement en date

du réf.)

6. Institution compétente dont la législation est applicable

6.1 Dénomination :

6.2 N° d'identification de l'institution :

6.3 Adresse :

Téléphone : Télécopieur : E-mail :

Rue : N° : Boîte :

Localité : Code postal : Pays :

6.4 Cachet

6.5 Date

6.6 Signature

INSTRUCTIONS

L'institution désignée de l'État membre à la législation duquel est soumis le travailleur remplit le formulaire, à la demande du travailleur ou de son employeur, et le remet au demandeur. Si le travailleur est détaché en Belgique, au Danemark, en Allemagne, en France, aux Pays-Bas, en Autriche, en Finlande, en Suède ou en Islande, elle adresse également un exemplaire du formulaire : en Belgique, à l'Office national de sécurité sociale, à Bruxelles, s'il s'agit de travailleurs salariés, à l'Institut national d'assurances sociales pour les travailleurs indépendants, à Bruxelles, s'il s'agit de travailleurs non salariés, à la Caisse de secours et de prévoyance des marins, à Anvers, s'il s'agit de gens de mer, ou au Service des relations internationales du Service Public Fédéral Sécurité sociale, s'il s'agit d'un fonctionnaire; au Danemark, à "Den Sociale Sikringsstyrelse" (Office national de sécurité sociale); en Allemagne, à la "Deutsche Rentenversicherung-Bund" (Fédération allemande des assurances pension), à 97041 Würzburg; en France, au Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Cleiss), à Paris; aux Pays-Bas, à la Sociale Verzekeringsbank (Banque d'assurances sociales), à Amstelveen; en Autriche, à l'Hauptverband der österreichischen Sozialversicherungsträger (Union des organismes de sécurité sociale autrichiens); en Finlande, à l'Eläketurvakeskus (Centre national des retraites), à Helsinki; en Suède, au Riksförsäkringsverket (Conseil national des assurances sociales), à Stockholm; en Islande, au Tryggingastofnun ríkisins (Institut national de sécurité sociale), à Reykjavik.

Indications pour l'assuré

Avant votre départ pour aller travailler dans un État membre autre que celui dans lequel vous êtes assuré, munissez-vous du document vous permettant d'obtenir les prestations en nature nécessaires (par exemple : soins médicaux, médicaments, hospitalisation, etc.) dans le pays où vous travaillez. Si vous allez résider dans le pays où vous allez travailler, faites-vous délivrer un formulaire E 106 par votre institution d'assurance maladie et présentez-le le plus vite possible à l'institution d'assurance maladie compétente du lieu où vous allez travailler. Si vous séjournez temporairement dans le pays où vous allez travailler, munissez-vous de la carte européenne d'assurance maladie délivrée par votre institution d'assurance maladie (ou du formulaire E 111 si votre institution d'assurance maladie ne délivre par encore de carte européenne d'assurance maladie compte tenu de la période transitoire dont elle dispose). Cette carte (ou le formulaire E 111) devra être présenté(e) au prestataire de soins lorsque des prestations en nature s'avèrent nécessaires au cours de votre séjour.

Indications pour les employeurs

L'État membre qui reçoit une demande d'application des articles susmentionnés 14.1, 14 ter 1 ou 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 doit informer l'employeur et le travailleur concernés des conditions dans lesquelles le travailleur détaché pourra continuer à être soumis à sa législation.

L'employeur doit être informé que des contrôles pourront être effectués pendant la période de détachement afin de vérifier que celle-ci n'est pas terminée. Ces contrôles pourront porter, en particulier, sur le versement des cotisations et le maintien de la relation directe. En outre, l'employeur du travailleur détaché doit informer l'institution compétente de l'État d'origine du détachement de tout changement intervenu au cours de la période de détachement, notamment :

- si le détachement demandé n'a pas eu lieu ou si la prolongation demandée du détachement n'a pas eu lieu;
- si le détachement a été interrompu, à moins que cette interruption des activités du travailleur pour le compte de l'entreprise dans le pays d'emploi ne soit de caractère purement temporaire;
- si le travailleur détaché a été affecté par son employeur auprès d'une autre entreprise dans l'État d'emploi.

Dans les deux premiers cas, il/elle doit renvoyer le présent formulaire à l'institution compétente de l'État d'origine du détachement.

Indications pour l'institution du lieu de séjour

Lorsque l'intéressé produit le document approprié (carte européenne d'assurance maladie, formulaire E 111 ou E 106), l'institution d'assurance du pays de séjour lui accorde également, à titre provisoire, les prestations en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle. Dans ce cas, si ladite institution a besoin de l'attestation du formulaire E 123, elle s'adresse le plus tôt possible :

en **Belgique**, pour les travailleurs salariés, en cas de maladie professionnelle, au Fonds des maladies professionnelles, à Bruxelles, et, en cas d'accident du travail, à la compagnie d'assurance indiquée par l'employeur;

en **République tchèque**, à la caisse d'assurance maladie auprès de laquelle la personne concernée est assurée;

au **Danemark**, à l'«Arbejdsskadestyrelsen» (Conseil national pour les accidents du travail), à Copenhague;

en **Allemagne**, à la «Berufsgenossenschaft» (Institution d'assurance contre les accidents) compétente;

en **Estonie**, au «Sotsiaalkindlustusamet» (Office de la sécurité sociale), à Tallinn;

en **Espagne**, à la «Dirección Provincial del Instituto Nacional de Seguridad Social» (Direction provinciale de l'institution nationale de sécurité sociale);

en **Irlande**, au «Department of Health, Planning Unit» (Ministère de la santé, unité planification), à Dublin 2;

en **Italie**, au siège provincial compétent de l'«Istituto nazionale per l'assicurazione contro gli infortuni sul lavoro» (INAIL) (Institut national d'assurance contre les accidents du travail);

en **Lettonie**, au «Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra» (Institution nationale d'assurance sociale), à Riga;

en **Lituanie**, à la «Teritorinė ligonių kasa» (Caisse régionale de maladie);

au **Luxembourg**, à l'Association d'assurance contre les accidents;

à **Malte**, à la «Divizjoni tas-Sahha», Triq il-Merkanti, Valletta CMR 01;

aux **Pays-Bas**, à l'institution d'assurance maladie compétente;

en **Autriche**, à l'institution d'assurance accidents compétente;

en **Pologne**, au bureau local du «Narodowy Fundusz Zdrowia» (Fonds national de la santé);

au **Portugal**, au «Centro Nacional de Protecção contra os Riscos Profissionais» (Centre national pour la protection contre les risques professionnels), à Lisbonne;

en **Slovaquie**, au «Sociálna poisťovňa» (bureau d'assurance sociale), à Bratislava;

en **Finlande**, au «Tapaturmavakuutuslaitosten Liitto» (Fédération des institutions d'assurance contre les accidents), Bulevardi 28, 00120 Helsinki;

en **Suède**, au «Försäkringskassan» (Office local des assurances sociales);

dans **tous les autres États membres**, à l'institution d'assurance maladie compétente;

en **Islande**, au «Tryggingastofnun ríkisins» (Institut national de la sécurité sociale), à Reykjavik;

au **Liechtenstein**, à l'«Amt für Volkswirtschaft» (Office d'économie nationale), à Vaduz;

en **Norvège**, au «Folketrygdkontoret for utenlandssaker» (Office national des assurances sociales à l'étranger), à Oslo;

en **Suisse**, pour les travailleurs salariés, à l'assureur accidents de l'employeur; pour les travailleurs indépendants, à l'assureur accidents de la personne concernée.

Lorsque le travailleur relève du régime français de sécurité sociale, la caisse compétente pour reconnaître le droit aux prestations est sa caisse d'affiliation, qui peut ne pas être celle figurant sur le formulaire E 101. Le cas échéant, la carte européenne d'assurance maladie ou le formulaire E 123 devra être demandé(e) à la caisse du lieu de résidence habituelle du travailleur.

Lorsqu'un travailleur non salarié relève d'un régime finlandais ou islandais de sécurité sociale, il est toujours nécessaire d'exiger un formulaire E 123.

Lorsqu'un travailleur qui relève d'un régime islandais de sécurité sociale subit un accident de travail ou est atteint par une maladie professionnelle, l'employeur doit toujours en informer l'institution compétente.

NOTES

- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique; CZ = République tchèque; DK = Danemark; DE = Allemagne; EE = Estonie; GR = Grèce; ES = Espagne; FR = France; IE = Irlande; IT = Italie; CY = Chypre; LV = Lettonie; LT = Lituanie; LU = Luxembourg; HU = Hongrie; MT = Malte; NL = Pays-Bas; AT = Autriche; PL = Pologne; PT = Portugal; SI = Slovénie; SK = Slovaquie; FI = Finlande; SE = Suède; UK = Royaume-Uni; IS = Islande; LI = Liechtenstein; NO = Norvège; CH = Suisse.
- (2) Indiquer tous les noms dans l'ordre de l'état civil.
- (3) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
- (4) Pour les travailleurs soumis à la législation espagnole, indiquer le numéro de sécurité sociale. Pour les besoins de institutions maltaises, indiquer, s'il s'agit d'un ressortissant maltais, le numéro de carte d'identité et, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant maltais, le numéro de sécurité sociale maltais. Pour les travailleurs soumis à la législation polonaise, indiquer les numéros PESEL et NIP ou, à défaut, la série et le numéro de la carte d'identité ou du passeport. Pour les besoins des institutions slovaques, indiquer le numéro de naissance slovaque, le cas échéant.
- (5) Veuillez indiquer le maximum d'informations permettant d'identifier l'employeur ou l'entreprise du travailleur non salarié. Dans le cas d'un navire, indiquer son nom et son numéro d'enregistrement.
 Pour la **Belgique**, indiquer, pour les travailleurs salariés, le numéro d'entreprise et, pour les travailleurs non salariés, le numéro de TVA.
 Pour la **République tchèque**, indiquer le numéro d'identification (IČ).
 Pour le **Danemark**, indiquer le numéro de TVA.
 Pour l'**Allemagne**, indiquer le «Betriebsnummer des Arbeitgebers».
 Pour l'**Espagne**, indiquer le «Código de Cuenta de Cotización del Empresario CCC» (code de compte de cotisation de l'employeur).
 Pour la **France**, indiquer le numéro SIRET.
 Pour l'**Italie**, indiquer si possible le numéro de matricule de l'entreprise.
 Pour le **Luxembourg**, indiquer le matricule employeur de la sécurité sociale et, pour les travailleurs non salariés, le numéro de sécurité sociale (CCSS).
 Pour la **Hongrie**, indiquer le numéro d'enregistrement à la sécurité sociale de l'employeur ou, pour les travailleurs non salariés, le numéro d'identification d'entreprise privée.
 Pour la **Pologne**, indiquer le numéro NUSP, lorsqu'il y en a un, ou les numéros NIP et REGON.
 Pour la **Slovaquie**, indiquer le numéro d'identification (IČO).
 Pour la **Slovénie**, indiquer le numéro matricule de l'employeur ou du travailleur non salarié.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **finlandaise** en matière d'accidents du travail, veuillez indiquer le nom de l'institution d'assurance accidents compétente.
 Pour la **Norvège**, indiquer le numéro de l'organisation.

Ce formulaire désigne la législation applicable en cas de détachement, d'accord d'exception et d'activités simultanées dans deux Etats ou plus.

11.2 Explications

4/12

- Pour les salariés, ressortissants suisses ou d'un Etat de l'AELE, qu'une entreprise ayant son siège en Suisse détachent provisoirement dans un Etat de l'AELE, la caisse de compensation délivrera à l'employeur le [formulaire E 101](#).
- Elle fera de même pour les indépendants normalement assurés en Suisse qui exercent provisoirement une activité sur le territoire d'un Etat de l'AELE. Ceci ne vaut que pour les indépendants qui sont suisses ou ressortissants d'un Etat de l'AELE.
- Le formulaire sert également pour tous les autres cas où il y a lieu d'attester que le travailleur reste assuré à l'AVS/AI/APG. Par exemple, lorsqu'il travaille dans plusieurs Etats mais qu'il est domicilié en Suisse.
- Les cases correspondent aux cas de figure suivants:
 - 13.2.d: fonctionnaire
 - 14.1.a: salarié détaché
 - 14.2.b: salarié travaillant simultanément dans plusieurs Etats
 - 14^{bis}. 1.a: indépendant détaché
 - 14^{bis}.2: indépendant travaillant simultanément dans plusieurs Etats
 - 14^{bis}.4: indépendant travaillant simultanément dans plusieurs Etats lorsqu'autrement aucune affiliation à un régime d'assurance vieillesse n'est possible
 - 14^{ter}.1: salarié détaché sur un navire
 - 14^{ter}.2: indépendant détaché sur un navire
 - 14^{ter}.4: salarié travaillant habituellement sur un navire

- 14^{quater}.a: personne exerçant simultanément une activité salariée et une activité indépendante sur le territoire de différents Etats membres

- 17: clause échappatoire

11.3 Modèle de formulaire E 102 (prolongation du détachement)

COMMISSION ADMINISTRATIVE
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

E 102

(1)

PROLONGATION DE DÉTACHEMENT OU D'ACTIVITÉS NON SALARIÉES

Règlement 1408/71 : article 14.1 b; article 14 bis 1 b; article 14 ter 1 et 2
Règlement 574/72 : article 11.2 et 11 bis 2

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie, en utilisant uniquement les lignes pointillées.
Il se compose de quatre pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée.

A. À remplir par l'employeur ou le travailleur non salarié

1.	Institution destinataire ⁽²⁾
1.1	Dénomination :
1.2	N° d'identification de l'institution :
1.3	Adresse :
	Téléphone : Télécopieur :
	Rue : N° : Boîte :
	Localité : Code postal : Pays :

2.	<input type="checkbox"/> Travailleur salarié	<input type="checkbox"/> Travailleur non salarié
2.1	Nom(s) de famille ⁽³⁾ :	
2.2	Prénom(s) ⁽⁴⁾ :	
2.3	Nom(s) antérieur(s) :	
2.4	Date de naissance :	Nationalité :
2.5	Adresse habituelle	
	Rue : N° : Boîte :	
	Localité : Code postal : Pays :	
2.6	N° d'identification personnel ⁽⁵⁾ :	

3. L'assuré désigné ci-dessus

a été détaché

exerce une activité non salariée conformément aux dispositions de l'article :

3.1 14.1 a 14 bis 1 a 14 ter 1 14 ter 2 du règlement 1408/71

3.2 pour la période du au

3.3 dans l'/les entreprise(s) ci-après

sur le navire ci-après

3.4.	Nom ou raison sociale de l'entreprise ou du navire		
3.5.	Adresse :		
	Téléphone :	Télécopieur :	
	Rue : N° : Boîte :		
	Localité : Code postal : Pays :		
3.6.	N° d'identification ⁽⁶⁾ :		

4. L'assuré était porteur d'une attestation concernant la législation applicable (formulaire E 101)
- 4.1 délivrée par l'institution suivante :
- Dénomination :
- Rue : N° : Boîte :
- Localité : Code postal : Pays :
- 4.2 le et venant à l'expiration le

5. Nous demandons la continuation de l'assujettissement de l'assuré à la législation du pays ⁽¹⁾
- 5.1 pour la période du au ⁽⁷⁾

6. Employeur Activité non salariée

6.1	Nom ou raison sociale :	
6.2	N° d'identification ⁽⁶⁾	
6.3	Adresse :	
	Téléphone :	Télécopieur :
	Rue :	N° :	Boîte :
	Localité :	Code postal :	Pays :
6.4	Cachet	6.5	Date
		
		6.6	Signature
		

B. À remplir par l'autorité compétente ou l'organisme désigné du pays d'emploi ⁽⁸⁾

7. Nous déclarons :
- 7.1. être d'accord ne pas être d'accord
- pour que l'assuré cité au cadre 2 continue à être soumis à la législation de sécurité sociale du pays
- ⁽¹⁾
- 7.2. pendant la période du au

8.	Autorité compétente ou organisme désigné du pays d'emploi		
8.1	Dénomination :		
8.2	N° d'identification de l'institution :		
8.3	Adresse :		
	Téléphone :	Télécopieur :	
	Rue :	N° :	Boîte :
	Localité :	Code postal :	Pays :
8.4	Cachet	8.5	Date
		
		8.6	Signature
		

INSTRUCTIONS

Indications pour l'employeur ou le travailleur non salarié

- a) L'employeur ou le travailleur non salarié doit remplir la partie A du formulaire en 4 exemplaires qu'il enverra à l'autorité compétente ou à l'organisme désigné du pays où le travailleur a été détaché ou exerce une activité non salariée, c'est-à-dire :
- en **Belgique**, pour les travailleurs salariés, l'Office national de sécurité sociale, à Bruxelles; pour les travailleurs non salariés, l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, à Bruxelles; pour les gens de mer, la Caisse de secours et de prévoyance des marins, à Anvers;
- en **République tchèque**, la «Česká správa sociálního zabezpečení» (Administration tchèque de sécurité sociale), à Prague;
- au **Danemark**, "Den Sociale Sikringsstyrelse" (Office national de sécurité sociale), à Copenhague;
- en **Allemagne**, la «Deutsche Verbindungsstelle Krankenversicherung - Ausland» (Organisme de liaison Assurance maladie – pays étrangers), à Bonn;
- en **Estonie**, le "Sotsiaalkindlustusamet" (Office de la sécurité sociale) à Tallinn;
- en **Grèce**, l'office régional ou local de l'institut des assurances sociales (IKA-ETAM), pour les travailleurs salariés; la caisse de retraite des marins (NAT), pour les gens de mer; l'institution désignée pour chaque catégorie professionnelle à l'annexe 10 - F. GRÈCE, règlement (CEE) n° 574/72, pour les travailleurs non salariés;
- en **Espagne**, la «Tesorería General de la Seguridad Social - Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales» (Trésorerie centrale de la sécurité sociale - Ministère du travail et des affaires sociales), à Madrid;
- en **France**, le Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale (Cleiss) et, pour les travailleurs salariés agricoles, la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt - Service régional de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale;
- en **Irlande**, le «Department of Social Welfare, PRSI Special Collection Section» (Ministère de la prévoyance sociale, section spéciale de collecte PRSI), à Dublin 2;
- en **Italie**, le "Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali" (ministère du travail et des politiques sociales), à Rome;
- en **Lettonie**, le "Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra" (Institution nationale d'assurance sociale);
- en **Lituanie**, le "Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba" (Institution nationale d'assurance sociale);
- au **Luxembourg**, le Centre commun de la sécurité sociale, à Luxembourg;
- en **Hongrie**, l'"Országos Egészségbiztosítási Pénztár" (Caisse nationale d'assurance maladie), à Budapest;
- à **Malte**, le "Dipartiment tas-Sigurta' Socjali", 38, Triq l-Ordinanza, Valletta, CMR 01;
- aux **Pays-Bas**, la «Sociale Verzekeringsbank» (Banque d'assurances sociales), à Amsterdam;
- en **Autriche**, le "Bundesministerium für soziale Sicherheit, Generationen- und Konsumentenschutz" (ministère fédéral de la sécurité sociale, des questions propres aux différentes générations et de la protection des consommateurs), à Vienne;
- en **Pologne**, le Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Institut d'assurance sociale - ZUS), à Varsovie;
- au **Portugal**, pour le continent : le «Departamento de Relações Internacionais de Segurança Social» (Département des relations internationales et de la sécurité sociale), à Lisbonne; pour Madère : le «Secretario Regional dos Assuntos Sociais» (Secrétaire régional des affaires sociales), à Funchal; pour les Açores : la «Direcção Regional de Segurança Social» (Direction régionale de la sécurité sociale), à Angra do Heroísmo;
- en **Slovénie**, le "Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve" (ministère de l'emploi, de la famille et des affaires sociales), à Ljubljana;
- en **Slovaquie**, le "Sociálna poisťovňa" (bureau d'assurance sociale), à Bratislava;
- en **Finlande**, l'«Eläketurvakeskus» (Institut central d'assurance pension), à Helsinki;
- en **Suède**, le «Riksförsäkringsverket» (Conseil national des assurances sociales), à Stockholm;
- au **Royaume-Uni**, l'"Inland Revenue, Center for Non residents" (Bureau d'impôt, centre pour les non-résidents) Benton Park View, à Newcastle upon Tyne, NE98 1ZZ;

en **Islande**, le «Tryggingastofnun ríkisins» (Institut national de la sécurité sociale), à Reykjavik;

au **Liechtenstein**, l'«Amt für Volkswirtschaft» (l'Office d'économie national), à Vaduz;

en **Norvège**, le «Folketrygdkontoret for utenlandssaker» (Office national des assurances sociales à l'étranger), à Oslo;

en **Suisse**, la caisse de compensation AVS qui serait compétente pour le travailleur salarié ou indépendant si la législation suisse était applicable.

- b) Deux exemplaires du formulaire, remplis à la partie B, seront envoyés à l'employeur ou au travailleur non salarié. L'employeur en remettra un exemplaire au travailleur salarié.
- c) L'État membre qui reçoit une demande d'application des articles susmentionnés 14.1 ou 14 *ter* 1 du règlement (CEE) n° 1408/71 doit informer l'employeur et le travailleur concernés des conditions dans lesquelles le travailleur détaché pourra continuer à être soumis à sa législation.

L'employeur doit être informé que des contrôles pourront être effectués pendant la période de détachement afin de vérifier que celle-ci n'est pas terminée. Ces contrôles pourront porter, en particulier, sur le versement des cotisations et le maintien de la relation directe.

En outre, l'employeur du travailleur détaché doit informer l'institution compétente de l'État d'origine du détachement de tout changement intervenu au cours de la période de détachement, notamment :

- si le détachement demandé n'a pas eu lieu ou si la prolongation demandée du détachement n'a pas eu lieu,
- si le détachement a été interrompu, à moins que cette interruption des activités du travailleur pour le compte de l'entreprise dans le pays d'emploi ne soit de caractère purement temporaire,
- si le travailleur détaché a été affecté par son employeur auprès d'une autre entreprise dans l'État d'emploi.

Dans les deux premiers cas, il/elle doit renvoyer le présent formulaire à l'institution compétente de l'État d'origine du détachement.

NOTES

- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique; CZ = République tchèque; DK = Danemark; DE = Allemagne; EE = Estonie; GR = Grèce; ES = Espagne; FR = France; IE = Irlande; IT = Italie; CY = Chypre; LV = Lettonie; LT = Lituanie; LU = Luxembourg; HU = Hongrie; MT = Malte; NL = Pays-Bas; AT = Autriche; PL = Pologne; PT = Portugal; SI = Slovénie; SK = Slovaquie; FI = Finlande; SE = Suède; UK = Royaume-Uni; IS = Islande; LI = Liechtenstein; NO = Norvège; CH = Suisse.
- (2) Voir les indications données au point a) au titre «Indications pour l'employeur ou le travailleur non salarié».
- (3) Indiquer tous les noms dans l'ordre de l'état civil.
- (4) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
- (5) Pour les travailleurs soumis à la législation **belge**, indiquer le numéro d'identification de sécurité sociale du travailleur (NISS).
 Pour les travailleurs soumis à la législation **tchèque**, indiquer le numéro de naissance tchèque.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **danoise**, indiquer le numéro CPR.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **espagnole**, indiquer le numéro de sécurité sociale.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **italienne**, indiquer le numéro de code fiscal italien.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **lituanienne**, indiquer le numéro matricule national et le numéro de certificat de sécurité sociale nationale.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **luxembourgeoise**, indiquer le numéro de sécurité sociale du travailleur (CCSS).
 Pour les travailleurs soumis à la législation **maltaise**, indiquer le numéro de sécurité sociale maltais.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **néerlandaise**, indiquer le numéro SOFI.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **polonaise**, indiquer les numéros PESEL et NIP ou, à défaut, la série et le numéro de la carte d'identité ou du passeport.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **slovène**, indiquer le numéro ZZSZ.
 Pour les travailleurs soumis à la législation **slovaque**, indiquer le numéro de naissance slovaque.
- (6) Veuillez indiquer le plus d'informations possibles permettant d'identifier l'employeur ou l'entreprise du travailleur non salarié.
 Dans le cas d'un navire, indiquer son nom et son numéro d'enregistrement.
 Pour la **Belgique**, indiquer, pour les travailleurs salariés, le numéro d'entreprise et, pour les travailleurs non salariés, le numéro de TVA.
 Pour la **République tchèque**, indiquer le numéro d'identification (IČ).
 Pour le **Danemark**, indiquer le numéro de TVA.
 Pour l'**Allemagne**, indiquer le «Betriebsnummer des Arbeitgebers».
 Pour l'**Espagne**, indiquer le «Código de Cuenta de Cotización del Empresario CCC» (code de compte de cotisation de l'employeur).
 Pour la **France**, indiquer le numéro SIRET.
 Pour le **Luxembourg**, indiquer le matricule employeur de la sécurité sociale et pour les travailleurs non salariés le numéro de sécurité sociale (CCSS).
 Pour la **Hongrie**, indiquer le numéro d'enregistrement à la sécurité sociale de l'employeur et, pour les travailleurs non salariés, le numéro d'identification d'entreprise privée.
 Pour **Malte**, pour les Maltais indiquer le numéro de carte d'identité; pour les non Maltais, indiquer le numéro de sécurité sociale maltais.
 Pour la **Pologne**, indiquer le numéro NUSP, lorsqu'il y en a un, ou les numéros NIP et REGON au point 3.6 et les numéros PESEL et NIP ou, à défaut, la série et le numéro de la carte d'identité ou du passeport au point 6.2.
 Pour la **Slovénie**, indiquer le numéro matricule de l'employeur ou du travailleur non salarié.
 Pour la **Slovaquie**, indiquer le numéro d'identification de la société (IČO).
 Pour les travailleurs soumis à la législation **finlandaise** en matière d'accidents du travail, veuillez indiquer le nom de l'institution d'assurance accidents compétente.
 Pour la **Norvège**, indiquer le numéro de l'organisation.
- (7) Cette période ne peut pas être supérieure à 24 mois à compter de la date de commencement du détachement ou de l'activité non salariée.
- (8) Deux exemplaires doivent être restitués au demandeur, et un exemplaire doit être envoyé à l'institution désignée dans le pays dans lequel l'entreprise a son siège.

Ce formulaire est utilisé en cas de prolongation du détachement après une durée de 12 mois ou d'une activité indépendante pour une nouvelle période de 12 mois.

11.4 Explications

- S'ils souhaitent une première prolongation du délai de détachement de 12 mois au maximum, l'employeur ou l'indépendant doivent remplir le [formulaire E 102](#) et l'adresser à l'autorité étrangère compétente.
- S'ils souhaitent une nouvelle prolongation du détachement, l'employeur ou l'indépendant doivent s'adresser à l'OFAS.

11.5 Modèle de formulaire de demande de prolongation de détachement (accord particulier)

1/10



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral des assurances sociales OFAS
Affaires internationales

Demande de prolongation de détachement (accord particulier)

Demande de conclusion d'un accord particulier sur le maintien du droit suisse des assurances sociales durant l'exercice temporaire d'une activité professionnelle dans un Etat avec lequel la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale lorsque la durée totale prévisible de l'activité à l'étranger dépasse la durée maximale de détachement prévue dans la convention applicable. A présenter à l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), Affaires internationales, Effingerstrasse 20, 3003 Berne.

Les demandes incomplètes ou qui ne sont pas remplies en caractères d'imprimerie ne pourront pas être traitées.

1. Personne salariée ou indépendante	
<input type="checkbox"/> Salarié	<input type="checkbox"/> Indépendant (cochez la case appropriée)
Nom(s) :	
Prénom(s) :	
Date de naissance :	Nationalité :
Adresse :	
..... Pays :	
Numéro AVS/d'assurance sociale :	
Caisse de compensation AVS actuelle :	
Assureur-accidents actuel :	
2. Activité habituelle en Suisse	
Employeur ou activité indépendante	
Nom :	
Adresse :	
.....	
Téléphone : Courriel :	
Début de la relation de travail ou de l'activité indépendante le :	
Contrat à durée déterminée : fin le :	
Lieu de travail :	
3. Activité temporaire à l'étranger	
Pays où l'activité temporaire est exercée :	
Durée prévue : du au	
Entreprise locale ou lieu de l'activité indépendante temporaire	
Nom :	
Adresse :	
.....	

Le salarié ou l'indépendant a-t-il déjà travaillé dans le même pays au cours des douze derniers mois ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Si oui : du au	
Veuillez joindre des copies des attestations de détachement pour la période concernée	
Pour les salariés : durant le détachement	
- l'employeur en Suisse, et non pas l'entreprise locale, peut décider de résilier le contrat avec le salarié	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
- l'employeur en Suisse peut définir les grandes lignes de l'activité exercée à l'étranger	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non
- un contrat de travail est établi avec	<input type="checkbox"/> l'entreprise locale <input type="checkbox"/> l'employeur en Suisse
- le salaire est payé par	<input type="checkbox"/> l'entreprise locale <input type="checkbox"/> l'employeur en Suisse
- les cotisations sociales sont versées par	<input type="checkbox"/> l'entreprise locale <input type="checkbox"/> l'employeur en Suisse
Pour les indépendants : quand je travaille à l'étranger, je conserve une infrastructure en Suisse (p. ex. des bureaux ou l'autorisation d'exercer la profession) pour pouvoir reprendre mon activité dès mon retour <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	
Remarques :	
.....	
.....	

Nous déclarons que toutes les informations sont conformes à la réalité. Nous savons que les organes compétents peuvent effectuer des contrôles en Suisse comme à l'étranger et que, si les informations fournies dans cette demande sont fausses, l'attestation de détachement peut être révoquée. Dans ce cas, c'est la législation de sécurité sociale du pays de l'activité temporaire qui s'applique.

L'employeur ou l'indépendant s'engage à informer immédiatement l'OFAS dans les cas suivants : annulation du détachement, cessation de l'activité ou interruption de celle-ci durant une période relativement longue, ou modification notable des éléments indiqués dans la demande. Il fait en sorte que les cotisations aux assurances sociales soient prélevées, en Suisse, sur la totalité du salaire perçu en Suisse et dans le pays étranger.

Le salarié ou l'indépendant

L'employeur

Date : **D**

Date : **D**

Signature

Tampon et signature

11.6 Explications

1/10

Compte tenu de l'échange électronique de données avec l'UE, à partir du 1.1.2010, les demandes d'accords particuliers devront exclusivement être effectuées par le biais de ce formulaire. Les demandes effectuées sous d'autres formes ne seront pas traitées.

Annexe 12: Formulaire E 103 de l'UE: droit d'option pour le personnel des missions diplomatiques

12.1 Modèle de formulaire E 103

COMMISSION ADMINISTRATIVE
POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE
DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

E 103

(1)

EXERCICE DU DROIT D'OPTION

Règlement 1408/71 : article 16.2 et 3
Règlement 574/72 : article 13.2 et 3; article 14.1 et 2

Après avoir rempli la partie A du formulaire conformément aux points a) et b) des instructions, l'assuré le remet ou l'expédie selon les indications des points a) et c) des mêmes instructions. L'institution qui reçoit le formulaire en remplit la partie B et en fait parvenir un exemplaire à l'intéressé.

Le formulaire doit être rempli en caractères d'imprimerie (en trois exemplaires), en utilisant uniquement les lignes pointillées. Il se compose de trois pages; aucune d'entre elles ne peut être supprimée.

A. Option

1	Le soussigné	
1.1	Nom(s) de famille ⁽²⁾ :	
1.2	Prénom(s) ⁽³⁾ :	
1.3.	Nom(s) antérieur(s) :	
1.4	Date de naissance :	1.5. Nationalité :
1.6	N° d'identification personnel ⁽⁴⁾ :	
2.	occupé depuis le	
2.1 ⁽⁴⁾	<input type="checkbox"/> comme	auprès de la mission diplomatique ou du poste consulaire ci-après :
2.2 ⁽⁴⁾	<input type="checkbox"/> comme	au service personnel de l'employeur suivant ⁽⁵⁾ :
		agent de la mission diplomatique ou du poste consulaire ci-après :
2.3	<input type="checkbox"/> comme agent auxiliaire des Communautés européennes	
3.	déclare opter pour l'assujettissement à la législation de sécurité sociale	
3.1	⁽⁶⁾ <input type="checkbox"/> de l'État dont il est ressortissant	
3.2	⁽⁶⁾ <input type="checkbox"/> de l'État à la législation duquel il a été soumis en dernier lieu, à savoir la législation	
	<input type="checkbox"/> belge	<input type="checkbox"/> tchèque
	<input type="checkbox"/> grecque	<input type="checkbox"/> espagnole
	<input type="checkbox"/> chypriote	<input type="checkbox"/> lettone
	<input type="checkbox"/> maltaise	<input type="checkbox"/> néerlandaise
	<input type="checkbox"/> portugaise	<input type="checkbox"/> slovaque
	<input type="checkbox"/> islandaise	<input type="checkbox"/> du Liechtenstein
	<input type="checkbox"/> danoise	<input type="checkbox"/> allemande
	<input type="checkbox"/> française	<input type="checkbox"/> irlandaise
	<input type="checkbox"/> lituanienne	<input type="checkbox"/> luxembourgeoise
	<input type="checkbox"/> autrichienne	<input type="checkbox"/> polonaise
	<input type="checkbox"/> slovaque	<input type="checkbox"/> finlandaise
	<input type="checkbox"/> norvégienne	<input type="checkbox"/> suisse
	<input type="checkbox"/> estonienne	<input type="checkbox"/> italienne
	<input type="checkbox"/> hongroise	<input type="checkbox"/> slovène
	<input type="checkbox"/> du Royaume-Uni	
	4. Lieu et date :	
	5. Signature	
6.	Autorité des Communautés européennes qui a conclu le contrat avec l'agent auxiliaire	
6.1	Dénomination :	
6.2	Adresse :	
6.3	Cachet	6.4 Date :
		6.5 Signature

B. Attestation

7. Nous prenons acte de ce que la personne mentionnée au cadre 1 est assujettie à la législation⁽⁶⁾

- | | | | | |
|-------------------------------------|---|---------------------------------------|--|---|
| <input type="checkbox"/> belge | <input type="checkbox"/> tchèque | <input type="checkbox"/> danoise | <input type="checkbox"/> allemande | <input type="checkbox"/> estonienne |
| <input type="checkbox"/> grecque | <input type="checkbox"/> espagnole | <input type="checkbox"/> française | <input type="checkbox"/> irlandaise | <input type="checkbox"/> italienne |
| <input type="checkbox"/> chypriote | <input type="checkbox"/> lettonne | <input type="checkbox"/> lituanienne | <input type="checkbox"/> luxembourgeoise | <input type="checkbox"/> hongroise |
| <input type="checkbox"/> maltaise | <input type="checkbox"/> néerlandaise | <input type="checkbox"/> autrichienne | <input type="checkbox"/> polonaise | <input type="checkbox"/> portugaise |
| <input type="checkbox"/> slovène | <input type="checkbox"/> slovaque | <input type="checkbox"/> finlandaise | <input type="checkbox"/> suédoise | <input type="checkbox"/> du Royaume-Uni |
| <input type="checkbox"/> islandaise | <input type="checkbox"/> du Liechtenstein | <input type="checkbox"/> norvégienne | <input type="checkbox"/> suisse | |

7.1 à partir du

7.2 pour la période durant laquelle elle occupera l'emploi indiqué à la partie A ⁽⁷⁾

8.	Institution désignée par l'autorité compétente	
8.1	Dénomination :	
8.2	N° d'identification de l'institution :	
8.3	Adresse :	
8.4	Cachet	8.5 Date :
		8.6 Signature :

Pour le personnel des missions diplomatiques ou des postes consulaires et les domestiques à leur service personnel

- a) *Après avoir rempli la partie A du formulaire, à l'exception du cadre 6, vous devez remettre un exemplaire du formulaire à votre employeur et envoyer deux exemplaires à l'institution désignée par l'autorité compétente de l'État pour la législation duquel vous avez opté, à savoir :*
- en Belgique, l'Office national de sécurité sociale, à Bruxelles;*
 - en République tchèque, la «Česká správa sociálního zabezpečení» (Administration de sécurité sociale tchèque), à Prague;*
 - au Danemark, la «Sociale Sikringsstyrelse» (Direction nationale de sécurité sociale), à Copenhague;*
 - en Allemagne, l'office Bonn de la "Krankenkasse" (Caisse de maladie) choisie par l'intéressé;*
 - en Estonie, le «Sotsiaalkindlustusamet» (Comité d'assurance social), à Tallinn;*
 - en Grèce, l'office régional ou local de l'Institut des assurances sociales (IKA);*
 - en Espagne, la «Tesorería General de la Seguridad Social - Ministerio de Trabajo y Seguridad Social» (Trésorerie centrale de la sécurité sociale - Ministère du travail et de la sécurité sociale), à Madrid;*
 - en France, la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris;*
 - en Irlande, le «Department of Social Welfare» (Ministère de la prévoyance sociale), à Dublin;*
 - en Italie, le siège local compétent de l'«Istituto nazionale della previdenza sociale» (Institut national de la prévoyance sociale) (INPS);*
 - à Chypre, le «Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων, Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων» (Département des Assurances sociales, Ministère du Travail, à 1465 LeFKosia);*
 - en Lettonie, le «Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra» (l'Agence nationale de sécurité sociale);*
 - en Lituanie, le «Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba», (le Conseil du Fonds national de Sécurité sociale), à Vilnius;*
 - au Luxembourg, le Centre commun de la sécurité sociale, à Luxembourg;*
 - en Hongrie, la «Fővárosi és Pest Megyei Egészségbiztosítási Pénztár» (Caisse départementale d'assurance-maladie de Pest et de la capitale), à Budapest;*
 - à Malte, le «Dipartiment tas-Sigurta' Soċjali»; à La Vallette;*
 - aux Pays-Bas, la «Sociale Verzekeringsbank» (Banque des assurances sociales), à Amstelveen;*
 - en Autriche, l'institution compétente pour l'assurance maladie;*
 - en Pologne, le «Zakład Ubezpieczeń Społecznych» (Institution de sécurité sociale- ZUS), à Varsovie;*
 - au Portugal, le «Departamento de Relações Internacionais e Convenções de Segurança Social» (Département des relations internationales et conventions de sécurité sociale), à Lisbonne;*
 - en Slovénie, l'office régional du "Zavod za zdravstveno zavarovanje Slovenije" (ZZZS), (l'institut d'assurance maladie de Slovénie) compétent pour le lieu de résidence;*
 - en Slovaquie, le «Sociálna poisťovňa» (Bureau d'assurance sociale), à Bratislava;*
 - en Finlande, l'«Eläketurvakeskus» (Institut central d'assurance pensions), à Helsinki;*
 - en Suède, le «Riksförsäkringsverket» (Conseil national des assurances sociales), à Stockholm;*
 - au Royaume-Uni, l'«Inland Revenue, Center for Non residents» (bureau d'impôt, centre pour les non-résidents) Benton Park View, à Newcastle upon Tyne, NE98 1ZZ;*
 - en Islande, le «Tryggingastofnun ríkisins» (Institut national de la sécurité sociale), à Reykjavik;*
 - au Liechtenstein, l'«Amt für Volkswirtschaft» (l'Office d'économie national), à Vaduz;*
 - en Norvège, le «Folketrygdkontoret for utenlandssaker» (Office national des assurances sociales à l'étranger), à Oslo;*
 - en Suisse, la "Caisse fédérale de compensation", à Berne.*

Pour l'autorité des Communautés européennes habilitée à conclure le contrat d'engagement des agents auxiliaires

- b) *Lors de l'engagement d'un agent auxiliaire, si celui-ci désire faire usage de son droit d'option, l'autorité habilitée des Communautés européennes doit lui faire remplir la partie A, à l'exception du cadre 6, qui devra être rempli par elle.*
- c) *Deux exemplaires du formulaire devront être adressés à l'institution désignée par l'autorité compétente de l'État membre pour la législation duquel l'intéressé a opté [voir point a) ci-dessus].*

NOTES

- (1) Sigle du pays auquel appartient l'institution qui remplit le formulaire: BE = Belgique; CZ = République tchèque; DK = Danemark; DE = Allemagne; EE = Estonie; GR = Grèce; ES = Espagne; FR = France; IE = Irlande; IT = Italie; CY = Chypre; LV = Lettonie; LT = Lituanie; LU = Luxembourg; HU = Hongrie; MT = Malte; NL = Pays-Bas; AT = Autriche; PL = Pologne; PT = Portugal; SI = Slovénie; SK = Slovaquie; FI = Finlande; SE = Suède; UK = Royaume-Uni; IS = Islande; LI = Liechtenstein; NO = Norvège; CH = Suisse.
- (2) Indiquer tous les noms dans l'ordre de l'état civil.
- (3) Indiquer tous les prénoms dans l'ordre de l'état civil.
- (4) Pour les travailleurs soumis à la législation belge, indiquer le numéro d'identification du registre national.
Pour les travailleurs soumis à la législation espagnole, indiquer le numéro de sécurité sociale.
Pour les travailleurs soumis à la législation maltaise, indiquer, s'il s'agit d'un ressortissant maltais, le numéro de carte d'identité et, s'il ne s'agit pas d'un ressortissant maltais, le numéro de sécurité sociale maltais.
Pour les travailleurs soumis à la législation slovaque, indiquer le numéro de naissance slovaque, le cas échéant.
Pour les travailleurs soumis à la législation polonaise, indiquer les numéros PESEL et NIP ou, à défaut, la série et le numéro de la carte d'identité ou du passeport.
- (5) Indiquer les noms et prénoms de l'employeur.
- (6) Mettre une croix dans la case qui précède l'indication appropriée. On notera que les travailleurs au service de missions diplomatiques ou de postes consulaires ainsi que ceux qui sont au service personnel d'un agent de ces missions ou postes ne peuvent opter que pour la législation de sécurité sociale de l'État dont ils sont ressortissants.
- (7) Les travailleurs au service de missions diplomatiques ou de postes consulaires ainsi que ceux qui sont au service personnel d'un agent de ces missions ou postes peuvent exercer une nouvelle option à la fin de chaque année civile.

Ce formulaire, délivré par l'autorité d'assurance sociale compétente, sert de preuve pour le personnel des Représentations diplomatiques, des services consulaires et pour leurs domestiques privés qu'ils ont adopté la réglementation de l'Etat d'envoi des personnes qu'ils emploient et que celle-ci est appliquée.

12.2 Explications

4/12

- Le ressortissant suisse qui est membre du personnel de service d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire de la Suisse dans un Etat de l'AELE est assuré dans cet Etat mais peut opter pour l'application de la législation suisse.
Le droit d'option doit être exercé pour la première fois dans les trois mois suivant la date à laquelle le salarié a été engagé dans la mission diplomatique ou le poste consulaire dont il s'agit ou est entré au service personnel d'agents. L'option prend effet à la date d'entrée en service. Lorsque l'intéressé exerce à nouveau son droit d'option à la fin d'une année civile, l'option prend effet au premier jour de l'année civile suivante.
- L'intéressé remplit le [formulaire E 103](#) pour informer la Caisse fédérale de compensation qu'il opte pour la législation suisse. Il avise en même temps son employeur.
- La Caisse fédérale de compensation lui remet un certificat attestant qu'il est soumis à la législation suisse.

Annexe 13: Conventions de sécurité sociale: formulaires

13.1 Exemple de formulaire

USA/CH 10
CH/USA 10

Certificate of coverage Attestation de détachement

US–Swiss Agreement on Social Security Article 6.2

Convention de sécurité sociale entre la Suisse et les Etats-Unis d'Amérique Article 6, § 2

1 Information about the worker Information concernant le travailleur

- 1.1 Full Name
Nom et prénoms _____
- 1.2 Date of Birth
Date de naissance _____
- 1.3 Place of Birth
Lieu de naissance _____
- 1.4 Citizenship
Nationalité _____
- 1.5 Social Security Number
No d'assuré _____

2. Information about the employer Information concernant l'employeur

- 2.1 Name of employer
Nom de l'employeur _____
- 2.2 Address
Adresse _____
- _____

3 Certification Attestation

The above worker meets the condition set forth in Article 6.2 of the Agreement and, with respect to retirement, survivors and disability insurance remains subject to

Le travailleur susmentionné remplit les conditions énoncées à l'article 6, § 2, de la Convention et demeurera assujéti à la législation en matière d'assurance-vieillesse, survivants et invalidité

the laws of the US
des Etats-Unis

the Swiss laws
suisse

beginning du _____ and ending au _____ (5 years max.)
(5 ans max.)

4 If the worker is being transferred from the USA to Switzerland, please fill in numbers 4.1–5.2
Si le travailleur est détaché des USA en Suisse, remplir les rubriques 4.1 à 5.2

4.1 Name of the employer in Switzerland
 Nom de l'employeur en Suisse _____

4.2 Address
 Adresse _____

5. Completed by
Department of Health and Human Services
Social Security Administration

Attesté par le
Département de la Santé et des Affaires sociales
Administration de la Sécurité Sociale

5.1 Signature
 Signature _____

5.2 Date and Stamp
 Date et cachet _____

6. If the worker is being transferred from Switzerland to the USA, please fill in numbers 6.1–7.3
Si le travailleur est détaché de Suisse aux USA, remplir les rubriques 6.1 à 7.3

6.1 Name of the employer in the USA
 Nom de l'employeur aux USA _____

6.2 Address
 Adresse _____

7 Completed by
Compensation Fund for Old-Age and Survivors Insurance

Attesté par la
Caisse de compensation de l'assurance-vieillesse et survivants

7.1 Name of the Fund
 Nom de la caisse _____

7.2 Signature
 Signature _____

5.2 Date and Stamp
 Date et cachet _____

13.2 Utilisation

- Pour les salariés qu'une entreprise ayant son siège en Suisse détachent provisoirement dans un Etat contractant, la caisse de compensation délivrera à l'employeur le formulaire correspondant au pays après avoir vérifié si les conditions sont remplies: assurance préalable en Suisse, période limitée, retour probable chez le même employeur.
- Elle fera de même pour les ressortissants d'un Etat non contractant qui sont détachés sur le territoire d'un Etat de l'UE.
- S'ils souhaitent une prolongation du délai de détachement prévu par les dispositions de la convention (c'est-à-dire que le travailleur continue d'être assuré en Suisse), l'employeur et le salarié doivent conjointement adresser à l'OFAS une demande dans ce sens. Celle-ci doit être déposée encore avant l'expiration du délai déterminant.
- L'OFAS consulte l'autorité étrangère compétente; la décision prise est communiquée chaque fois aux organismes d'assurance concernés des deux pays. Selon la pratique suisse, une telle demande de prolongation n'est accordée que si la durée totale du détachement n'excède pas 6 ans et que l'autorité étrangère donne son accord.

Ce document peut être téléchargé à l'adresse suivante:

http://www.sozialversicherungen.admin.ch/storage/documents/1519/1519_1_fr.pdf

13.3 Durée du détachement et prolongation en vertu des conventions de sécurité sociale

4/12

Norvège*	détachement: 1 an prolongation: jusqu'à 3 ans
Danemark	détachement: 24 mois prolongation: jusqu'à 3 ans
Saint Marin, Italie*	détachement: 1 an prolongation: jusqu'à 6 ans
Chili, Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine	détachement: 36 mois prolongation: jusqu'à 6 ans
Australie, Liechtenstein*	détachement: 60 mois prolongation: jusqu'à 6 ans
Japon	détachement: 60 mois prolongation: jusqu'à 6 ans (sans consentement)
USA, Canada	détachement: 60 mois prolongation: jusqu'à 6 ans et demi
Belgique*	détachement: 12 mois prolongation: jusqu'à 5 ans
Pays-Bas*	détachement: 24 mois prolongation: jusqu'à 5 ans
Inde	détachement: 72 mois pas de prolongation

Allemagne* Autriche* Bulgarie* Chypre* Croatie Espagne* Finlande* France* Grande-Bretagne* Grèce* Hongrie* Irlande* Israël Luxembourg* Macédoine Philippines Portugal* République tchèque* Slovaquie* Slovénie * Suède* Turquie	détachement: 24 mois prolongation: jusqu'à 6 ans
--	---

* Seulement pour les ressortissants d'Etats non contractants. Pour les nationaux, voir les n^{os} 2024 ss.

Annexe 14: Etrangers qui disposent de cartes de légitimation spéciales établies par le Département fédéral des affaires étrangères et sont exemptés de l'AVS
4/12

14.1 Carte B avec bande rouge

- chefs de Mission
- membres de la haute direction des organisations internationales en Suisse

14.2 Carte C avec bande rouge

- personnel diplomatique des ambassades, des missions permanentes et des missions spéciales
- hauts fonctionnaires des organisations internationales

14.3 Carte D avec bande bleue

- personnel administratif et technique des ambassades, des missions permanentes et des missions spéciales

14.4 Carte D avec bande brune

- fonctionnaires de la catégorie professionnelle des organisations internationales

14.5 Carte O avec bande grise

- tout le personnel non suisse de la Mission permanente d'observation de la Palestine

14.6 Carte E avec bande mauve

- personnel de service des ambassades, des missions permanentes et des missions spéciales
- fonctionnaires (catégorie des services généraux) des organisations internationales

14.7 Carte G avec bande turquoise barrée de blanc

- fonctionnaires des organisations internationales (court-terme)

14.8 Carte L avec bande beige

- tout le personnel non suisse de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

14.9 Carte K avec bande rouge et barre noire

- chefs de poste de carrière et fonctionnaires de carrière des représentations consulaires

14.10 Carte K avec bande bleue et barre noire

- employés de carrière des représentations consulaires

14.11 Carte K avec bande mauve et barre noire

- personnel de service des représentations consulaires

14.12 Carte F avec bande jaune

- domestiques privés au service d'un membre du personnel d'une ambassade (Carte B, C ou D), d'un consulat (Carte K avec bande rouge et barre noire ainsi que Carte K avec bande bleue et barre noire), d'une mission permanente, d'une mission spéciale et d'une organisation internationale, à condition qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat non contractant ([art. 33, par. 2, al. b de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques](#))

14.13 Carte S avec bande verte

- les fonctionnaires de nationalités suisses d'une organisation internationale – à l'exception du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (cf. n° 3096) – ne sont pas assurés

à l'AVS/AI/APG/(AC) (cf. n° 3056 ss) mais ont toutefois la possibilité d'adhérer à l'assurance obligatoire.

14.14 Carte P avec bande bleue

- personnel scientifique non suisse du CERN et membres de famille qui jouissent du même statut

Les ressortissants étrangers titulaires des cartes K avec bande blanche (consuls honoraires) et H sans bande (personnes sans privilèges et immunités des Missions permanentes, des Missions spéciales, des Ambassades et des Consulats ainsi que les collaborateurs non-fonctionnaires des organisations internationales) sont par contre soumis à l'AVS. Ceci est aussi valable pour tout le personnel non suisse du CICR (Carte I avec bande vert olive) et le personnel suisse des Ambassades, des Missions permanentes et des Missions spéciales (Carte S avec bande verte). Sont aussi assurés les employés de maison mentionnée ci-dessus à condition qu'ils ne soient pas assurés dans un autre pays.

Annexe 15: Territoire de l'UE, resp. de l'AELE

1/10

L'Accord avec l'UE s'applique aux territoires suivants:

- République d'Autriche, Royaume de Belgique, République de Bulgarie, République de Chypre, Royaume de Danemark, République d'Estonie, République fédérale d'Allemagne, République de Grèce, Royaume d'Espagne, République française, République de Hongrie, Irlande, République italienne, République de Lettonie, République de Lituanie, Grand-Duché de Luxembourg, République de Malte, Royaume des Pays-Bas, République de Pologne, République portugaise, Roumanie, République de Finlande, République de Slovénie, République slovaque, Royaume de Suède, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.
- départements français d'outre-mer:
Guadeloupe (qui comprend les îles la Désirade, les Saintes, Marie-Galante, Saint-Barthélemy et la partie française de Saint-Martin), Martinique, Guyane, et Réunion
- archipels portugais des Açores et de Madère
- archipels espagnols des Baléares et des Canaries
- villes espagnoles de Ceuta et Melilla enclavées dans le territoire marocain
- Gibraltar
- Îles Åland

L'Accord avec l'UE ne s'applique pas:

- aux îles anglo-normandes, Alderney, Guernsey, Herm, Jersey, Sark et l'île de Man
- aux îles Féroé
- à la Principauté de Monaco
- à la Principauté d'Andorre
- à Saint-Marin
- au Vatican
- aux zones de souveraineté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Chypre (Akrotiri et Dhekelia)
- au Groenland
- à la Nouvelle-Calédonie et ses dépendances
- à la Polynésie française
- aux Terres australes et antarctiques françaises

- aux îles Wallis-et-Futuna
- à Mayotte
- à Saint-Pierre-et-Miquelon
- à Aruba
- aux Antilles néerlandaises (Bonaire, Curaçao, Saba, Saint-Eustache, Saint-Martin)
- à Anguilla,
- aux îles Caïmans
- aux îles Falkland
- à Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
- à Montserrat
- à Pitcairn
- à Sainte-Hélène et ses dépendances
- au territoire de l'Antarctique britannique
- aux territoires britanniques de l'océan Indien
- aux îles Turks et Caicos
- aux îles Vierges britanniques
- aux Bermudes.

L'Accord de l'AELE est applicable aux territoires suivants:

- République d'Islande, Principauté de Liechtenstein, Royaume de Norvège, Confédération suisse.

L'Accord de l'AELE n'est pas applicable aux territoires suivants:

- territoire norvégien de Svalbard (Spitsbergen)

Annexe 16: Convention selon l'art. 109 R 574/72 et Convention selon l'art. 21 R 987/2009 4/12

Accord sur la libre circulation des personnes entre
la Suisse et la Communauté européenne

Coordination des systèmes de sécurité sociale

Convention selon l'art. 109 du Règlement (CEE) n° 574/72 entre employé et employeur

L'employé est soumis à la législation suisse de sécurité sociale¹. L'employeur ne possède pas d'établissement stable en Suisse.

L'employeur et l'employé conviennent par la présente que les obligations de l'employeur de verser les cotisations dues à la sécurité sociale et de délivrer les informations prévues par la loi sont prises en charge par l'employé.

L'employeur demeure responsable du paiement des cotisations envers les institutions de sécurité sociale.

1 Employé

Nom	
Prénom(s)	
Date de naissance	Nationalité
Adresse	
.....	
N° AVS	Téléphone

2 Employeur

Nom de l'employeur ou de l'entreprise		
.....		
Adresse		
.....		
Téléphone	Fax	e-mail

L'employé doit présenter cette convention aux institutions d'assurances suivantes :

- La caisse de compensation AVS compétente (1^{er} pilier de l'assurance-pensions obligatoire)**
Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, la caisse de celui-ci réceptionnera le formulaire.
- La caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) pour les entreprises citées à l'art. 66 LAA, sinon un assureur accident de l'art. 68 LAA pour les autres entreprises**
Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, l'assureur accident de celui-ci est compétent. En cas d'activités dans différents domaines, il peut arriver qu'il faille décompter à la fois auprès de la CNA et auprès d'un assureur accident de l'art. 68 LAA.

¹ Tableaux synoptiques concernant la sécurité sociale suisse, voir www.ofas.admin.ch>Thèmes > Affaires internationales

c) **L'institution de prévoyance professionnelle de l'employeur (2^{ème} pilier de l'assurance-pensions obligatoire) :**

i) **Nom de l'institution de prévoyance enregistrée :**

.....

ii) Si, selon la lettre i), l'employeur n'est pas encore affilié à une institution de prévoyance enregistrée, il est tenu de conclure un contrat d'affiliation avec une institution de prévoyance. Par la signature de la présente convention, l'employeur habilite l'employé à conclure un tel contrat d'affiliation. L'employeur et l'institution de prévoyance prennent en outre acte qu'avec la conclusion du contrat d'affiliation, tous les employés de l'employeur soumis à la prévoyance professionnelle suisse sont à assurer dans cette institution de prévoyance.

d) **La caisse d'allocations familiales du canton de domicile si l'employé habite en Suisse, sinon, la caisse d'allocations familiales du canton du lieu de l'activité principale**

Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, la caisse d'allocations familiales de celui-ci réceptionnera le formulaire.

Le versement des cotisations dues à l'assurance maladie obligatoire est à la charge de l'employé.

.....
Date, signature de l'employé

.....
Date, signature de l'employeur

**Convention selon l'art. 21 par. 2 du Règlement (CE) n° 987/09
entre employé et employeur**

L'employé est soumis à la législation suisse de sécurité sociale¹. L'employeur ne possède pas d'établissement stable en Suisse.

L'employeur et l'employé conviennent par la présente que les obligations de l'employeur de verser les cotisations dues à la sécurité sociale et de délivrer les informations prévues par la loi sont prises en charge par l'employé.

L'employeur demeure responsable du paiement des cotisations envers les institutions de sécurité sociale.

1	Employé
Nom	
Prénom(s)	
Date de naissance	Nationalité
Adresse	
.....	
N° AVS	Téléphone

2	Employeur	
Nom de l'employeur ou de l'entreprise		
.....		
Adresse		
.....		
Téléphone	Fax	e-mail

L'employé doit présenter cette convention aux institutions d'assurances suivantes :

- a) **La caisse de compensation AVS compétente (1^{er} pilier de l'assurance-pensions obligatoire)**
Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, la caisse de celui-ci réceptionnera le formulaire.
- b) **La caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents (CNA) pour les entreprises citées à l'art. 66 LAA, sinon un assureur accident de l'art. 68 LAA pour les autres entreprises**
Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, l'assureur accident de celui-ci est compétent. En cas d'activités dans différents domaines, il peut arriver qu'il faille décompter à la fois auprès de la CNA et auprès d'un assureur accident de l'art. 68 LAA.

¹ Tableaux synoptiques concernant la sécurité sociale suisse, voir www.ofas.admin.ch-Thèmes > Affaires internationales

c) **L'institution de prévoyance professionnelle de l'employeur (2^{ème} pilier de l'assurance-pensions obligatoire) :**

i) Nom de l'institution de prévoyance enregistrée :

.....

ii) Si, selon la lettre i), l'employeur n'est pas encore affilié à une institution de prévoyance enregistrée, il est tenu de conclure un contrat d'affiliation avec une institution de prévoyance. Par la signature de la présente convention, l'employeur habilite l'employé à conclure un tel contrat d'affiliation. L'employeur et l'institution de prévoyance prennent en outre acte qu'avec la conclusion du contrat d'affiliation, tous les employés de l'employeur soumis à la prévoyance professionnelle suisse sont à assurer dans cette institution de prévoyance.

d) **La caisse d'allocations familiales du canton de domicile si l'employé habite en Suisse, sinon, la caisse d'allocations familiales du canton du lieu de l'activité principale**

Si l'employé a plusieurs employeurs et que l'un d'eux a un établissement stable en Suisse, la caisse d'allocations familiales de celui-ci réceptionnera le formulaire.

Le versement des cotisations dues à l'assurance maladie obligatoire est à la charge de l'employé.

.....
Date, signature de l'employé

.....
Date, signature de l'employeur

Annexe 17: Demande d'attestation de détachement 4/12

Demande d'attestation de détachement

Demande d'attestation relative au maintien de l'application de la législation suisse en matière de sécurité sociale durant une activité salariée exercée à titre temporaire dans un Etat membre de l'UE/AELE (attestation A1, resp. formulaire E 101) ou dans un autre Etat avec lequel la Suisse a conclu une convention de sécurité sociale. A présenter à la caisse de compensation AVS compétente.

1. Personne salariée

Nom(s) :

Prénom(s) :

Date de naissance : Nationalité :

Adresse :

..... Pays :

Numéro AVS :

Institution de prévoyance (LPP) actuelle :

Assureur-accidents (LAA) actuel :

Assurance-maladie (LAMal) actuelle :

2. Relation de travail en Suisse

Employeur

Nom :

Adresse :

.....

Téléphone : Courriel :

Début de la relation de travail le :

Contrat à durée déterminée : fin de la relation de travail le :

Lieu de travail :

3. Activité temporaire à l'étranger

Pays où l'activité temporaire est exercée :

Durée prévue : du au

Entreprise locale

Nom :

Adresse :

.....
 Numéro d'identification de l'entreprise (p. ex. numéro de matricule) :

Le salarié a-t-il déjà été affecté dans le même pays au cours des douze derniers mois ? oui non

Si oui :

du au

Veillez joindre des copies des attestations de détachement pour la période concernée

Durant le détachement

- l'employeur en Suisse, et non pas l'entreprise locale, peut décider de résilier le contrat de travail avec le salarié oui non

- l'employeur en Suisse peut définir les grandes lignes de l'activité exercée à l'étranger oui non

- le salaire est payé par l'entreprise locale l'employeur en Suisse

- les cotisations sociales sont versées par l'entreprise locale l'employeur en Suisse

Remarques :

.....

Nous déclarons que toutes les informations sont conformes à la réalité. Nous savons que les organes compétents peuvent effectuer des contrôles en Suisse comme dans le pays d'affectation et que, si les informations fournies dans cette demande sont fausses, l'attestation de détachement peut être révoquée. Dans ce cas, c'est la législation de sécurité sociale du pays d'affectation qui s'applique.

L'employeur s'engage à informer immédiatement la caisse de compensation dans les cas suivants : annulation du détachement, cessation de l'activité ou interruption de celle-ci durant une période relativement longue, ou modification notable des éléments indiqués dans la demande. Il fait en sorte que les cotisations aux assurances sociales soient prélevées, en Suisse, sur la totalité du salaire perçu en Suisse ainsi que dans le pays d'affectation.

Le salarié

L'employeur

Date :

Date :

.....
 Signature

.....
 Tampon et signature

Annexe 18: Attestation A1 4/12

Coordination des systèmes
de sécurité sociale

A1

**Certificat concernant la législation
de sécurité sociale applicable au titulaire**
 Règlements (CE) n° 883/04 et (CE) n° 987/09 (*)

INFORMATIONS À L'ATTENTION DU TITULAIRE

Ce certificat concerne la législation de sécurité sociale à laquelle vous êtes assujetti(e) et confirme que vous n'êtes pas tenu(e) de cotiser dans un autre État.

Avant de quitter l'État dans lequel vous êtes assuré(e) pour vous rendre dans un autre État pour y travailler, assurez-vous que vous êtes bien en possession des documents attestant de vos droits pour bénéficier des prestations en nature nécessaires (par exemple, soins médicaux, hospitalisation, etc.) dans l'État de travail.

- Si vous séjournerez temporairement dans l'État où vous travaillez, demandez à votre institution compétente en matière de soins de santé de vous délivrer une carte européenne d'assurance maladie. Si vous avez besoin de prestations en nature durant votre séjour, vous devrez présenter cette carte au prestataire de soins.
- Si vous allez résider dans l'État où vous travaillez, demandez à l'institution compétente en matière de soins de santé de vous délivrer le document S1 et présentez-le le plus tôt possible à l'institution compétente en matière de soins de santé du lieu où vous allez travailler (**).

À titre provisoire, en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, des prestations particulières seront également servies par l'institution d'assurance du pays de séjour.

1. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE

1.1 Numéro d'identification personnel	<input type="checkbox"/> Femme	<input type="checkbox"/> Homme	
1.2 Nom			
1.3 Prénoms			
1.4 Nom de naissance (***)			
1.5 Date de naissance	1.6 Nationalité		
1.7 Lieu de naissance			
1.8 Adresse dans l'État de résidence			
1.8.1 Rue, n°	1.8.3 Code postal		
1.8.2 Ville	1.8.4 Code du pays		
1.9 Adresse dans l'État de séjour			
1.9.1 Rue, n°	1.9.3 Code postal		
1.9.2 Ville	1.9.4 Code du pays		

2. ÉTAT MEMBRE DONT LA LÉGISLATION S'APPLIQUE

2.1 État membre	
2.2 Date de début	2.3 Date de fin
<input type="checkbox"/> 2.4 Le certificat est valable pendant toute la durée de l'activité	
<input type="checkbox"/> 2.5 Il s'agit d'une détermination provisoire	
<input type="checkbox"/> 2.6 Le règlement (CE) n° 1408/71 reste applicable, en vertu de l'article 87 (8) du règlement (CE) n° 883/2004	

(*) Règlements (CE) n° 883/2004, articles 11 à 16, et (CE) n° 987/2009, article 19.

(**) Pour l'Espagne, la Suède et le Portugal, ce certificat doit être communiqué respectivement aux directions provinciales de l'Institut national de la sécurité sociale (INSS), à l'Office des assurances sociales et à l'Institut de la sécurité sociale du lieu de résidence.

(***) Renseignements communiqués par le titulaire à l'institution, lorsque celle-ci n'en dispose pas.

A1


**Certificat concernant la législation
de sécurité sociale applicable au titulaire**
3. CONFIRMATION DE VOTRE SITUATION PROFESSIONNELLE

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> 3.1 Travailleur salarié détaché | <input type="checkbox"/> 3.2 Salarié, occupé dans deux ou plusieurs États |
| <input type="checkbox"/> 3.3 Travailleur non salarié détaché | <input type="checkbox"/> 3.4 Travailleur non salarié exerçant une activité, dans deux États ou plus |
| <input type="checkbox"/> 3.5 Fonctionnaire | <input type="checkbox"/> 3.6 Agent contractuel |
| <input type="checkbox"/> 3.7 Marin | <input type="checkbox"/> 3.8 Travailleur occupé en qualité de salarié et non salarié dans plusieurs pays |
| <input type="checkbox"/> 3.9 Travailleur occupé en qualité de fonctionnaire dans un pays et en qualité de salarié/non salarié dans un ou plusieurs autre(s) pays | <input type="checkbox"/> 3.10 Dérogations |

**4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMPLOYEUR /L'ACTIVITÉ NON SALARIÉE DANS L'ÉTAT DONT
LA LÉGISLATION S'APPLIQUE**

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> 4.1.1 Travailleur salarié | <input type="checkbox"/> 4.1.2 Activité non salariée |
| 4.2 Code de l'activité de l'employeur/de l'activité non salariée | |
| 4.3 Nom ou raison sociale | |
| 4.4 Adresse officielle | |
| 4.4.1 Rue, n° | 4.4.2 Code du pays |
| 4.4.3 Ville | 4.4.4 Code postal |

**5. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EMPLOYEUR /L'ACTIVITÉ NON SALARIÉE DANS L'/LES AUTRE(S)
ÉTAT(S) MEMBRE(S)**

- 5.1 Nom(s) ou raison(s) sociale(s) et numéro(s) d'identification de l'/des entreprise(s) ou du/des navire(s) dans laquelle/lesquelles/lequel/lesquels vous serez employé
- 5.2 Adresse(s) ou nom(s) du/des navire(s) où vous serez travailleur salarié/travailleur non salarié dans l'/les Etat(s) d'accueil
- 5.3 Ou aucune adresse fixe dans l'/les Etat(s) où vous serez travailleur salarié/travailleur non salarié

A1

**Certificat concernant la législation
de sécurité sociale applicable au titulaire****6. INSTITUTION COMPLÉTANT LE FORMULAIRE**

6.1	Nom	
6.2	Rue, n°	
6.3	Ville	
6.4	Code postal	6.5 Code du pays
6.6	N° d'identification de l'institution	
6.7	N° de télécopie (bureau)	
6.8	N° de téléphone (bureau)	
6.9	Adresse électronique	
6.10	Date	
6.11	Signature	

CACHET

--

Annexe 19: Table de concordance R 1408/71 – R 883/2004

4/12

Table de concordance R 1408/71 - R 883/2004			
Disposition en vigueur jusqu'ici	R 1408/71	R 883/2004	Modifications
		Art. 5 point a)	Assimilation de prestations
Réserve pour les indépendants et les fonctionnaires dans un régime spécial	Art. 13 par. 1	Art. 11 par. 1	Plus de réserve, assujetti plus que dans un seul Etat
		Art. 11 par. 2	Les prestations de remplacements sont traitées comme le revenu d'une activité lucrative
Principe du lieu de l'activité lucrative salariée	Art. 13 par. 2 point a)	Art. 11 par. 3 point a)	
Principe du lieu de l'activité lucrative indépendante	Art. 13 par. 2 point b)	Art. 11 par. 3 point a)	
Principe du pavillon dans la navigation	Art. 13 par. 2 point c)	Art. 11 par. 4	L'activité lucrative est considérée comme étant exercée dans l'Etat du pavillon
Fonctionnaires	Art. 13 par. 2 point d)	Art. 11 par. 3 point b)	(Seulement en allemand : la notion de "Behörde" est remplacée par celle de "Verwaltungseinheit")
		Art. 11 par. 3 point c)	Règle particulière pour les prestations de chômage
Service militaire et civil	Art. 13 par. 2 point e)	Art. 11 par. 3 point d)	
Règle subsidiaire : Etat de résidence	Art. 13 par. 2 point f)	Art. 11 par. 3 point e)	
Détachement salariés	Art. 14 par. 1 point a)	Art. 12 par. 1	Détachement prolongé à 24 mois
Prolongation détachement des salariés	Art. 14 par. 1 point b)		Supprimé
Personnel roulant ou naviguant	Art. 14 par. 2 point a) i)		Supprimé
Personnel roulant ou naviguant	Art. 14 par. 2 point a) ii)		Supprimé
Principe de l'Etat de résidence, activité salariée sur le territoire de plusieurs Etats	Art. 14 par. 2 point b) i)	Art. 13 par. 1 point a)	Principe de l'Etat de résidence seulement en cas d'activité substantielle dans l'Etat de résidence
Siège de l'entreprise en cas d'activité salariée sur le territoire de plusieurs Etats	Art. 14 par. 2 point b) ii)	Art. 13 par. 1 point b)	Aussi lorsqu'aucune activité substantielle dans l'Etat de résidence
Entreprise traversée par la frontière commune de 2 Etats	Art. 14 par. 3		Supprimé
Détachement indépendants	Art. 14 ^{bis} par. 1 point a)	Art. 12 par. 2	Il doit s'agir d'une activité semblable, désormais 24 mois
Prolongation détachement indépendants	Art. 14 ^{bis} par. 1 point b)		Supprimé
Principe de l'Etat de résidence, activité indépendante sur le territoire de plusieurs Etats	Art. 14 ^{bis} par. 2	Art. 13 par. 2 point a)	Principe de l'Etat de résidence seulement en cas d'activité substantielle dans l'Etat de résidence
Activité principale indépendante	Art. 14 ^{bis} par. 2	Art. 13 par. 2 point b)	Centre d'intérêt des activités
Entreprise traversée par la frontière commune de 2 Etats	Art. 14 ^{bis} par. 3		Supprimé
Règle subsidiaire pour les indépendants	Art. 14 ^{bis} par. 4		Supprimé
Règle particulière pour les gens de mer	Art. 14 ^{ter} par. 1 à 3		Supprimé
Règles particulières pour les gens de mer, domicile	Art. 14 ^{ter} par. 4	Art. 11 par. 4, 2 ^e phr.	
Simultanément salarié et indépendant	Art. 14 ^{quater} point a)	Art. 13 par. 3	
Réserve pour les indépendants	Art. 14 ^{quater} point b)		Supprimé
L'activité lucrative est considérée comme exercée dans l'Etat d'assujettissement	Art. 14 ^{quinquies}	Art. 13 par. 5	
Règle particulière pour les fonctionnaires relevant d'un régime spécial	Art. 14 ^{sexies}	Art. 13 par. 4	
Règle particulière pour les fonctionnaires relevant d'un régime spécial	Art. 14 ^{septies}		Supprimé
Assurance facultative	Art. 15	Art. 14	
Employés locaux et domestiques privés	Art. 16 par. 1 et 2		Supprimé
Agents auxiliaires des Communautés européennes	Art. 16 par. 3	Art. 15	
Dérogations	Art. 17	Art. 16 par. 1	
Rentiers	Art. 17 ^{bis}	Art. 16 par. 2	
Dispositions supprimées	Dispositions modifiées		

OFAS, 20.03.2012